PREMIER ET UNIQUE MAGAZINE CONSACRÉ À L'HISTOIRE DE L'ALGÉRIE

# Mémoria

Supplément ELDJAZAIR.COM

www.memoria.dz N° 02 Novembre 2016 Prix : 200 DA

ÉDITÉ PAR LE GROUPE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION El-Djazaïr.com

## Tahar ZBIRI

## HISTOIRE D'UN COUP D'ETAT MANQUÉ

# Mémoria

Supplément ELDJAZAIR.COM

## PREMIER ET UNIQUE MAGAZINE CONSACRÉ À L'HISTOIRE DE L'ALGÉRIE

## Mémoria, au cœur de l'histoire de l'Algérie

## www.memoria.dz

# POUR UNE VIVE MÉMOIRE

**AMMAR KHELIFA**
amar.khelifa@eldjazaircom.dz

Les nations se hissent par le savoir et se maintiennent par la mémoire. C'est cet ensemble d'événements qui se créent successivement aujourd'hui pour qu'un jour on ait à le nommer : Histoire. Sans cette mémoire, imbue de pédagogie et de ressourcement, l'espèce humaine serait tel un atome libre dans le tourbillon temporel et cosmique.

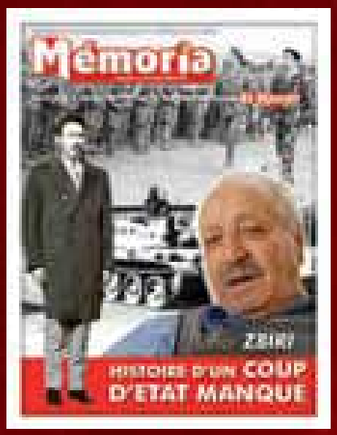
L'homme a eu de tout temps ce pertinent besoin de vouloir s'amarrer à des référentiels et de se coller sans équivoque à son histoire. Se confondre à un passé, à une ancestralité. Cette pertinence va se confiner dans une résistance dépassionnée et continue contre l'amnésie et les affres de l'oubli. Se contenir dans un souvenir, c'est renaître un peu. L'intérioriser, c'est le revivre ; d'où cette ardeur permanente de redécouvrir, des instants durant, ses gloires et ses notoriétés.

En tant que mouvement dynamique qui ne s'arrête pas à un fait, l'Histoire se perpétue bien au-delà. Elle est également un espace pour s'affirmer et un fondement essentiel dans les domaines de prééminence et de luttes. Transmettant le plus souvent une charge identitaire, elle est aussi et souvent la proie pitoyable à une éventualité faussaire ou à un oubli prédateur. Seule la mémoire collective, comme un fait vital et impératif, peut soutenir la vivacité des lueurs d'antan et se projeter dans un avenir stimulant et inspirateur. Elle doit assurer chez nous le maintien et la perpétuation des liens avec les valeurs nationales et le legs éternel de la glorieuse révolution de Novembre.

Il est grand temps, cinquante ans après le recouvrement de l'indépendance nationale, de percevoir les fruits de l'interaction et de la complémentarité entre les générations. Dans ce contexte particulier et délicat, les moudjahidate et moudjahidine se doivent davantage de réaffirmer leur mobilisation et leur engagement dans le soutien du processus national tendant à éterniser et à sacraliser l'esprit chevaleresque de Novembre. Ceci n'est qu'un noble devoir envers les générations montantes, qui, en toute légitimité, se doivent aussi de le réclamer. A chaque disparition d'un acteur, l'on assiste à un effacement d'un pan de notre histoire. A chaque enterrement, l'on y ensevelit avec une source testimoniale. Le salut de la postérité passe donc par la nécessité impérieuse d'immortaliser le témoignage, le récit et le vécu. Une telle déposition de conscience serait, outre une initiative volontaire de conviction, un hommage à la mémoire de ceux et de celles qui ont eu à acter le fait ou l'événement. Le témoignage devrait être mobilisé par une approche productive d'enseignement et de fierté. Raviver la mémoire, la conserver n'est qu'une détermination citoyenne et nationaliste. Toute structure dépouillée d'histoire est une structure sans soubassement et toute Nation dépourvue de conscience historique est une nation dépourvue de potentiel de créativité et d'intégration dans le processus de développement.

C'est dans cette optique de rendre accessibles l'information historique, son extraction et sa mise en valeur que l'idée de la création de cette nouvelle tribune au titre si approprié : Memoria, a germé. Instrument supplémentaire dédié au renforcement des capacités de collecte et d'études historiques, je l'exhorte, en termes de mémoire objective, à plus de recherche, d'authenticité et de constance.

amar.khelifa@eldjazaircom.dz




Supplément
N°51 -Novembre-2016

**Fondateur Président du Groupe**
AMMAR KHELIFA

**Direction de la rédaction**
Zoubir KHELAIFIA

**Coordinatrices**
Meriem KHELIFA

**Reporter - Photographe**
Abdessamed KHELIFA

**Rédaction**
Adel FATHI
Dr Boualem TOUARIGT
Leila BOUKLI
Hassina AMROUNI
Zoubir KHÉLAIFIA

**Direction Artistique**
Halim BOUZID
Salim KASMI

**Impression**
SARL imprimerie Ed Diwan

**Contacts :**
SARL COMESTA MEDIA
N° 181 Bois des Cars 3
Dely-Ibrahim - Alger - Algérie
**Tél. :** 00 213 (0) 661 929 726
+ 213 (21) 360 915
**Fax :** + 213 (21) 360 899
**E-mail :** redaction@memoria.dz
info@memoria.dz

SUR FACEBOOK
Mémoria

HISTOIRE D'UN COUP D'ETAT MANQUÉ

MANIFESTATION DU 11 DÉCEMBRE 1960

## HISTOIRE D'UN COUP D'ETAT MANQUÉ

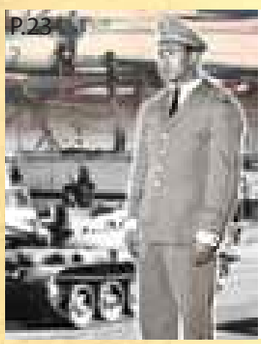
**P.07** Histoire
*Tahar zbiri*
**HISTOIRE D'UN COUP D'ETAT MANQUÉ**

**P.11** Histoire
*Zbiri et Boumediene*
**DEUX HOMMES IRRÉCONCILIABLES**

**P.15** Histoire
**LA MOBILISATION AVANT LE GRAND ASSAUT**

**P.19** Histoire
**LE MOUVEMENT DU 14 DÉCEMBRE 1967**

**P.23** Histoire
**LES RAISONS DE DÉROUTE**




TAHAR ZBIRI

## GUERRE DE LIBÉRATION

**P.27** Histoire
*Mouvements de contestation dans les maquis*
**LA DISSIDENCE DU COMMANDANT ALI HAMBLI**

**P.31** Histoire
*Mouvements de contestation dans les maquis*
**LA BASE DE L'EST : UN CAS D'ÉCOLE**

**P.35** Histoire
*Mouvements de contestation dans les maquis*
**LE COMITÉ DES OFFICIERS LIBRE DE LA WILAYA III**

**P.39** Histoire
*Mouvements de contestation dans les maquis*
**LA WILAYA V FACE À SES DISSIDENTS**

HOUARI BOUMEDIENE

SAID ABID

AMARA BOUGLEZ

CAPITAINE ZOUBIR

ALI HAMBLI

Supplément du magazine
ELDJAZAIR.COM
Consacré à l'histoire de l'Algérie
Edité par :
LE GROUPE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION
El-Djazair.com
Dépôt légal : 235-2008
ISSN : 1112-8860

# SOMMAIRE

MOHAND OULHADJ

ABDERRAHMANE MIRA A DROITE

**P.41** Histoire
*11 décembre 1960*
**ECHEC AU PLAN DE GAULLE**

**P.47** Histoire
*Décès du général-major Hocine Benmaâlam*
**IL ÉTAIT L'UN DES COMPAGNONS DU COLONEL AMIROUCHE**

**P.51** Histoire
*Disparition de Mabrouk Belhocine*
**UN COMPAGNON D'ABANE RAMDANE ET INTELLECTUEL IMPÉNITENT**

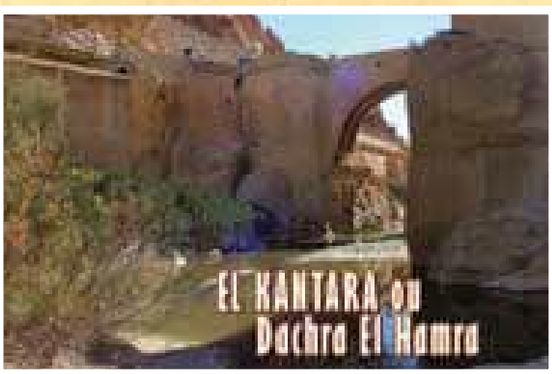
**P.55** Portrait
*Khaled Bentounès*
**UN HOMME DE MÉDIATION, D'ACTION ET DE PAIX**

HOCINE BENMAÂLAM

CHEIKH KHALED BENTOUNES

## HISTOIRE D'UNE VILLE

**P.83** EL KANTARA OU DECHRA EL HAMRA



Tahar **ZBIRI**

*Par Adel Fathi*

# HISTOIRE D'UN COUP D'ETAT MANQUÉ

***Dernier chef de la wilaya I historique, le colonel Tahar Zbiri n'a opposé aucune résistance à l'armée des frontières et l'a, au contraire, accompagnée dans son avancée vers la capitale. Nommé à l'Indépendance commandant de la 5e Région militaire, avant d'être promu, en 1963, chef d'état-major de l'ANP, rien ne présageait d'emblée le grand basculement dont il sera le principal acteur. Sa tentative de coup d'Etat contre le régime de Boumediene, deux ans après le redressement du 19 juin 1965, est-elle le résultat d'une défiance personnelle ou l'expression d'une rupture plutôt structurelle au sommet de la hiérarchie de l'armée et de l'Etat ? Le débat reste ouvert sur un épisode qui n'a pas fini de livrer ses mystères.***

Dans ses mémoires, parues en 2011, Tahar Zbiri justifie ce clash avec le colonel Boumediene par sa déception de la *« marginalisation »* dont seraient victimes, selon lui, les anciens moudjahidine, au détriment des nouveaux officiers ayant évolué dans l'armée française. De nombreux acteurs historiques et d'opposants politiques partagent cette vision et l'ont fait savoir. Mais la question que l'on ne peut s'empêcher de poser, ici, est de savoir pourquoi Zbiri et ses compagnons ont attendu cinq longues années après l'investiture du gouvernement algérien, qui était composé du même personnel, pour se décider à réagir.

Pour comprendre les fondements de ce coup de Jarnac de l'ancien baroudeur des Aurès, il serait sans doute intéressant de fouiner dans les rapports, complexes et ambigus, qui le liait à l'homme fort du pouvoir, à savoir le colonel Houari Boumediene. Dans son ouvrage, Zbiri affirme n'avoir jamais été tendre avec ex-ministre sur son *« penchant autocratique»* . Il le lui a dit un jour en ces termes : *« On ne s'est pas débarrassé du pouvoir de Benbella pour reproduire le benbéllisme ! »* Le procès qu'il fait à Boumediene est sans appel. « La raison principale qui nous avait poussés à destituer Benbella, malgré tout le poids politique, historique et symbolique dont il jouissait, explique Tahar Zbiri, c'était justement sa propension à régner sans partage. C'est vrai qu'on lui reprochait aussi, entre autres, son improvisation, ses tentatives de déstabiliser la cohésion de l'armée, et la concentration de pouvoirs. Et voici Boumediene

*Ahmed Ben Bella et le colonel Boumediene passent en revue les troupes de l'armée des frontières en 1962*

qui nous ramène à la case zéro et reproduit les mêmes errements. C'est pourquoi, nous avons mis Boumediene, à cause de cette *« dérive »*, devant des choix difficiles. *« Malgré nos démarches sincères pour résoudre ces problèmes dans un cadre fraternel, il ne voulait pas écouter la voix de la sagesse, et nous a entrainés dans ce que nous redoutions et évitions avant la chute de Benbella ».*

Comment a mûri l'idée de tenter de renverser le nouveau président par la force ? D'après Zbiri, le seul vrai problème qui se posait, c'était celui du pouvoir collégial qui était, selon lui, remis en cause par le nouveau dirigeant. Il demande alors une réunion du Conseil de la révolution pour y exposer sa préoccupation. Mais, Boumediene n'a jamais voulu acquiescer à sa demande. Et c'est à partir de là que les relations entre les deux hommes commençaient à s'envenimer. Boumediene tente alors de l'isoler des centres de décisions.

De son côté, le chef d'état-major commence par bouder les cérémonies officielles de commémoration du 3ème anniversaire du déclenchement de la Révolution, célébrées avec des parades militaires et des festivités artistiques et culturelles diverses. Il avait reçu, normalement à l'aéroport, les délégations militaires étrangères de plusieurs pays amis, comme l'Egypte, la Syrie et l'URSS, à quelques jours du coup d'envoi. Mais le jour de la cérémonie, il n'est pas allé assister aux parades. Les organisateurs ont dû retarder le coup d'envoi de deux heures et demie. Insistant sur la présence de son chef d'état-major, le président envoie Abdelmadjid Allahoum, directeur des protocoles à la présidence. Zbiri reste déterminé : *« Dites à Boumediene que je ne viendrais que lorsqu'il décide de tenir une réunion du Conseil de la révolution, et à ce moment-là je prendrais la parole ! »,* dira-t-il à l'émissaire du chef de l'Etat.

Debout de g.à dr. : Salim Saâdi, Lamine Zerrouki. A droite Khaled Nezzar et Houari Boumediene

Cette absence du chef d'état-major de l'ANP, à une cérémonie organisée par l'armée, a suscité des remous dans tous les cercles d'officiers et des interrogations dans les chancelleries étrangères. Pire encore, Tahar Zbiri révèle que ce jours-là, un officier qui lui était fidèle a failli tirer, sans recevoir l'ordre de personne, sur la tribune officielle où étaient installés Boumediene et les hauts dignitaires de l'Etat et de l'armée, pendant que cet officier conduisait un char d'assaut. Celui-ci a dû y renoncer à la dernière minute.

De dr. à g. : Abdelkader Chabou, Si Tahar, Chadli Bendjedid, Houari Boumediene, Abderrahmane Bensalem, Ben Ahmed Abdelghani, Said Abid, Ali Mendjeli

Tahar Zbiri a réussi la première partie de son plan, qui était de créer un climat de tension et d'accélérer les décantations. Boumediene, très inquiété, décide alors de lui envoyer un deuxième émissaire, qui ne sera autre que son ministre des Affaires étrangères, Abdelaziz Bouteflika, pour l'inviter à une rencontre. Zbiri refuse et lui signifie clairement qu'il ne viendra qu'au Conseil de la révolution. Ensuite, un comité de réconciliation a été créé par des officiers proches du chef d'état-major et hostiles, du moins jusqu'alors, à la politique de Boumediene, parmi lesquels on trouve les commandants Mohamed-Salah Yhiaoui, chef de la 3ème région (Béchar), Saïd Abid, chef de la première région, Abderrahmane Bensalem, adjoint du chef de l'état-major général et commandant de la Garde républicaine, et le colonel Abbas, adjoint-chef d'état-major et commandant de l'académie militaire de Cherchell. D'ailleurs, tout ce panel d'officiers supérieurs étaient au départ favorables à une action radicale, mais se sont tous désisté, laissant le colonel Zbiri presque seul face à la machine broyeuse lancée par Boumediene contre ses unités à Blida en décembre 1967.

Zbiri continue à refuser toute offre de réconciliation, et refuse même un poste de premier ministre qui lui aurait été proposé. La tension est montée d'un cran, après l'ordre donné par Boumediene de l'arrêter, avant d'y renoncer sous la pression des membres du Conseil de la révolution, dont notamment Kaid Ahmed. Devant l'impasse, Zbiri s'installe, dans un premier temps, dans la caserne de Lido (Bordj El-Kiffan) où se trouvait un bataillon blindé dirigé par un officier qui lui était proche, le capitaine Layachi Houasnia.

C'est ainsi qu'une délégation composée du colonel Abbas, des commandants Bensalem et Saïd Abid est venue le voir au Lido pour essayer de trouver un terrain d'entente et de désamorcer la crise. Il leur dira sur un ton sentencieux : *« Puisqu'il veut m'arrêter, seule la force pour répondre à la force ! »*

*Adel Fathi*

# Deux hommes IRRÉCONCILIABLES

*Par Adel Fathi*

***Après la rencontre du Lido, Boumediene donna de nouveaux gages à ses émissaires pour ramener Tahar Zbiri à de meilleurs sentiments et, surtout, à cesser sa dissidence qui se faisait de plus en plus menaçante. Il est allé même jusqu'à accepter un remaniement du gouvernement allant dans le sens de plus d'homogénéité. Les chefs de régions, qui étaient du côté du colonel Zbiri, dont notamment Saïd Abid et Mohamed-Salah Yahiaoui, étaient, quant à eux, contents de voir le chef de l'Etat « lâcher du lest » et « concéder un peu de ses pouvoirs aux officiers supérieur et à la majorité des membres du conseil de la révolution ! »***

Mais, malgré tout cela, Tahar Zbiri campe sur ses positions et refuse de faire confiance à Boumediene. Il dit redouter particulièrement ses manœuvres. *« Boumediene écartait de son chemin quiconque oserait lui contester son pouvoir et lui faire obstacle, et n'hésiterait pas à recourir à n'importe quel moyen pour y parvenir »*, écrit l'ex-chef d'Etat-major de l'ANP dans ses mémoires.

Sous la pression de ses proches collaborateurs, il finit par céder et accepter d'engager le dialogue avec Boumediene pour tenter de trouver une solution au conflit, mais tout en restant sur ses gardes, comme il le dit lui-même. C'est ainsi que dès le lendemain de son retour à Alger, il reçut la visite de Boumediene chez lui à El-Biar. Il le laisse entrer, mais refuse l'accès aux quatre hommes de sa garde rapprochée. C'est dire à quel point Tahar Zbiri se méfiait toujours de son adversaire. Dans le salon, une discussion à bâtons rompus s'engagea entre les deux hommes forts du pouvoir. C'est Boumediene qui l'interpella le premier sur un ton de reproche : « *Cher ami, lui a-t-il lancé, tu nous as créé une crise d'Hitler… Tu en fais vraiment trop !* » Et Zbiri de rétorquer : *« Si Boumediene, je ne crois pas que nous avons été ensemble à l'école, ni joué ensemble ; on s'était réunis sur des principes, mais toi, tu as laissé les gens se moquer de nous… On leur a promis de leur donner meilleur que ce que leur avait offert Benbella ; mais la situation ne fait qu'empirer, et les gens nous traitent de « cabranate » (caporaux) de Boumediene ; et nous, lorsqu'on s'est mis d'accord pour écarter Benbella, je vous ai posé mes conditions ; mais toi, tu suis la même voie que lui ! »*

*De dr. à g. le commandant Smain Mahfoud , le commandant Amer Mellah, , le colonel Tahar Zbiri et le commandant Mohamed Salah Yahyaoui*

*Officiers et cadres des zones opérationnelles Nord et Sud, en juin 1960*

*Debout de dr. à g. : Saâd Castel, Ali Bouhadja, Moussa Merad, Abdelkader Abdellaoui, Chadli Bendjedid, Amar Zeghlami, Abdelkader Chabou, Mohamed Boutella, Redouane, Hamma Loulou, Azzedine Zerrari, Said Abid (en médaillon). Assis de dr. à g. : Ibrahim Debili, Mohamed Alleg, Abdellah Bouteraâ, Salah Soufi, Salim Saâdi, Slimane Hoffman, Abderrahmane Bensalem, Amar Chekkai, Amar Bensemra.*

Puis, il lui a affirmé que son installation à la caserne du Lido n'était pas fortuite, et lui a expliqué que la personne qui l'avait averti du plan supposé de Boumediene était prête à s'exprimer, à condition qu'elle ne risque rien. Il lui a enfin promis –et c'est là l'engagement le plus sérieux et le plus attendu de lui - de venir si Boumediene décide à réunir le Conseil de la révolution.

Boumediene, constatant à quel point son vis-à-vis était remonté, préféra reporter la discussion à une autre fois. Après ce premier geste de réconciliation, le groupe de bons offices est venu demander à Tahar Zbiri de rendre visite à Boumediene chez lui pour essayer de désamorcer la crise qui commençait à s'apaiser, même si rien dans les faits, aucun problème soulevé par les dissidents, n'a été résolu. Zbiri accepte la demande et lui a rendu visite à Hydra. Cette rencontre fut l'occasion d'étaler, avec circonspection, tous les différends en suspens entre les deux hommes, et de constater l'ampleur du schisme qui s'était creusé entre les deux camps au cours des deux dernières années. Imperturbable, le colonel Zbiri accuse de nouveau Boumediene d'avoir renié tous les engagements pris lorsqu'ils avaient décidé de déposer l'ancien président, Ahmed Benbella, des reniements qui,

De dr. à g. : Abderrahmane Bensalem, Moussa Merad, Salah Soufi, Azzedine Zerrari, Houari Boumediene, Ali Mendjeli, à Mellag en 1961

Colonel Abbas

selon lui, faisaient que la situation du pays allait de mal en pis. A ce moment de la discussion, le chef de l'Etat l'interrompit et lui répliqua sèchement : *« Je vois que tu dresses devant moi un tableau noir de la situation ; mais moi je ne vois pas tout ce noir ! » « C'est cela la réalité ! »*, lui rétorqua son hôte. Un hiatus s'installe entre les deux protagonistes. Dans une ultime tentative de débloquer la situation, Boumediene propose à son hôte une sorte de *« deal »*, en lui demandant de lui donner des noms de personnes que ce dernier désirerait voir nommés à des postes de responsabilité. Déçu par cette proposition qu'il juge humiliante parce qu'elle réduit son combat à une affaire de postes et d'individus, Tahar Zbiri décide de ne plus renouer avec le dialogue. Chose qui va encore faire durer le statu quo qui régnait au sommet de l'Etat et faire monter la tension d'un cran.

Les tentatives de réconciliations n'ont pas cessé pour autant, dans un souci d'éviter un affrontement fatal. Le chef d'état-major dit avoir patienté 44 jours, durant lesquels il essaya de peser de tout son poids dans les rouages du pouvoir dans le but de résoudre le conflit sans effusion de sang. *« Cela dit, soutient-il, je n'excluais aucune hypothèse, et me préparais à tous les scénarios qui pouvaient s'imposer à tout moment ; parce qu'en l'absence de solution, la situation ne pouvait que mener vers l'éclatement »*.

Lors d'une rencontre, le 12 décembre, au domicile du commandant Saïd Abid à laquelle ont assisté, outre le colonel Tahar Zbiri, le colonel Abbas et le commandant Bensalem, le groupe fait le point sur la situation, et prend acte de l'«intransigeance» de Boumediene et de son recul par rapport à l'engagement qu'il avait pris au sujet du Conseil de la révolution. Et Saïd Abid de lâcher, en s'adressant à son chef : *« Boumediene est entrain de préparer un commando, prêt à liquider n'importe qui d'entre nous. Il dit que les chefs de régions te garantiront ta sécurité, alors que nous n'avons, en réalité, aucune garantie ! »*

*Adel Fathi*

# La mobilisation avant le grand assaut

*Par Adel Fathi*

***Convaincu qu'aucune solution «pacifique» ou négociée n'était possible, le chef d'état-major entame le travail de mobilisation, militaire et politique, pour préparer «l'assaut sur la capitale». Il demanda à ses hommes de prendre leurs positions respectives. Mais, vite il s'aperçoit que les éléments qui étaient les plus engagés avec lui montrent des signes de tergiversation. Sa plus grande déception est venue du commandant Saïd Abid, chef de la 1ère région militaire, et dont les unités étaient les mieux lotis et capables, à elles seules, de prendre le contrôle de la capitale et des principales institutions officielles, constate aujourd'hui Tahar Zbiri. Saïd Abid est même allé jusqu'à ordonner d'éloigner le bataillon blindé, qui était l'unique bouclier, à l'insu du chef d'état-major.***

*Ahmed Bencherif, Ali Mendjeli, Ben Bella, Tahar Zbiri, Colonel Chaâbani et Abdelaziz Bouteflika au stade de Belcourt. Septembre 1962*

Avant de passer à l'action, Zbiri échafaude un plan de dissuasion. Il convoque tous les bataillons activant sous son autorité directe, pour occuper le « QG » de la première région militaire de Blida, dans le dessein bien calculé de mettre fin aux atermoiements de Saïd Abid, d'autant plus qu'il redoutait bien que celui-ci décide de redéployer les bataillons qui étaient sous son autorité directe, loin de la capitale et du théâtre des opérations, comme il avait déjà fait avec le bataillon du Lido. Il décide alors de donner ordre aux bataillons de faire mouvement, avant que Saïd Abid ne prenne l'initiative. Ainsi, en prenant le contrôle du QG de la première région, il lui serait facile de rallier tous les bataillons sous ses ordres, et à partir de là, il pourrait organiser ses troupes avant la marche sur la capitale, sans avoir besoin de l'appui du reste des régions militaires, dont la plupart (Yahiaoui, Chadli,…) continuaient à observer une attitude attentiste.

Deuxième démarche : occuper le lieu de détention du président déchu, Ahmed Benbella, au palais Holden, situé sur la route

reliant Douéra à Koléa (Tipaza), que le commandement de l'armée était d'ailleurs obligé de changer constamment pour parer à d'éventuelles opérations commando pour le délivrer. L'idée c'était d'exercer une sorte de chantage, en menaçant de libérer Benbella que Boumediene redoutait tant. Alors qu'une éventuelle remise en liberté de Benbella pourrait constituer également une menace pour Zbiri lui-même ; car, n'oublions pas que c'est lui qui avait organisé son arrestation.

En parallèle, Zbiri a prévue une réunion politique avec les membres du Conseil de la révolution, notamment ceux que le président Boumediene avait tenté d'exclure, à l'image d'Ali Mendjeli, et aussi les colonels historiques et les officiers supérieurs de l'armée, pour discuter des mesures politiques à prendre face à la crise. Dans la foulée, Zbiri comptait sur le ministre du Travail et de la protection sociale, Abdelaziz Zerdani, qui lui avait assuré de sa disponibilité à demander à la centrale syndicale, l'UGTA, d'organiser de grandioses manifestations hostiles à Boumediene, dans le dessein de conférer au mouvement de redressement une dynamique populaire.

Au sein de la hiérarchie de l'armée, le chef d'état-major s'appuyait a priori sur la fidélité d'un seul membre de l'état-major général, le colonel Abbas, puisque les autres étaient, soit pro-Boumediene (Mohamed Zeguini, Slimane Hoffman…), soit neutres. Il avait

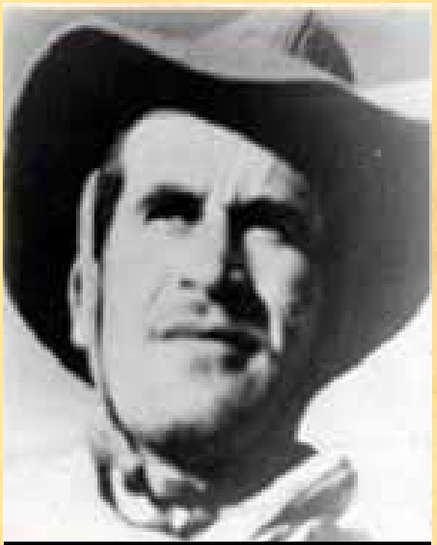
De g. à dr. : Ali Mendjeli, Rabah Zerrari dit Commandant Azzedine et Abdelaziz Bouteflika

aussi le soutien d'autres officiers qui lui sont restés fidèles, à l'image du commandant Ammar Mellah, adjoint du commandant de l'état-major général, chargé de l'organique, originaire de Batna. Il y a avait également Chérif Mehdi, secrétaire-général de l'état-major général, originaire lui aussi de Batna. Au niveau des régions militaires, la démarche du colonel Zbiri était appuyée au départ par la majorité des chefs qui étaient, de surcroit, ses compagnons de lutte, que ce soit à la base de l'Est ou en wilaya I historique. Mais leur problème, dira Zbiri, est qu'ils *« craignaient Boumediene »*.

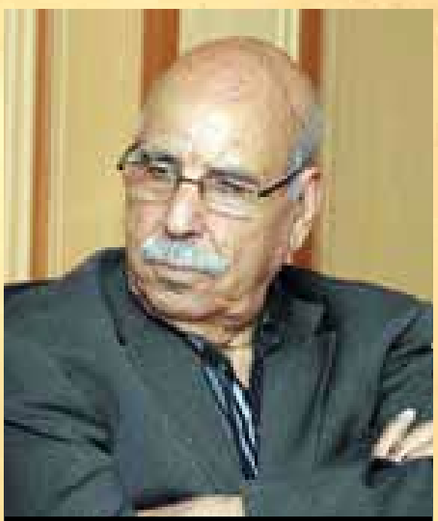
Les plus influents sont : le commandant Saïd Abid, chef de la première région (Blida), le commandant Mohamed-Salah Yahiaoui, chef de la 3ème région (Béchar), le commandant Chadli Bendjedid, chef de la 2ème région (l'Oranie), le commandant Abdallah Belhouchet, chef de la 5ème région (Constantine), le commandant Ahmed Abdelghani : chef de la 4ème région (Biskra).

De dr. à g. : Mohamed Boutella, Abdelhafid Boussouf, Houari Boumediene, Slimane Hoffman, Mohamed Zerguini au siège du commandement de l'EMG.

1- Ben Ahmed Abdelghani. 2- Ahmed Medeghri. 3- Bekhti Nemiche. 4- Abderrahim. 5- Abdelmalek Guenaizia.



Colonel Youcef El-Khatib



Lakhdar Bouragaâ

Tahar Zbiri va davantage s'appuyer sur quelques chefs de bataillon qui lui sont restés loyaux jusqu'à la fin. On citera notamment : le lieutenant Layachi Houasnia, chef de bataillon blindé à Chlef, natif de Souk-Ahras et ancien moudjahidine de l'ALN à la base de l'Est ; le lieutenant Maammar Kara, chef du bataillon d'infanterie, natif de la wilaya de Mila ; le lieutenant Abdeslam Mebarkia, chef du bataillon mécanique à Miliana, originaire des Aurès ; le lieutenant Salah Guemaoune, professeur-officier à l'école militaire de la DCA, ancien moudjahid de la wilaya I, originaire de Khenchla ; le lieutenant Ammar Nouioua, professeur-officier à l'école militaire de la défense du territoire, originaire lui aussi de Khenchla, ancien moudjahid des Aurès et enfin le capitaine Moussa Houasnia, responsable du secteur militaire de la wilaya de Blida, originaire de Souk-Ahras. Celui-ci était avec Tahar Zbiri durant la guerre de libération, dans le 3ème bataillon à la base de l'Est.

Outre les officiers susnommés, l'indomptable chef d'état-major trouva à ses côtés les chefs historiques de la wilaya IV (l'Algérois), dont notamment le colonel Youcef El-Khatib dit Si Hassane, qui était à l'époque membre du Conseil de la révolution, et aussi le commandant Lakhdar Bouragaa, qui s'était déjà rebellé contre le pouvoir central dès 1963 en rejoignant les maquis du FFS en Kabylie, en plus de Youcef Benkhrouf, M'hammed Yazid et d'autres personnalités.

*Adel Fathi*

Tahar ZBIRI

# Le mouvement du 14 décembre 1967

*Par Adel Fathi*

***Comment le chef d'état-major de l'ANP a-t-il organisé l'opération qui sera constituera la première tentative de coup d'Etat après le redressement du 19 juin 1965 ? Persuadé que le colonel Boumediene était décidé à mettre fin au conflit par la liquidation physique de ses adversaires, Tahar Zbiri se démena tous azimuts pour préparer la riposte. Fin octobre 1967, Il demanda à Moussa Houasnia (qui était, alors, le seul à connaitre mon refuge, à la caserne du Lido) d'appeler en urgence le commandant Ammar Mellah, son homme de main qu'il instruit de prendre attache avec l'ensemble des bataillons qui lui étaient loyaux, et leur donner ordre de se déployer sans attendre dans la direction de Blida. La tâche semblait a priori difficile, parce qu'une décision d'une telle importance nécessitait un temps pour préparer les bataillons, convoquer tous les effectifs et s'approvisionner en carburant et en munitions.***

Le 13 novembre, au matin, le commandant Ammar Mellah dépêcha Moussa Houassnia chez le lieutenant Maammar Kara à Médéa pour lui donner ordre de se déployer sur-le-champ vers Blida. Alors que, lui, devait se rendre à Miliana pour transmettre au lieutenant Abdeslam Mebarkia, chef du bataillon mécanique, la même instruction. Selon le témoignage de Tahar Zbiri, le lieutenant Mebarkia, hésitant, appellera au téléphone, à trois reprises, le lieutenant Maammar Kara pour le consulter sur la question, après avoir été contacté par Saïd Abid, son supérieur hiérarchique, qui lui enjoignait de ne pas bouger. La même chose a été essayée avec Maammar Kara.

Colonel Zbiri

Passé ce moment de flottement, les chefs des trois bataillons de la première région militaire mirent à mobiliser leurs troupes et leurs dispositifs, dans l'attente d'un ordre. Ils s'ébranlèrent à minuit, du 13 au 14 décembre 1967, en direction du quartier général de la première région militaire de Blida, à partir de Miliana et Chélif à l'Ouest, et de Médéa au Sud-ouest.

Le bataillon mécanique, conduit par le lieutenant Abdeslam Mebarkia était chargé de sécuriser le pont Bouroumi, situé à proximité d'El-Afroun et de le « nettoyer »

*1- Tahar Zbiri. 2- Bentoumi ministre de la justice. 3- Djamel Abdennacer. 4- Mohand Oulhadj. 5- Chaâbani. 6- Amar Mellah. 7- Hocine Saci*

des troupes hostiles pour faciliter le passage au bataillon blindé. Mais les lenteurs de la démarche a permis aux forces loyales à Boumediene de prendre le contrôle de ce pont stratégique, et ce dès la nuit du 13 décembre.

Le bataillon blindé, conduit par le lieutenant Layachi Houasnia, lui, n'a pas attendu de disposer de porte-chars pour s'ébranler vers Blida, sur un périmètre de 150 kilomètres quasi impraticable. Zbiri reconnait dans la conduite de son officier un acte de bravoure rare qui, malheureusement pour lui et ses compagnons, était insuffisant pour contrebalancer

*Houari Boumediene*

1- Tahar Zbiri. 2- Khelladi Noureddine

le rapport des forces face à des forces blindées et aéroportées nettement supérieures. L'autre bataillon, celui de l'infanterie, était conduit par le lieutenant Maammar Kara et n'était plus qu'à une centaine de kilomètres de Blida, venant par la route montagneuse et sinueuse de la Chiffa. Mais à cause de l'état des routes, il dût opter pour une route détournée, plus longue, passant par le pont Bouroumi à El-Afroun.

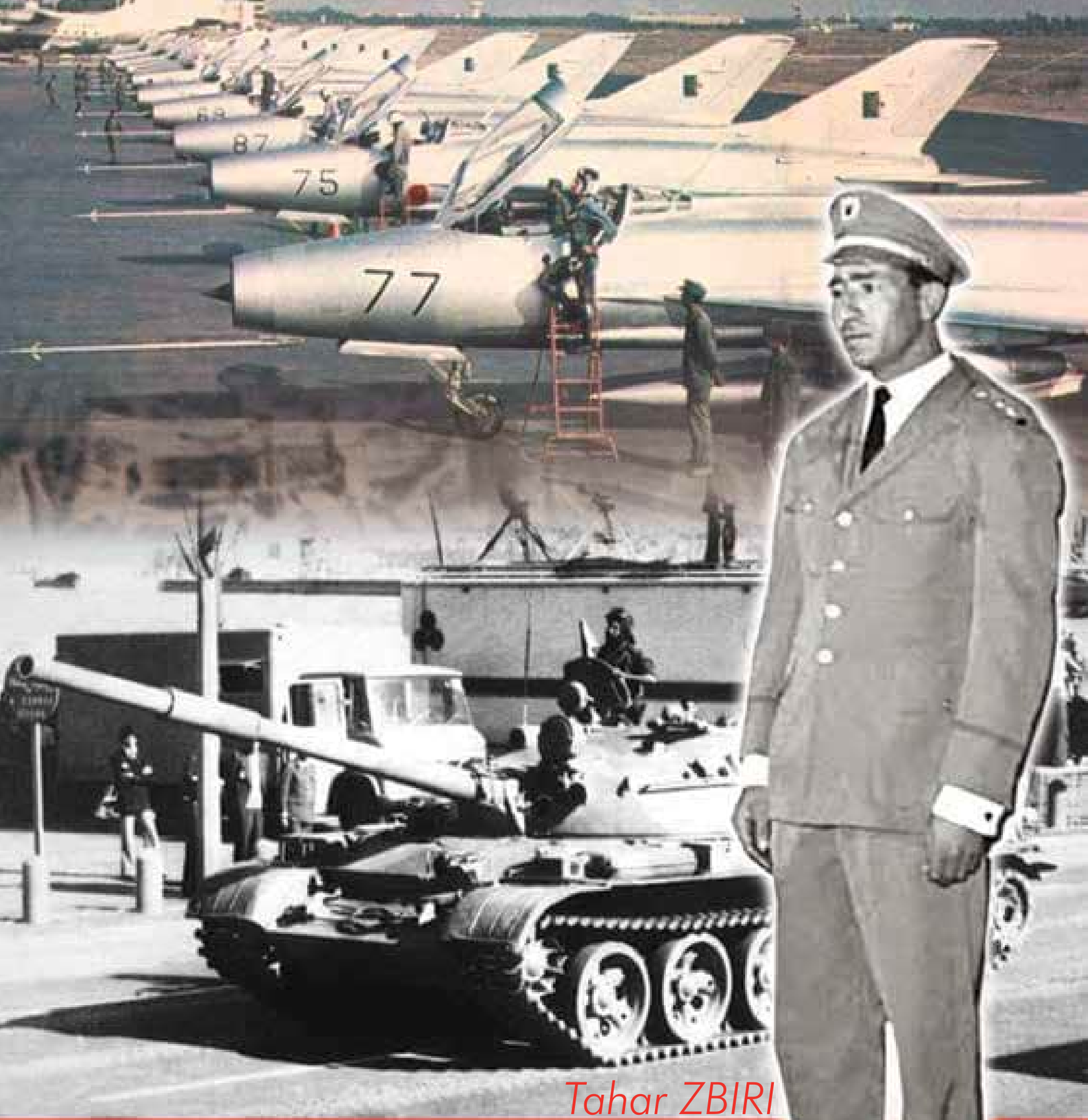
Zbiri reconnait que, malgré les consignes de discrétion, des fuites ont permis à l'autre camp de se préparer à temps. Ainsi, le commandant Slimane Lakehal, du groupe du colonel Chabani, s'est aussitôt dirigé de Chlef vers la capitale pour alerter des responsables au ministère de la défense sur le déploiement du bataillon de Layachi Houasnia à sa sortie de l'ex-El-Asnam. La nouvelle a vite fait le tour des régions militaires. Le commandant Mohamed-Salah Yahiaoui, chef de la troisième région (Béchar), était de ceux qui étaient mis au courant, mais s'est bien gardé de faire la moindre réaction. Quant au commandant Chadli Bendjedid, chef de la 2ème région (l'Oranie), d'après les témoignages recueillis plus tard par Zbiri, chargea un de ses adjoints, Hellaili, de devancer les bataillons dissidents à la capitale, dès le 13 décembre, pour s'enquérir de la situation. « L'instruction qu'il donnera à Hellaili est de choisir le camp des plus forts ! », écrit l'ex-chef d'état-major. Le commandant Ahmed Benchérif, chef de la gendarmerie nationale, lui, a dès le début choisi son camp. Ses hommes ont tenté de faire barrage à l'avancée des mutins, au niveau du pont Bouroumi, et bloqué l'accès à la circulation.

Le 13 décembre, Tahar Zbiri et ses adjoints gagnèrent le maquis de Chebly, dans la wilaya de Blida, où il installa son *« QG »* temporaire, pendant que le commandant Mellah devait rejoindre le bataillon de Layachi Houasnia. A l'aube du 14 décembre, les chefs de la wilaya IV (l'Algérois) rejoignirent le poste des opérations à Chebly, pour confirmer à Zbiri leur soutien. Il y avait aussi le colonel Salah Boubnider, chef de la wilaya II, M'hammed Yazid et d'autres personnalités historiques hostiles à la politique de Boumediene. Zbiri s'attendait de fait à un déploiement des unités militaires qui lui étaient alliés, notamment dans les Aurès et dans d'autres régions qui l'avaient assuré de leur soutien dans toute démarche qu'il envisagerait d'enclencher contre Boumediène. Il n'en fut rien.

Entretemps, il y eut la mort tragique et suspecte de Saïd Abid, chef de la première région et homme-clé de la hiérarchie militaire. D'après la version que défend Tahar Zbir sur cet épisode, Boumediène appela Saïd Abid au téléphone et le sermonne : «Comment se fait-il que des bataillons se rebellent contre nous et tu n'envoies pas d'unités pour les contrer ? » Said Abid aurait justifié son attitude en affirmant avoir donné ordre aux bataillons (insurgées) de ne pas bouger ; mais ces derniers n'auraient pas obtempéré à ses ordres. « Comment alors envoyer les troupes pour s'entretuer ? », lui lancera-t-il. Il ajoutera, comme pour tenter de convaincre Boumediène d'éviter la guerre fratricide : « Il vaudrait mieux chercher une autre solution ! » Boumediene aurait alors usé de mots très vexants à l'égard de son interlocuteur, et chargea aussitôt deux de ses collaborateurs, les commandants Zerguini et Hofmann, de diriger à sa place la première région. Le 15 décembre 1967, la nouvelle du « suicide » du commandant Saïd Abid fut annoncé.

A la veille de ce drame, les troupes rebelles s'étaient accrochées pour la première fois avec les unités venant d'Alger au niveau pont Bouroumi . Les trois bataillons comptaient près de 1500 combattants et une trentaine de tanks et de véhicules blindés. Une fois avoir franchi le pont, les troupes étaient bloquées par un immense embouteillage provoqué par l'entassement des véhicules civils tout le long du pont, à cause des intempéries, au moment où les forces de gendarmerie et autres unités militaires conduites par Zerguini et Hofmann, les guettaient à l'autre bout du pont. Il y eut des accrochages avec l'armée régulière, mais c'était des escarmouches limitées. C'était avant l'intervention de l'aviation.

*Adel Fathi*



Tahar ZBIRI

# Les raisons de la déroute

*Par Adel Fathi*

***Les accrochages entre les forces loyales et les troupes commandées par le chef d'état-major se sont vite élargis pour s'étendre à toute la zone allant de Mouzaïa, à l'ouest, jusqu'à El-Afroun, à l'est. Au début, les combats étaient à armes égales, puisque les belligérants ont fait usage d'armes légères et lourdes, et échangé des tirs de mortier. Le rapport de forces commence à changer en faveur des loyalistes suite à l'intervention de l'aviation. Certains témoignages parlent de l'implication d'avions de fabrication soviétique, de type Mig 15 et 17, conduits par des pilotes russes, chargés de former les pilotes algériens, qui auraient été mobilisés pour bombarder intensément et aveuglément les troupes insurgées, au point d'atteindre par erreur des civiles.***

Ainsi, les tirs de l'aviation ont sérieusement atteint le bataillon blindé, dont 9 chars furent détruits, et tuant plusieurs soldats. Des renforts ont été appelés pour attaquer les rebelles à partir du sud-est. De violents combats ont eu lieu notamment dans la forêt située entre El-Afroun et Mouzaïa, et qui était réputé pour ses reliefs escarpés.

Le soir même, le colonel Zbiri s'est rendu en compagnie de Lakhdar Bouragaaà El-Afroun, pour s'enquérir de la situation de ses hommes après cette grande bataille. Il les trouve complètement déconfits : un grand nombre d'entre eux étaient arrêtés, les autres encerclés. Le commandant Ammar Mellah et les chefs de bataillons lui dressent un état lieux détaillé. D'emblée, ils justifient l'incapacité des troupes à atteindre leur objectif à Blida, par l'obstruction par les troupes pro-Boumediene du pont Bouroumi avec des véhicules, et aussi par l'intervention de l'aviation de guerre qui avaient bombardé leurs positions. A cela s'ajoutait le non-acheminement des munitions et le manque de carburant dans les tanks. Cela ne prouve-t-il pas suffisamment le degré d'impréparation de ce mouvement ?

Dans la foulée, Tahar Zbiri découvre que 9 éléments du bataillon blindé commandé par le lieutenant Layachi Houasnia, qui était la force de frappe du mouvement, était durement affecté, et dont 9 éléments étaient tués dans les combats.

A ce moment-là, le chef donne instruction aux troupes de s'approcher de Hammam Righa, où il y avait un dépôt d'armes, et pour se positionner dans les montagnes en attendant les ordres. A vrai dire, le chef d'état-major espérais toujours recevoir, dès le lendemain matin, l'appui des chefs de région militaire, et notamment de Mohamed-Salah Yahiaoui, du colonel Abbas, d'Abderrahmane Bensalem, et même aussi de Chadli Bendjedid, mais en vain. Les unités militaires dans les Aurès et les autres chefs militaires qui lui avaient promis de mobiliser leurs troupes s'étaient rétractées après la

*Au milieu le commandant Abdellah Belhouchet*

Char de combat et avions de chasse de l'armée nationale des années 1960

Chadli Bendjedid

bataille d'El-Afroun. Pire encore, le commandant Bendjedid n'hésita pas à lancer deux bataillons au champ de bataillon, du côté ouest d'El-Afroun, contre les troupes rebelles. Ce que fera aussi le commandant Belhouchet, qui était à la tête de la 5ème région militaire (Constantine), en envoyant deux bataillons par avions qui avaient atterri à l'aéroport militaire de Boufarik dès le deuxième jour de la confrontation, pour venir à la rescousse des troupes de Boumediene.

Tahar Zbiri s'impatientait aussi de voir se déclencher des manifestations et des protestations populaires contre le pouvoir de Boumediene dans la capitales et dans les autres grandes villes. Car, cela aurait pu permettre aux rebelles de négocier avec Alger en position de force. Mais, le plan a fait pschitt.

Acculées et épuisées, les troupes de Thar Zbiri ont réussi à se revigorer dans une ancienne caserne du temps colonial à Hammam Righa, transformée à l'indépendance en dépôt d'armes, de munitions et de carburant. Au même moment, une autre bonne nouvelle est venue rehausser le moral des troupes : deux des officiers de l'école militaire de la défense aérienne (DCA) de Reghaïa, proches de Tahar Zbiri, avaient réussi à prendre le contrôle de l'école qui contenait des missiles contre-avions de type *« terre-air »* et d'autres missiles de type *« terre – terre »*. Autre petite victoire pour les troupes rebelles : celles-ci ont

1- Dr Smain Mahfoud. 2- Ammar Mellal. 3- Tahar Zbiri. 4- Mohamed Boutella. Lors d'une parade en 1962

réussi à enlever un convoi d'armement, de munitions et de carburant, qui se dirigeait vers le camp de l'armée régulière, mais s'était trompé de destination pour tomber entre les mains des insurgés.

Dans la nuit du 14 décembre, les bataillons sous la conduite des lieutenants Maammar Kara, Ammar Mellah, décident de se replier, essentiellement vers la caserne de Koléa. A l'aube du 15 décembre, les troupes rebelles –ou ce qui en restait- étaient complètement assiégées. L'annonce de la mort du commandant Saïd Abid, chef de la première région donnera le coup de grâce à cette équipée du colonel Zbiri et ses hommes, mettant ainsi fin à toute possibilité de faire pression sur Boumediene pour l'amener à négocier avec nous, après avoir été trahis par les chefs d'autres régions et aussi par l'UGTA. S'agissant du bilan final de cette guerre fratricide, certaines sources avancent le chiffre de 30 morts et de 130 blessés. Mais aucune statistique officielle n'a été publiée à ce sujet.

Le colonel Zbir se rend compte enfin qu'il n'était plus possible de vaincre Boumediene dans une confrontation ouverte, ni même de le contraindre à négocier dans de telles conditions, surtout que les alliés et les partisans commençaient à se démarquer dès la première déroute.

L'issue de cette déroute est connue : Tahar Zbiri est extradé vers les Aurès, sa région natale, où il est traqué inlassablement par la police et les services de Kasdi Merbah. La plupart de ses hommes furent arrêtés durant la même période. Au même moment, le 7 juillet 1968, un de ses anciens adjoints, le commandant Ammar Mellah commet une tentative d'assassinat contre le président Boumediene. Zbiri s'en lave les mains, et avoue n'avoir aucun lien avec cette affaire.

Acculé et craignant pour sa vie, le chef de la rébellion passe la frontière et rejoint la Tunisie. Puis, il s'exile en Suisse, où il rencontre notamment Hocine Aït Ahmed et Krim Belkacem. Après un bref passage en France, où il approche d'autres opposants politiques, il décide de s'installer au Maroc. Il rentre définitivement au pays, après la mort de Boumediene, survenue le 28 décembre 1978. Il a choisi la date symbolique du 1er novembre (1979), pour annoncer son retour au bercail.

Tahar Zbiri reconnaitra à la fin que le but du mouvement du 14 décembre n'était pas de *« renverser »* Boumediene, mais plutôt de l'amener à restaurer la légitimité.

*Adel Fathi*

*Mouvements de contestation dans les maquis*

# La dissidence du commandant Ali Hambli

***Très peu connu du grand public, le ralliement de ce maquisard de la première heure est pourtant considéré par les historiens comme le plus important de toute l'histoire de la guerre de Libération nationale, au vu de son ampleur numérique, mais aussi de ses incidences sur le cours de la lutte armée contre l'occupant dans une région qui n'en était pas à sa première sédition. Mais, globalement, il s'agit moins d'un acte de trahison que la conséquence d'un désarroi qui couvait dans les maquis de l'ALN, notamment dans cette wilaya, où les guerres intestines n'ont fait qu'aggraver la situation.***

Le commandant Ali Hambli s'est rendu à l'armée française, en mars 1959, alors qu'il était à la tête d'un bataillon composé de dizaines de combattants de l'ALN (les sources françaises parlent de plus 150) et à un moment où l'insurrection armée était à son apogée. Issu de la célèbre Base de l'Est, dont Souk-Ahras fut le fief historique, il avait à maintes reprises essayé de se faire entendre et de se faire respecter par ses chefs, qui étaient eux-mêmes divisés à cette époque, avant d'accepter de se faire ainsi hara-kiri.

Mais pour tenter de comprendre la conduite singulière de cet officier de l'ALN, il faudrait analyser le contexte politique et historique dans lequel ses événements se sont déroulés. D'aucuns parlent de manipulation de l'ennemi qui avait lancé son appel à la *« paix des brave »*. Il faut rappeler que d'autres officiers, et pas des moindres, à l'image du colonel Salah Zamoum est tombé dans ce piège, avec les conséquences désastreuses qu'a dû payer la Wilaya IV. D'autres y voient plutôt un signe de dislocation de l'ALN dans cette région, à la suite de l'exacerbation du conflit entre le GPRA et l'Etat-major de l'ALN en Tunisie. Les régions frontalières sont naturellement plus exposées aux ondes de choc venues de Tunis, d'où ce rapport ambivalent avec le commandement de la Révolution, et notamment avec les colonels Mahmoud Chérif, le chef contesté de la Wilaya I, et Mohammedi Saïd, représentant la Wilaya III et néanmoins chef du COM (Commandement des opérations militaires).

Autre facteur important : les moudjahidine de la Base de l'Est n'ont pas cessé de subir les pressions du CCE, qui les accusait de s'opposer aux résolutions du congrès de la Soummam, dont Hambli et ses compagnons faisaient partie. C'est certainement pour toutes ces raisons que le vaillant officier Ali Hambli a fini par *« craquer »* et abandonner définitivement le combat.

Salah Zammoum

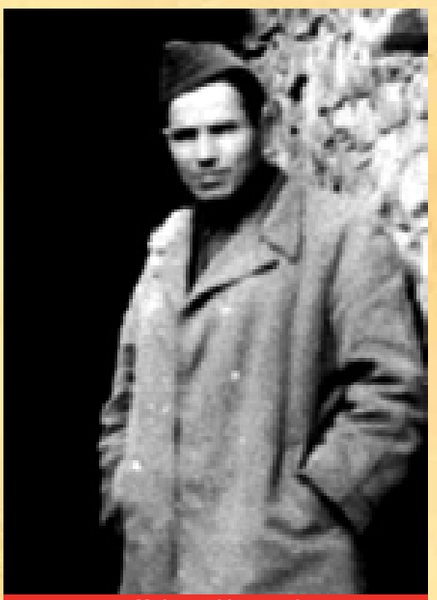
Si Mohamed adjoint militaire

Si Lakhdar Bouchama adjoint politique

La version la plus répandue sur cet épisode trouble décrit la reddition d'Ali Hambli comme l'aboutissement d'une rupture de confiance avec la direction à Tunis, aussitôt exploitée par l'ennemi. En octobre 1958, un médecin pro-FLN qui se serait rendu à une patrouille de l'armée française à laquelle il aurait dévoilé «les tensions» qui existaient entre le commandant Hambli, entré en dissidence à la suite du colonel Mohamed Lamouri, et le colonel Si Chérif, ministre du GPRA qui venait d'être créé. Ce médecin aurait alors été missionné pour regagner la Tunisie, de retrouver Ali Hambli et de lui proposer *« la paix des braves »*, en échange d'une totale *« impunité »*. A cette époque, le général de Gaulle avait réitéré son appel, à l'occasion de son voyage en Algérie. Mais, en réalité, seuls les dirigeants de la Wilaya IV (Salah Zamoum et deux de ses adjoints) y auront solennellement répondu, en acceptant même de rencontrer le chef d'Etat français à l'Elysée, début 1960.

Cet événement a été interprété par la presse colonialiste de l'époque comme *« un message clair »* pour le lancement des négociations de paix tant chantée par l'homme fort de Paris qui a voulu appliquer la politique du *« bâton et la carotte »* pour mettre fin à l'insurrection armée. Les images de reddition des troupes de Hambli étaient diffusées en boucle. Même le premier ministre, Michel Debré, en visite à Constantine, s'en félicita officiellement dans une allocution.

Dans ses mémoires, l'ancien président de la République et ex-officier de la Base de l'Est, Chadli Bendjedid, a évoqué le cas Hambli – qu'il qualifie d'ailleurs de *« honteux »*, en tentant de le situer dans son contexte général. *« La seconde moitié de l'année 1959, écrit Bendjedid, fut une étape parmi les plus sombres dans l'histoire de la révolution. La dissidence de djebel Châambi dans la Wilaya I, la reddition d'Ali Hambli et la sédition de Hamma Loulou – avant que je finisse par le convaincre de revenir à la légalité – étaient des signes avant-coureurs d'une dissolution des liens entre le commandement et les responsables des unités combattantes »*. Pour cet ancien officier de la Base de l'Est, qui fut un proche collaborateur du chef de la base, Amara


Mohamed Lamouri

Bouglez, connu pour ses démêlés récurrents et assumés avec la direction de l'Extérieur, la responsabilité incombe avant tout au Gouvernement provisoire qui, par sa gestion maladroite et cafouilleuse, aurait fragilisé davantage les maquis de l'intérieur déjà assez suspicieux vis-à-vis de l'extérieur. *« Le plan du GPRA de moderniser l'armée, en lui ôtant son caractère de guérilla, explique Bendjedid, eut des résultats désastreux, puisqu'il se répercuta négativement sur la combativité et le moral des moudjahidine, et fut à l'origine de plusieurs cas de dissidence et de désobéissance, à l'image de la dissidence des unités de la Wilaya I, à djebel Châambi, de la sédition de Hamma Loulou et de la honteuse reddition d'Ali Hambli ».*

Dans la même optique, de nombreux témoignages estiment que Hambli n'aurait pas accepté de se rallier à l'armée française si, de l'autre côté des frontières, l'état-major de l'ALN (Est), celle précisément du COM, n'avait pas mis tant de pression sur lui pour mettre fin à sa dissidence. A cette époque, dans tous les maquis de l'intérieur – y compris en Wilaya III, avec le fameux *« Comité des officiers libres »* – des officiers n'hésitaient pas à faire dissidence, souvent pour contester la légitimité des hautes instances de commandement.

*Adel Fathi*

***Extraits d'une video sur le web qui montrent les hommes de Ali Hambli placés sous la protection de militaires français, et transportés à bord de camions militaires. Aïn Beida, le 22 mars 1959.***

*Mouvements de contestation dans les maquis*

*Etat-Major de la base de l'Est avec Chadli Bendjedid à gauche en surbrillance*

# La Base de l'Est
# UN CAS D'ÉCOLE

*Par Adel Fathi*

**Cas unique dans l'histoire de la guerre de Libération nationale, la dissidence de la Base de l'Est en pleine lutté armée, révèle au grand jour l'extrême complexité des rapports entre le commandement de la Révolution avec les maquis.**

A l'origine de cette contestation active, la gestion hasardeuse et parfois chaotique de l'après-congrès de la Soummam, dont les retombées sur le devenir de la Wilaya II (ancienne Zone 2) se sont révélées particulièrement négatives. Il faut dire que les dirigeants du Comité de coordination et d'exécution (CCE), instance de direction issue du congrès, avaient au début sous-estimé, voire méprisé, l'attitude contestataire des chefs de la région de Souk-Ahras, rattachée à la Wilaya II selon le nouveau découpage territorial. Officiellement, ces derniers justifient leur contestation notamment par *« la non-représentation de toutes les régions »*, et *« la reconnaissance de la primauté du politique sur le militaire »*. Une attitude largement partagée par les dirigeants des Aurès-Nememchas qui, eux non plus, n'étaient pas représentés aux célèbres assises du 20 août 1956 et avaient longtemps buté sur le problème de succession qui s'est posé après la mort subite de Mostefa Benboulaïd. Les chefs récalcitrants furent accusés d'être des *« fauteurs de troubles »*, et désigné par le commandement de la révolution, comme des *« hors-la-loi »*. S'en suit un blocus économique sur les deux régions. Cela dit, les maquisards de Souk-Ahras n'ont pas tardé à réclamer l'autonomie de leur région par rapport aux deux wilayas limitrophes, à savoir : les Aurès (Wilaya I) et le Nord-Constantinois (Wilaya II). Les responsables de cette région se voyaient ainsi lésés, du fait qu'ils détenaient un levier aussi névralgique que vital pour les maquis de l'intérieur (l'acheminement des armes par la frontière tunisienne). Mais, est-ce la seule raison ?

*Procès de Slimane «L'Assaut».*
*De dr. à g. : Chadli Bendjedid, Mohamed Aouachria, Amara Laskri (Bouglez) et Yazid Noubli*

Fort d'un soutien franc massif des moudjahidine de la région, le chef charismatique Amara Laskri dit Bouglez, mena une vaste campagne de sensibilisation et intensifia les réunions avec les responsables de l'ALN à Souk-Ahras, Sedrata, Khenchela et dans les Aurès. En décembre 1956, les alliés prirent l'initiative de proclamer une wilaya indépendante – mais jamais reconnue – qui s'appellerait Aïn El-Beïda.

Amara Bouglez a assis son pouvoir à Souk-Ahras, tout en s'appuyant sur certains représentants du FLN en Tunisie qui sont acquis à sa cause. Avec la construction de la ligne Morice, le long de la route et de la voie ferrée de Bône (Annaba) à Souk-Ahras, en été 1957, les hommes de l'ex-zone de Souk-Ahras, érigée désormais en *« Base »*, deviennent incontournables pour l'acheminement des armes entre la frontière tunisienne et le barrage électrifié et miné. C'est pourquoi, le conflit opposant le commandement de cette base à la Wilaya II pour le contrôle de cette route des armes va s'exacerber.

*De g.à droite : Tahar Zbiri, Abderrahmane Ben Salem, Mohamed Aouachria, Amara Laskri dit Bouglez (en surbrillance) et Tayeb Djebbar*

Dès le début de la crise, les dirigeants du CCE ont tenté d'aplanir le différend par voie du dialogue, en envoyant des émissaires : il y a eu d'abord l'initiative conduite par les deux officiers Mezhoud et Benaouda. Une initiative qui se solda, selon des témoignages recoupés, par la mort de plusieurs moudjahidine. Puis, il y eut la mission confiée au colonel Amar Ouamrane. Celui-ci est venu rencontrer Amara Bouglez dans son QG à Souk-Ahras. Les deux parties ont eu un échange très approfondi et très fraternel, d'après le récit de Chadli Bendjedid qui était présent à la rencontre. Mais la confiance est difficile à reconstruire dans une conjoncture marquée par la multiplication des manœuvres et une reconfiguration forcenée des structures de la Révolution issues du congrès. Aussi, le choix d'Ouamrane pour essayer de ramener les dissidents dans le giron du «nidham» ne semblait pas le mieux indiqué, au vu de sa proximité avec Krim Belkacem et de Bentobal, lesquels ont tout fait, en coulisse, pour rallier de force cette zone «récalcitrante» au commandement de l'ALN.

Il y a eu aussi un rôle très actif joué par Ali Mahsas, porte-voix de Ben Bella, dans ce conflit entre la Base de l'Est et les *« congressistes »*. Pour ces deux anti-Soummam déclarés, c'était de bonne guerre : il faut renforcer, par tous les moyens, toute option qui puisse délégitimer les résolutions du congrès. A un moment, la situation a failli dégé-

De g. à dr. : Chadli Bendjedid, Yazid Ben Yezzar, Hachemi Hadjeres et Commandant Chabou

nérer en guerre fratricide, n'était-ce la sagesse des responsables qui, heureusement, a primé à la fin.

L'affaire dite *« le complot des colonels »*, exécutés par un tribunal révolutionnaire en mars 1959, est venue envenimer davantage la situation. Cette triste fin des officiers contestataires de la Wilaya I souleva une vague de révolte parmi les combattants de la Base de l'Est, où les bataillons vont vite déclarer leur dissidence contre l'état-major de l'ALN. Il a fallu de longs pourparlers avec ses dirigeants pour les ramener au calme. Ces derniers n'en étaient pas moins persuadés que la Révolution avait dévié de sa voie initiale. Le conflit avait d'abord abouti à la dissolution, jugée prématurée et aux conséquences incalculables du COM (Commandement des opérations militaires) de l'Est, sous la direction du colonel Si Nacer (Mohammedi Saïd) et secondé par Amara Bouglez, chef historique de la Base de l'Est, et le colonel Mostefa Benaouda, son rival. Les cadres de cette structure qui avait son égale à l'Ouest étaient accusés d'incompétence. Cette décision de dissolution marqua le début d'un long processus conduisant à la marginalisation totale de la contestation prônée par le commandement de la Wilaya I et la Base de l'Est. L'exécution du colonel Lamouri et ses compagnons ébranlera durablement le moral des moudjahidine de cette région et instaurera un climat de suspicion qui perdurera, pour certains, jusqu'au cessez-le-feu. L'une des conséquences de cette situation est que le démantèlement de la Base de l'Est allait perturber gravement l'acheminement des armes et des munitions vers l'intérieur, tâche assurée depuis le début par les unités relevant de cette base.

*Adel Fathi*

*Mouvements de contestation dans les maquis*

# LE COMITÉ DES OFFICIERS LIBRE DE LA WILAYA III

Par **Adel FATHI**

**L'apparition, fin 1959, du comité dit des «officiers libres» de la Wilaya III constitue, avec la «bleuite» et « la nuit rouge de la Soummam », l'un des plus grands défis internes auxquels la Révolution a été confrontée dans cette région pionnière. A la différence que cette affaire a connu un dénouement heureux et n'a provoqué aucune perte humaine.**

Il s'agit du premier mouvement de contestation de cette ampleur en Kabylie depuis le déclenchement de l'insurrection. A la disparition du colonel Amirouche, en mars 1959, la Wilaya III connut une période de flottement à cause d'une lutte sourde pour le leadership entre ses deux adjoints : les commandants Mohand-Oulhadj et Abderrahmane Mira. Arrivé en Kabylie au lendemain de la mort d'Amirouche, Mira s'investit commandant de wilaya et tenta de réorganiser les maquis de fond en comble. Il a, entre autres, ordonné de libérer tous les combattants détenus abusivement dans le cadre de la *« bleuite »*, et a pu gagner rapidement la sympathie des moudjahidine de sa wilaya. Mais il n'a pas réussi à asseoir son autorité sur l'ensemble des officiers, notamment le commandant Mohand-Oulhadj qui se prévalait de sa désignation comme chef par intérim au départ d'Amirouche, et s'opposait de fait aux injonctions de Mira.

Le conflit ne tarda pas à éclater entre les deux hommes, entrainant une paralysie dangereuse des maquis pendant plusieurs mois, au moment où l'armée coloniale

*En tenue claire le colonel Mohand Oulhadj*

déployait son armada dans le cadre de l'opération « Jumelles », qui se révélera dévastatrice à plus d'un titre. Lancée le 22 juillet 1959, cette opération militaire avait comme objectif d'anéantir les maquis de l'ALN dans la Wilaya III, alors que les armes et les munitions manquaient cruellement. Les trois compagnies envoyées en Tunisie pour se ravitailler en armes en Tunisie, n'avaient pas réussi à franchir la ligne Morice.

Les maquis étaient même livrés à l'anarchie et à l'indiscipline, du fait de la diffusion de directives parfois contradictoires. La naissance, en ce moment précis, d'une dissidence prônée par un « *comité des officiers libres de la Wilaya III »*, en

Commandant Mira en compagnie de Adjaoud Lahlou de Tazmalt

1- Mohammedi Said. 2- Colonel Yazourene Mohand Ameziane dit Said Vrirouche
3- Le colonel Abderrahmane Mira

Basse-Kabylie, ne fera qu'aggraver la situation. Conduit par le lieutenant de la Zone II, Allaoua Zioual, ce groupe de dissidents contesta le commandement de la wilaya, tout en jugeant Mohand-Oulhadj et Abderrahmane Mira incapables de faire face à la situation que vivait la Wilaya III depuis le début de l'opération Jumelles. La dissidence se poursuivra même après la disparition du commandant Mira (mort au combat le 6 novembre 1959), dès lors que les mêmes problèmes, les mêmes lacunes persistaient sous le règne de Mohand-Oulhadj, alors que l'ALN commençait à battre sérieusement de l'aile face aux coups de boutoir que lui assénait l'armée d'occupation. Pour sortir de l'impasse et surtout de cet état de siège mortel, le commandant Oulhadj, promu entre-temps colonel, a voulu innover en ordonnant de scinder les gros bataillons et compagnies en petits groupes et de s'organiser pour mener des combats de guérillas, avec des embuscades et des harcèlements furtifs contre les cibles ennemies. Seul moyen à la fois pour s'épargner les face-à-face mortels avec l'ennemi, qui avait déployé une armada invincible, et pour briser l'étau qui se resserrait de plus en plus contre l'ALN, de toutes parts.

Parallèlement à ce sursaut qui permit aux troupes de résister aux hostilités de l'armée coloniale qui étaient sur le point de décimer les maquis, le chef de la Wilaya III usera de toute sa sagacité et de son autorité morale pour trouver une solution urgente à ce conflit posé par la dissidence du «Comité libre des officiers de la Wilaya III». Le vieux sage – *« Amghar »* était d'ailleurs son pseudonyme – a consenti à toutes leurs revendications des officiers mécontents (des promotions collectives, une augmentation de budgets pour certaines zone, etc.), tout en restant ferme sur le principe de la lutte, de la discipline et du respect du règlement de l'ALN. Car cette dissidence aurait pu prendre une autre tournure, si le commandement de la wilaya n'avait pas eu la sagesse de réagir rapidement et efficacement. Mohand-Oulhadj craignait surtout une réédition du syndrome de la *« paix des braves » qu'avait connue, à la même période*, la Wilaya IV, avec laquelle la Kabylie avait des relations très étroites.

Cette affaire du « comité des officiers libres de la Wilaya III » a été évoquée dans plusieurs récits, dont celui notamment publié par le fils du colonel Mohand Oulhadj, Akli Mohand-Saïd. Prenant la défense de son père, celui-ci parle d'entrée d'un *« complot ourdi par quelques éléments», lesquels ont, selon lui, réussi à induire en erreur le lieutenant Allaoua*

1- Mohand Said (Si Nacer). 2- Amar Ouamrane. 3- Kechaï. 4- Colonel Amirouche

*Zioual. «Cet authentique moudjahid, écrit l'auteur, a décidé, à l'issue d'un congrès, de contester publiquement l'autorité de Si Mohand Oulhadj et du commandant Mira (…) ».* Il en donne, ici, une version qui reste controversée, car empreinte de préjugés. *« Vu le comportement indigne de ces congressistes, ajoutera-t-il, le colonel Mohand-Oulhadj décida d'arrêter tous ceux qui se présentaient dans la Région IV, les autres se sont enfuis dans la montagne. Pendant la tournée, des commandos devraient arrêter et désarmer tous les officiers libres rencontrés. En cas de refus d'obéissance aux ordres, ils seraient abattus purement et simplement. Néanmoins, en se soumettant à leurs ordres, ils seraient gardés à vue et dirigés vers le PC de la Wilaya III ».* Ce récit contraste clairement avec l'esprit de conciliation et de sagesse qui distinguait bien le vieux colonel.

Un autre ouvrage, intitulé Le Colonel Si Mohand Oulhadj, chef de la Wilaya III, face aux diverses crises internes et à l'opération Jumelles, d'Amar Azouaoui, met en exergue cette valeur cardinale chez le commandant de la Wilaya III. On y lit : *« (…) Au moment où était déployé le plan militaire du général Challe, il a levé certaines zones d'ombre sur la réconciliation obtenue par le colonel, alors appelé par ses compagnons « le sage », avec les leaders du «mouvement des officiers libres »*, conduit par l'ancien chef de la Région IV de la Zone II, le lieutenant Allaoua Zioual. » L'auteur publie le procès-verbal de la réunion ayant mis fin à cette dissidence qui avait duré plusieurs mois. Il écrit à ce sujet : *« Le colonel Si Mohand Oulhadj accueillera enfin en homme sage la querelle familiale interne […] conduite par le lieutenant Allaoua Zioual. (…) Malgré la désobéissance à laquelle il se heurta, il géra ce conflit en véritable père de famille, continuera à maintenir le contact et à apporter à ces moudjahidine toujours engagés dans le combat libérateur l'appui financier»*, affirme-t-il.

*Adel Fathi*

1- Abdellah Moghni. 2- Si Mohand Oulhadj. 3- Ahcene Mahiouz. 4- Larbi n'Tefrit. 5- Moh Saïd Ouzeffoun. 1958

Au 1er plan: Colonel Amirouche avec le commandant Si H'mimi Fadhel

*Mouvements de contestation dans les maquis*

# LA WILAYA V FACE À SES DISSIDENTS

Par **Adel FATHI**

***La Wilaya V n'a pas échappé au syndrome de dissidence qui a causé beaucoup de dégâts, ailleurs. Il y a eu d'abord l'affaire dite des lieutenants, en 1957. Un groupe de lieutenants, mécontents de la gestion des maquis au niveau de leur wilaya, sont entrés en conflit avec le chef, le colonel Boumediene, qu'ils accusent d'incompétence et surtout de n'avoir rien entrepris pour entraver la construction de la ligne électrifiée le long de la frontière avec le Maroc, et d'assurer la protection à des officiers qu'ils jugent défaillants.***

Acculé, le commandant de la wilaya rejette la responsabilité de ce mouvement de contestation à des officiers originaires de Kabylie et venus de la Wilaya IV qui, selon Boumediene, sont venus semer la zizanie en vue de faire main basse sur la Wilaya V.

L'autre conflit auquel l'état-major de la Wilaya V fut confronté, est la dissidence menée par un intrépide et irréductible combattant de l'ALN, ancien de l'Indochine, le capitaine Zoubir. De son vrai nom, Tahar Hammaidia, originaire de la région de Tiaret, avait déserté l'armée française en février 1956, après avoir attaqué la caserne où il était affecté dans les environs de Tlemcen. Il rejoint le maquis avec 57 soldats algériens (ou 52 selon certaines versions) en chargeant 20 mulets en armes lourdes et légères.

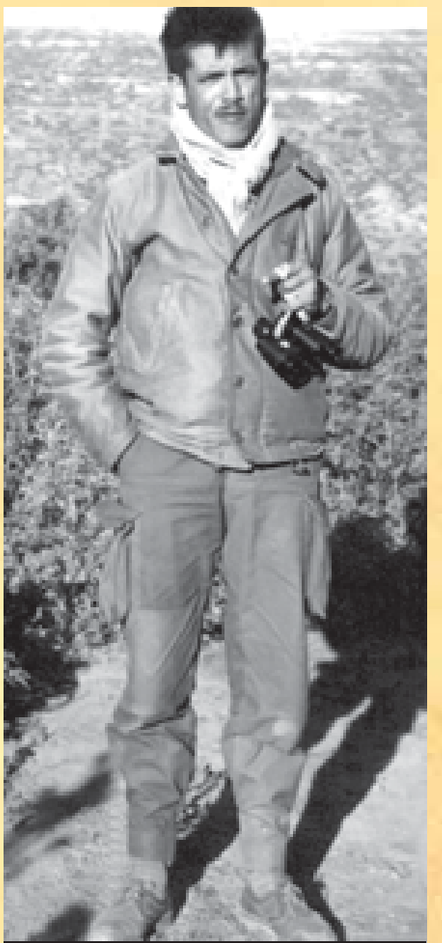
Grâce à sa bravoure et à ses hautes capacités d'organisation, il fut rapidement affecté à un poste de responsabilité dans sa région natale. Il fut d'abord nommé chef de la Région VII (Tiaret), avec le grade

*- Debout de g. à dr.: Si Saleh Nehari, Colonel Abdelhamid Latréche, Si Saphar Berrouane Abderrahmene, Capitaine Kadiri, Abdelhafid, Boussouf dit si mebrouk, Abdelmadjid Benkedadra, Tebal Hadjadj Mahfoud,*

*- Accroupis de dr. à g. : Abdelaziz Bouteflika dit Commandant Abdelkader, Colonel Ali Kkafi, Houari Boumediene,*

de lieutenant. Puis, à la suite d'un conflit avec son chef hiérarchique, le capitaine Bouizeme, il sera muté à Tlemcen, à partir de 1958. Là encore, ses relations avec les membres de l'état-major de wilaya, conduit par le colonel Lotfi, et son adjoint le commandant Faradj, étaient souvent conflictuelles. Peu à peu, ces divergences prirent une forme de dissidence larvée. Le capitaine Zoubir n'hésitait pas, par exemple, à dénoncer avec véhémence la conduite du commandement en pleine réunion, et même lors des rassemblements avec les troupes.

A l'origine de son mécontentement : le problème d'approvisionnement. A l'été de l'année 1959, le manque d'approvisionnement en denrées alimentaires, armement et munitions menaçait d'asphyxier les maquis, mais aussi les camps de réfugiés. Tous les cris de détresse sont restés sans suite. Si Zoubir trouvait notamment révoltant que les réfugiés et les moudjahidine vivent dans le dénuement total, alors que les camps étaient régulièrement approvisionnés et que des subventions internationales, par l'intermédiaire de certains organismes internationaux (IRO, Croix-Rouge internationale…) leur étaient distribuées.


Capitaine Zoubir

Si Zoubir (en surbrillance), Rachid Mosteghanemi, Boudaoud Mansour, Colonel Si Amar Benaouda, Si Hocine Si Boulfouateh, Chengueriha Abdelkader.
Nacer Bouiezem, Commandant Mohamed Rouai dit El-Hadj Tewfik, El-Hadj Mohamed Allahoum.

Pas d'argent, pas d'armes, et plus de possibilité de contact avec la population cantonnée dans des centres de regroupement, le capitaine Zoubir, soutenu par ses hommes, décide de se plaindre auprès de ses supérieurs, en se rendant à Oujda, sans en référer à sa hiérarchie. Malheu-

Capitaine Zoubir à droite

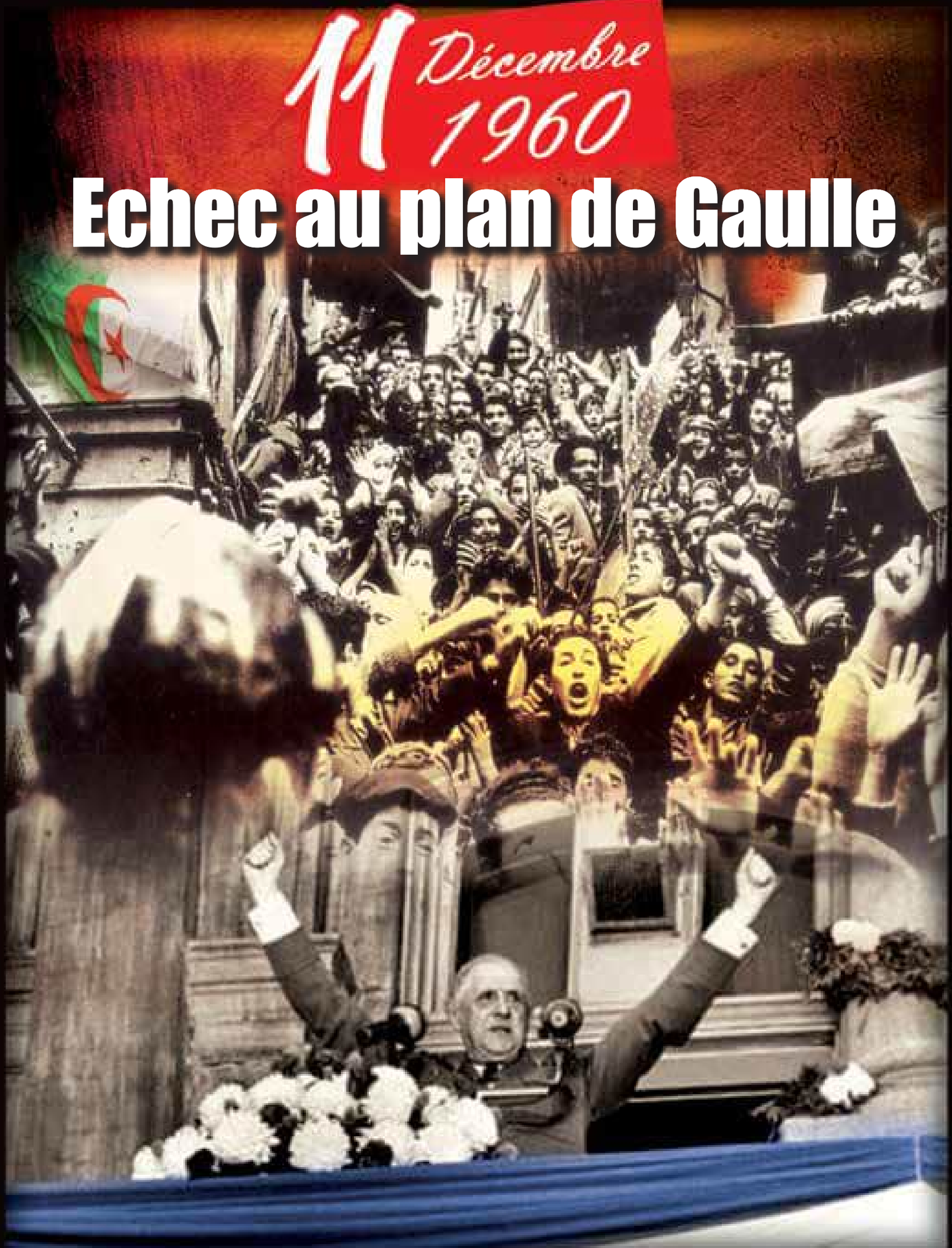
reusement, sa requête sera ignorée par le colonel Boumediene et ses adjoints. Il s'en remet alors à Krim Belkacem, dans l'espoir de trouver une solution au problème. Devant l'impasse, il décide de rentrer en dissidence avec ses éléments, en déclarant ne plus reconnaitre l'autorité de l'état-major de l'Ouest, tout en gardant néanmoins le contact avec Krim, pour qui il vouait, d'après les témoignages, un grand respect.

Il déserta le maquis de l'intérieur, avec une vingtaine de combattants, pour se rendre au Maroc. Certains récits lui attribuent une attaque verbale d'une rare violence à l'égard des responsables : «N'attendez pas de moi, aurait-il dit, que je sacrifie mes hommes pour des profiteurs de votre acabit, des révolutionnaires de palace», paraphrasant ainsi Abane Ramdane pour désigner les dirigeants de l'Extérieur qu'il accusait de mener une vie luxueuse au détriment des besoins des maquis et des maquisards de l'intérieur.

Des démarches ont été entreprises par le commandement de l'Ouest pour l'amener à cesser sa dissidence, et de rejoindre l'ALN, mais le capitaine Zoubir s'obstina à rejeter toute offre. A la fin de la réunion du CNRA qui tenait ses assises à Tripoli fin 1960, le GPRA diligenta une enquête pour tenter de mettre fin à la crise qui sévit dans la Wilaya V. Conduite par Lakhdar Bentobal et Mohammedi Saïd, la délégation revint bredouille. Aussi, a-t-il refusé une offre de l'armée française de rejoindre ses rangs.

Après quelques mois de résistance, et devant le manque de munitions et le nombre important des djounoud (mieux armés et bien nourris) de l'armée des frontières, le capitaine dissident et ses fidèles demandèrent la protection de l'armée royale marocaine. Mais les autorités de ce pays finirent par remettre les fugitifs à l'ALN. Tous les hommes furent éliminés dans le camp de Khemisset, sans aucun procès. Seul le capitaine Zoubir eut droit à une parodie de procès devant un tribunal révolutionnaire qui le condamna à mort pour indiscipline et travail fractionnel, accusation d'usage dressée contre tous les dissidents (affaire de colonels…). Le tribunal était présidé par le colonel Athmane, successeur de Lotfi à la tête de la Wilaya V. Le capitaine Zoubir sera exécuté à Oujda en juillet 1960.

*Adel Fathi*




# Echec au plan de Gaulle

Par **Boualem Touarigt**

# Guerre de libération

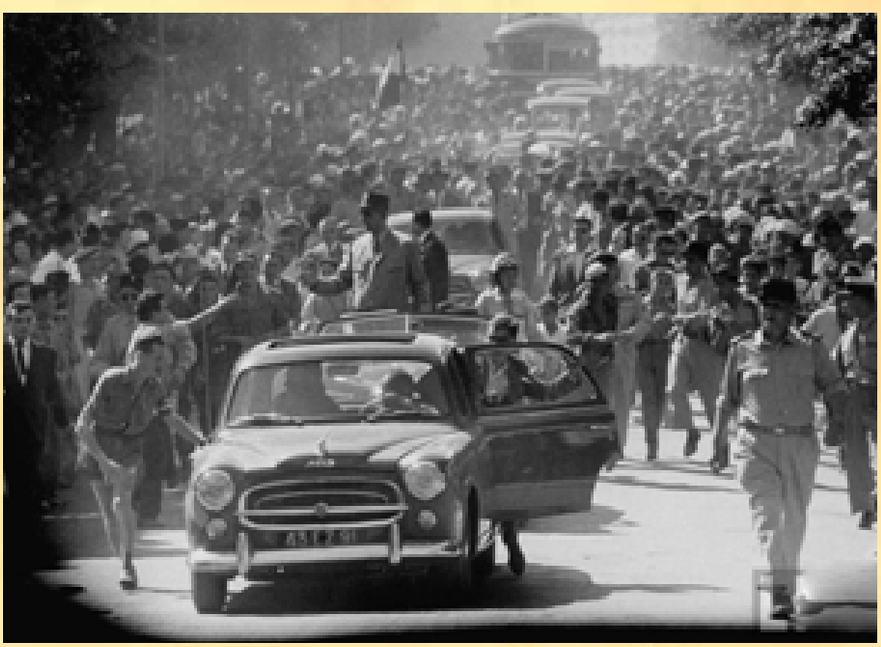
## *Histoire*

***Le général de Gaulle a toujours voulu maintenir l'Algérie au sein de l'empire colonial français. Déjà en 1945, alors président du gouvernement provisoire, et sentant la révolte des militants nationalistes monter, il avait donné des instructions précises au commandant des forces armées françaises en Algérie pour se préparer à réprimer tout mouvement de révolte. Il aurait déclaré : « Il ne faut pas laisser l'Algérie nous filer entre les doigts. » En mars 1944, il estimait avoir récompensé les sacrifices des milliers d'Algériens qui avaient combattu pour la libération de la France en promulguant les décrets accordant la citoyenneté française à des milliers d'Algériens.***

Il avait compris que l'empire colonial français devait se réformer, notamment en associant à sa direction des représentants modérés des populations autochtones, acquises au maintien de la présence coloniale française.

### *Un plan « malgache »*

C'est lui qui avait mis au point la solution dite « malgache », appliquée à Madagascar : élimination des éléments indépendantistes les plus radicaux et négociations d'une indépendance formelle avec des éléments modérés acceptant la domination française. A son retour au pouvoir à la suite du coup d'état du 13 mai 1958, il eut, face au mouvement révolutionnaire algérien, une attitude constante : il fit engager des moyens militaires importants avec le « plan Challe » pour tenter d'obtenir une victoire militaire. En même temps, il fit des ouvertures



en direction des éléments algériens modérés. Il chercha également par des mesures destinées à améliorer le sort des populations algériennes les plus pauvres à susciter une adhésion populaire à sa politique, en réalité à sa personne. En 1960, le général tenait en main son plan dont il était sûr qui lui permettrait d'éviter l'indépendance de l'Algérie et de ne pas négocier avec le FLN. Déjà, en novembre 1960, la presse française se faisait l'écho du plan de Gaulle pour l'Algérie : installation d'un gouvernement local constitué par des personnalités algériennes modérées fortement soutenues par la France qui dirigerait de fait le pays, appel à une cessation des combats et même décision d'une trêve

unilatérale. Ce gouvernement local, totalement inféodé à la France, se chargerait de négocier avec le FLN et organiserait l'autodétermination. Le 2 mars 1960, étaient signés des accords entre les représentants de la nouvelle république indépendante de Madagascar qui prévoyaient la direction effective du gouvernement français sur les questions économiques et financières ainsi que sur l'armée et la diplomatie.

### De Gaulle croit pouvoir déclencher un soutien des Algériens à sa personne

Le 16 novembre 1960, de Gaulle avait annoncé l'organisation d'un référendum pour faire approuver l'idée d'autodétermination et qui devait se tenir en janvier 1961. Le 9 décembre 1960, il entame une visite en Algérie pour lancer sa campagne. Les extrémistes parmi les Français d'Algérie déclenchent une grève générale à Alger et dans plusieurs villes. Ils s'en prennent aux forces de l'ordre et aux populations algériennes qui sont la cible d'attentats.

Le 11 décembre 1960, la population algérienne, exaspérée, réagit. Bien des années plus tard, le général Challe apporta son témoignage : « Le gouvernement et son soutien politique, l'UNR essayeront tout au long de l'année 1960, de mettre sur pied un parti neutraliste, une troisième force destinée à prôner la politique gouvernementale d'association entre la France et l'Algérie. Malgré les efforts considérables de l'administration et de l'UNR, la troisième force échoua et n'arriva jamais à prendre quelque consistance. » Durant l'année précédente, le gouverneur général Delouvrier appelait ouvertement les Algériens à manifester aux cris de « vive de Gaulle ». Le général de Gaulle pensait ainsi s'en sortir par la création d'un Etat algérien totalement inféodé à la France. Il pensait pouvoir entraîner les Algériens à le soutenir directement.

### Les Algériens manifestent pour des négociations avec le GPRA

Manifestation du décembre 1960

# Guerre de libération

## Histoire

Manifestation du décembre 1960

Les manifestants d'Alger, Oran, Annaba, ont manifesté aux cris de *« Algérie indépendante »* et avancèrent les mots d'ordre du FLN en demandant l'ouverture de négociations directes avec le GPRA. Les manifestations des Algériens contre la violence déchaînée par les extrémistes européens entrainèrent la réaction brutale de l'armée. Le mythe de l'Algérie française telle que voulue par les extrémistes avait vécu, comme tombait le mythe d'un FLN minoritaire s'imposant aux populations algériennes par la violence. Les Algériens rejetèrent le plan de Gaulle d'une Algérie dépendant de la France et dirigée par un gouvernement local totalement inféodé.

### Les éléments modérés sont déjà acquis à l'indépendance

Il faut relever que la politique du FLN, depuis le déclenchement de la guerre de libération, a été de couper la voie à l'émergence d'une tendance politique modérée, en dehors du FLN. Jean Daniel écrivait dans l'Express du 15 décembre 1960 : *« Tous les éléments musulmans sans lesquels les institutions provisoires sont impossibles à mettre en place ou perdent complètement leur sens, tous ces éléments peu à peu renforcent leur solidarité avec le FLN. »*

Général de Gaulle

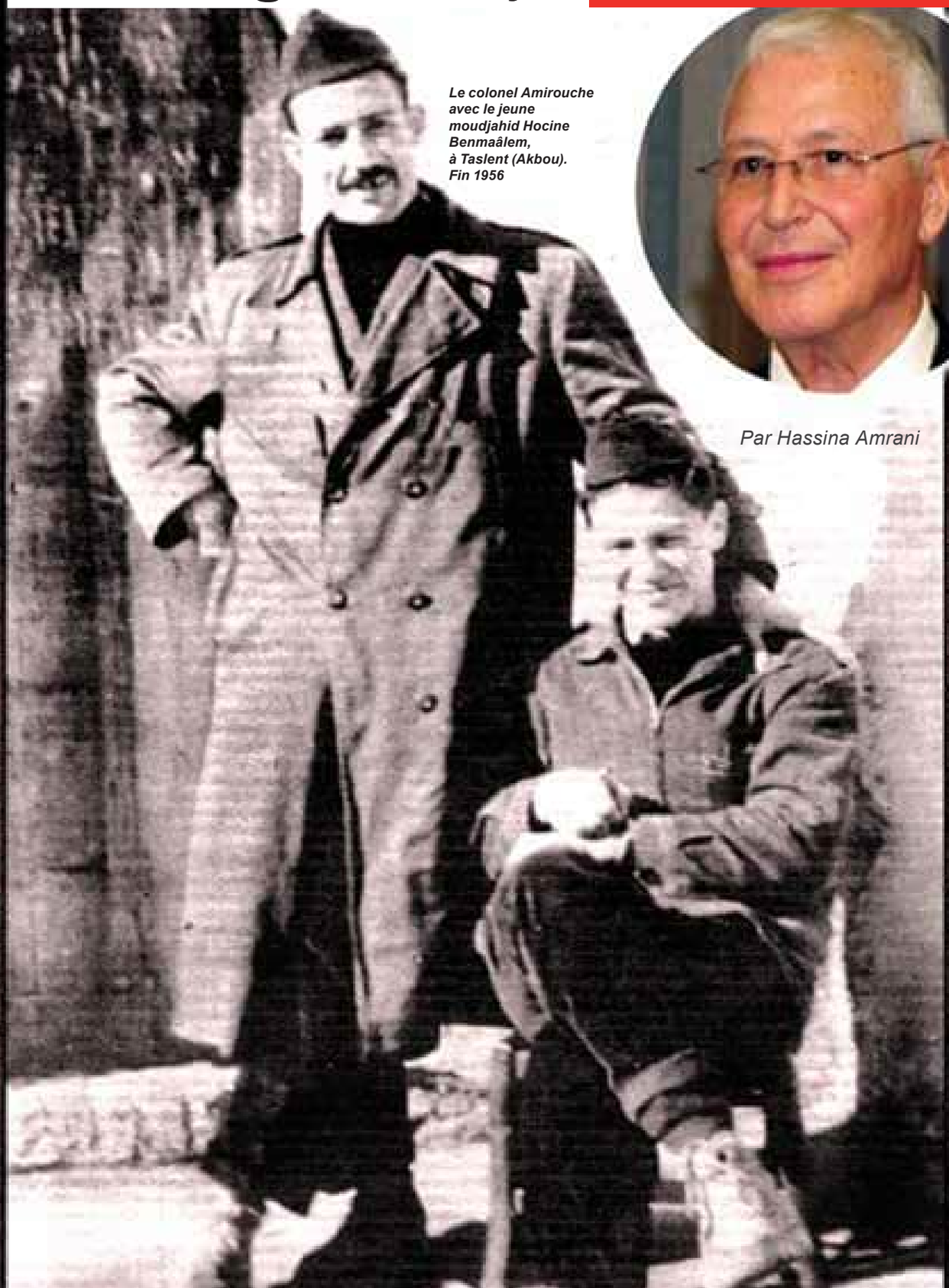
En 1960, les élus musulmans modérés prenaient position publiquement pour l'indépendance. Indépendance négociée avec le GPRA. Les personnalités formées à l'école française et sur lesquelles comptait le général de Gaulle se prononçaient pour l'indépendance et se plaçaient sous l'autorité du FLN.

### Une Algérie révolutionnaire s'est exprimée dans les rues

Au lendemain des manifestations du 11 décembre 1960, le général vit sa marge de manœuvre extrêmement rétrécie. Le choix d'une négociation directe avec le GPRA fut un choix forcé. Jean Daniel écrivait à juste titre : *« Cette guerre de six années ne s'est pas faite seulement contre le colonialisme. Elle s'est faite pour réveiller la torpeur des masses apolitiques, pour donner à chaque Algérien une conscience nationale et un élan révolutionnaire. Depuis les journées de décembre à Alger et Oran, le GPRA n'a plus de doutes : l'Algérie révolutionnaire existe et l'adversaire ne peut plus se permettre aucune action psychologique. »*

*Boualem Touarigt*

# **Décès** du général-major Hocine **Benmaâlem**



*Le colonel Amirouche avec le jeune moudjahid Hocine Benmaâlem, à Taslent (Akbou). Fin 1956*

*Par Hassina Amrani*

## *Il était l'un des compagnons du*

# COLONEL AMIROUCHE

**Il était l'un des derniers compagnons du colonel Amirouche, encore vivant. Le général-major à la retraite Hocine Benmaâlem n'est plus. Il nous a quittés, le 10 novembre dernier, deux mois à peine, après le décès de Rachid Adjaoud, un autre proche du chef historique de la Wilaya III.**

De dr. à g. un Djoundi de l'Aurès, Tayeb Mauri, Hocine Benmaâlem, Ammar Ben Thabet, Abdelhamid Mehri et un autre Djoundi de l'Aurès

Après l'annonce de ce décès survenu à l'hôpital militaire d'Aïn-Naâdja, des suites d'une longues maladie, le président de la République, Abdelaziz Bouteflika a adressé un message de condoléances à la famille du défunt, dans lequel il a salué l'engagement du *« moudjahid et frère Hocine Benmaâlem »* tant durant la guerre de libération nationale que durant la bataille pour l'édification du pays. *« Le défunt comptait parmi cette élite d'étudiants qui, à l'appel du Front de libération nationale le 19 mai 1956, ont rejoint leurs frères combattants et ont lutté farouchement contre l'injustice et la tyrannie, confiants qu'ils étaient que la justice triompherait de la machine de guerre dévastatrice mise en marche par l'occupant et de ces procédés criminels et terroristes »*, écrit le chef de l'Etat avant d'ajouter : *« Une fois l'assaillant vaincu et la liberté recouvrée sur l'ensemble du territoire national, le défunt a poursuivi son combat en contribuant à l'édification du jeune Etat au sein de l'Armée nationale populaire où il a fait montre d'une haute compétence qui lui a valu d'être promu aux plus hauts grades et de se voir confier de grandes missions militaires et civiles ».*

Pour le président Abdelaziz Bouteflika, «les grades dont il a été décorés et les postes qu'il a occupés ne l'ont pas empêché de demeurer un homme modeste et affable, pourvu d'une volonté de fer et

Hocine Benmaâlem, jeune officier

Hocine Benmaâlem, debout à gauche

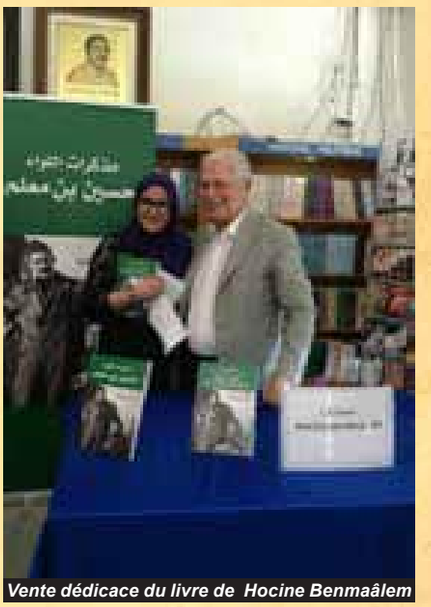
d'une intégrité parfaite», ajoutant que le défunt était «de ces hommes pétris de loyauté et de probité, un militant entier et un moudjahid sincère et franc. Ses Mémoires, une œuvre valeureuse intitulée *« Un jeune homme dans la guerre qui restitue aux générations les étapes importantes de l'histoire de notre glorieuse révolution, témoignent de son illustre parcours »*.

## De la Kelaâ Nath Abbas aux maquis de l'ALN

Natif de la Kalaâ des Ath Abbas, village rattaché à la commune d'Ighil Ali, dans la wilaya de Bejaïa, Hocine Benmaâlem y voit le jour en 1939. Scolarisé à l'école du village puis au lycée Eugène-Albertini de Sétif, le jeune lycéen, nourri au discours nationaliste de ses aînés, veut en suivre les traces. Il a 15 ans lorsqu'éclate la guerre de libération nationale mais son jeune âge n'est pas un frein à son désir de porter les armes pour se battre contre l'occupant colonial. Cependant Amirouche qu'il rencontre un jour, par le biais d'une connaissance commune, n'accède pas à sa demande et lui conseille de poursuivre d'abord ses études. Dans une interview datant de 2010, Hocine Benmaâlem se souvient de cet épisode : *« Ma première rencontre avec Amirouche remonte au printemps 1956 dans mon village natal : Kalaâ des Beni Abbès. C'était pendant les vacances de Pâques ; j'étais, à ce moment-là lycéen. Je me trouvais dans un magasin avec un ami également lycéen, Benmeni Mahdi, qui est tombé par la suite au champ d'honneur. Amirouche, qui était responsable de la Petite Kabylie, passa accompagné de Krim Belkacem. Ils étaient venus rencontrer la délégation des Aurès conduite par Omar Ben Boulaïd. Le commerçant, qui les a invités à prendre un thé, était au courant de notre intention de rejoindre l'ALN, il dit alors aux deux responsables : « Ces jeunes veulent rejoindre l'ALN. »* Ils répondirent tous les deux qu'il n'en était pas question, qu'il fallait que nous continuions nos études, car l'Algérie indépendante aura besoin de nous. Nous étions déçus et nous rejoignîmes notre établissement. Ce n'est qu'après la grève des étudiants, qui a eu lieu quelque temps après, que nous sommes venus le revoir. Il accepta à ce moment-là de nous recruter. Il m'a dit de suivre le chef de secteur. Il a ajouté : *« Nous nous reverrons bientôt »*. Lors de la grève de mai 1956, et à l'instar des lycéens et étudiants algériens, il rejoint le Front de libération nationale. *« En m'engageant dans l'ALN, je m'étais préparé à tout ; je n'ignorais pas que ce serait difficile : la vie au maquis était effectivement très dure, mais je n'ai à aucun moment et malgré mon jeune âge, 17 ans et demi, regretté de m'être engagé dans cette voie »*.

Placé sous l'autorité du commissaire politique régional, le jeune Hocine Benmaâlem affiche dévouement et engagement total à la cause. Deux mois et demi plus tard, il rejoint le staff de Amirouche, alors capitaine. Il passe une année à ses côtés, durant laquelle il l'accom-

Hocine Benmaâlem


Vente dédicace du livre de Hocine Benmaâlem

pagne dans les Aurès et en Tunisie. Cette proximité lui permet de mieux connaître l'homme, ses valeurs, ses principes et sa rigueur, tant morale que militaire.

En 1957, Hocine Benmaâlem se voit ordonner par Amirouche d'aller faire des études au Moyen-Orient. Il quitte alors le front à contrecœur et s'en va rejoindre l'Ecole des officiers de réserve d'Alep, puis l'Académie militaire de Homs et enfin celle du Caire. A la fin de sa formation en avril 1959, il retourne au maquis et là, il apprend que le colonel Amirouche est tombé au champ d'honneur quelques jours auparavant, le 28 mars. « Cela a été un grand choc pour moi et une grande perte pour l'Algérie », confie-t-il.

A partir de cette date et jusqu'à l'indépendance, il intègre les troupes des frontières au sein d'un bataillon stationné à Ghardimaou. En avril 1961, il part pour la Tchécoslovaquie où il effectue un court stage d'artilleur, avant de revenir en Tunisie pour être formateur de jeunes recrues puis responsable de la première école de cadets créée pour les enfants des refugiés algériens.

Au lendemain de l'indépendance, Hocine Benmaâlem retrouve ses proches à Sétif. Il décide alors de servir dans cette wilaya où il sera nommé officier de liaison régionale. C'est le début d'une longue et riche carrière au sein de l'Armée nationale populaire (ANP) dont il assurera notamment, le commandement de la 4e Région militaire et plus tard la direction de cabinet de la présidence de la République.

## Eclairages sur la Révolution

En 2014, le général-major Hocine Benmaâlem publiait aux éditions Casbah, le premier tome de ses Mémoires intitulé Mémoires du général-major Hocine Benmaâlem. Tome I : La guerre de Libération nationale. A travers cet ouvrage, il dit avoir voulu témoigner *« d'un moment de notre histoire par des éclairages focalisés sur les personnes connues ou anonymes que j'ai côtoyées, sur des faits d'armes ou de simple bravoure ; sur mes pérégrinations pédestres dans les maquis d'Algérie, qui m'ont mené à palper de très près le cœur frémissant de la Révolution, à appréhender ses fragilités aussi ».* Revenant sur les motivations qui l'ont amené à l'écriture, il indiquera qu'il y a deux raisons essentielles *« tout d'abord, parce que j'estime que tous ceux et celles qui ont participé à la révolution ont le devoir de témoigner. Leurs écrits serviront les historiens et pourront éclairer le lectorat algérien sur la période. La deuxième raison de ma contribution, c'est de combler certaines lacunes, d'apporter quelques correctifs, de faire en sorte que mon témoignage se rapproche le plus possible de la vérité historique. Pour cela, j'ai voulu être le plus objectif possible ».*

*Hassina Amraoui*

# DISPARITION DE MABROUK BELHOCINE

# UN COMPAGNON D'ABANE RAMDANE ET INTELLECTUEL IMPÉNITENT

Par **Adel Fathi**

# Guerre de libération

## Histoire

***Le décès de Mabrouk Belhocine, ancien militant du mouvement national, le 3 décembre dernier à l'âge de 95 ans, est quelque peu passé inaperçu dans les médias et, surtout, au niveau des tribunes officielles. Pourtant, cet éminent avocat et intellectuel fut de tous les combats pour la libération du pays, depuis la création du PPA jusqu'à la proclamation de l'Indépendance en 1962.***

Né en 1921 dans les Aït Waghlis, sur les hauteurs de Sidi Aïch, dans la wilaya de Béjaïa, Mabrouk Belhocine s'engagea très tôt dans la lutte pour la libération du pays et collabora longtemps avec Abane Ramdane, notamment au lancement du journal El-Moudjahid, l'organe central de la Révolution. Mais sa vocation d'intellectuel impénitent lui permettra d'avoir un regard critique des événements qui se sont succédé durant toute cette période, et même au-delà. Cela dit, il reconnait que la guerre de Libération nationale *« a été pensée, décidée et dirigée non par des intellectuels, mais par des militants, des hommes d'action tels que Boudiaf, Didouche, Ben Boulaid, Ben M'hidi, Krim, Bitat, Ouamrane,, etc »*. Dans une de ses rares interventions dans la presse, Me Belhocine affirme qu' *« une révolution est un mouvement social profond tendant à modifier globalement un système politique, économique, social, culturel. Ce sont généralement les élites qui peuvent penser et diriger une révolution »*.

Abane Ramadane

Après avoir côtoyé de plus près les dirigeants de cette révolution, puisqu'il était affecté dans différents ministères du GPRA, à Tunis, entre 1957 et 1962, et ayant d'abord été un collaborateur d'Abane Ramdane, l'homme qui a réussi à rassembler toutes les tendances politiques nationaliste dans un même front, Mabrouk Belhocine trouvera une autre réalité qui va l'amener rapidement à relativiser sa conception. Il découvre des dirigeants au contraire respectueux des intellectuels et constituant eux-mêmes une sorte de *« synthèse entre intellectuels et hommes d'action »*.

EL MOUDJAHID

Communiqué du Comité de Coordination et d'Exécution du Front de Libération Nationale

Le sacrifice d'un jeune héros de la guerre libératrice

EL MOUDJAHID

AIN-ZANA...

Mabrouk Belhocine s'est naturellement rangé du côté des «politiques» qui ont de tout temps été confrontés à la sempiternelle problématique de « la primauté du politique sur le militaire », lancée au congrès de la Soummam. C'est ainsi qu'il perçoit la mise à l'écart d'hommes politiques consacrés tels que Ferhat Abbas, Benyoucef Benkhedda, qui eurent à présider aux destinées du GPRA, comme un *« bannissement »* du politique, que certains dirigeants ne voyaient que dans le rôle d'idéologue ou, pire, de démagogue. Une vision manichéenne que ne partage pas Me Belhocine, qui a pourtant fait les

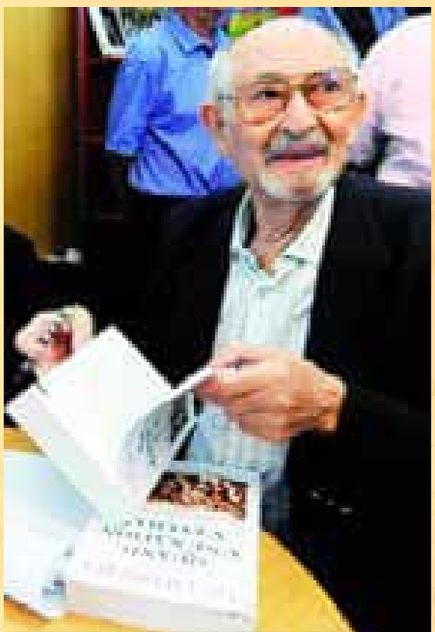
Ferhat Abbas

Benyoucef Benkhedda

frais d'une première *« purge »* au sein du MTLD, lors de la fameuse crise dite berbériste, dont il était l'un des protagonistes, aux côtés d'anciens militants de Kabylie qui ont contesté *« l'ostracisme »* de la direction du parti. Il pense aujourd'hui que *« le handicap de l'Algérie n'est pas l'anti-intellectualisme. Ce serait plutôt une pesanteur sociologique faite d'individualisme, tribalisme, régionalisme et féodalisme ».*

Amar Ould Hamouda et Bennaï Ouali

Laimeche Amar


Sadek Hadjeres

Justement, la crise dite berbériste cristallise, aux yeux des historiens, ce clivage endémique entre une volonté d'émancipation idéologique, et donc fatalement intellectuelle, et une organisation bureaucratisée et soucieuse d'abord de la discipline et de l'efficacité. Née au sein de la fédération de France du MTLD, en 1949, cette crise était déclenchée par un groupe d'étudiants et de militants pro-marxistes, dont faisait partie Mabrouk Belhocine, aux côtés des Bennaï Ouali, Laimeche Amar, Hennine et Saddek Hadjeres, accusés par la direction du parti de «travail fractionnel» et de *« complot berbériste »*, ce dont ces militants se défendaient totalement. Ces jeunes militants *« récalcitrants »*, appelés aussi *« les berbéro-matérialistes »* réclamaient ce qu'ils appelaient *« une rénovation idéologique du PPA/MTLD »*. D'ailleurs, tous ces antagonismes idéologiques vont disparaitre après le déclenchement de la révolution, en 1954, lorsque les différents courants vont adhérer à la stratégie tracée par le congrès de la Soummam, où des militants de l'UDMA (libéral), des gauchistes et des Oulémas seront désignés comme membres de l'instance de souveraineté de la Révolution, à savoir le CNRA.

À l'indépendance, Mabrouk Belhocine a été élu à l'Assemblée nationale constituante sur la liste Sétif-Bejaia. *« Dans cette assemblée, raconte-t-il, je n'ai fait partie ni de la majorité Ben Belliste ni de l'opposition, je votais selon ma conscience en fonction du texte proposé, tout simplement comme un député sans collier »*. En été 1964, il sera élu à l'Assemblée législative. Suite à quoi, il se retire définitivement de la vie politique, et se consacre pleinement à son activité d'avocat à Alger.

*Adel Fathi*

L'entèrrement de Mabrouk Belhocine le 3 décembre 2016

# KHALED BENTOUNÈS

# UN HOMME DE MÉDIATION, D'ACTION ET DE PAIX

Par **Leïla Boukli**

***Par un bel après-midi de cet été 2016, Khaled Bentounès, avec qui nous avons rendez-vous, nous rejoint avec la simplicité des grands, dans l'un des salons de l'hôtel El Djazair. Rasé de près, en tenue de ville, un large sourire aux lèvres, rien dans son aspect extérieur ne laisse deviner que cet homme, né en 1949 à Mostaganem, est le 46e maître spirituel de la confrérie soufie Al-Alawiya, si ce n'est la sérénité qui émane de lui.***

*Le 1er Sommet mondial sur l'humanité qui s'est tenu les 23 et 24 mai 2016 à Istanbul*

A mesure que nous avançons dans la discussion, nous découvrons un cheikh moderne, de grande culture, à l'esprit libéral, animé d'une foi inébranlable en l'avenir et dans le progrès de l'humanité. A une période où le radicalisme bat son plein, nous ne manquons pas de lui demander si nous serons capables un jour d'élaborer une vision enfin adulte de nos appartenances, de nos croyances, de nos différences et du destin de la planète, qui nous est commune. L'humanité aurait-elle atteint son seuil d'incompétence morale ? lui demande-t-on. Une discussion s'ensuit. C'est alors que Cheikh Bentounès aborde le 1er Sommet mondial sur l'humanité qui s'est tenu les 23 et 24 mai 2016 à Istanbul. Trois propositions appuyées par l'Algérie ont été adoptées, dit-il.

Donner à l'humanité une personnalité juridique, une réalité

physique ; la personne humaine et l'humanité sont une ; il faut que d'ici 2030, chaque Etat incorpore dans ses programmes la culture de la paix. Le Canada, nous apprend-il, a été le premier pays à avoir développé des logiciels et des méthodes d'enseignement dans ce sens. Nous parlons aussi du passage de Cervantès à Alger et de l'héritage espagnol, présent notamment en Oranie. On ne manque pas d'évoquer l'expérience de tolérance donnée à l'époque par l'Espagne musulmane et Cheikh Bentounès se réjouit de l'initiative espagnole de commémorer le 900e anniversaire de Choaib Abou Madyane El Andaloussi, Sidi Boumediene pour les Algériens, fondateur de la principale source initiatique du soufisme du Maghreb et de l'Andalousie, à Cantillana commune située dans la région de Séville où il est né en 1126. Sidi Boumediene qui a aussi vécu à Bejaia de 1160 à1198, meurt en arrivant en vue de Tlemcen et devient le saint patron de la ville. Nous évoquons Ibn El Arabi, autre Andalou musulman d'origine arabe, né à Murcie, comme lui théologien, poète, juriste, métaphysicien et maître arabo-andalou de taçawuff. Ibn Arabi, pivot de la pensée métaphysique de l'Islam, est l'un des plus grands penseurs du «wahdat al-wujud», l'unicité de l'être. Son œuvre immense considérée comme le sommet de l'ésotérisme aurait influencé Dante dans la Divine comédie. Ibn El Arabi qualifie Sidi Boumediene de *« Maître des maîtres »*. Parlant du rôle des femmes, on en vient à évoquer Rabia El Adawiyya, esclave affranchie, figure majeure de la spiritualité soufie. Cette mystique, née à Bassora, chantre de l'amour divin disait, un seau dans chaque main, l'un rempli d'eau, l'autre de feu : *« Je m'en vais pour incendier le paradis et éteindre l'enfer, afin que ces deux voiles disparaissent complètement aux yeux des pèlerins de la voie, que leur seul but soit la contemplation de la face de Dieu »*. Pour les soufis, cette femme est connue comme *« la mère du bien »*. On raconte qu'elle fermait ses volets au printemps, sans contempler les fleurs, préférant se perdre dans la contemplation de Celui qui les avait créées. On en vient à parler de Jallal Din Rumi, mystique persan engagé, poète passionné, avocat de l'amour, initiateur de la danse d'extase des derviches tourneurs, une des principales confréries soufies, qu'il fonde dans la ville de Konya en Turquie. Rumi disait à propos des fleurs : *« Le jardin et les fleurs sont à l'intérieur de nous, dans le cœur ! »* Je me souviens avoir lu que Rumi plaidait pour un jihad orienté vers l'intérieur, dont le but était de lutter contre son propre ego, et de le vaincre. Belle idée, toutefois non partagée par l'ensemble des mortels, déjà au XIIIe siècle.

Quelque peu rêveur nous poursuivons.

Cheikh Bentounès nous apprend qu'afin de promouvoir la culture de la paix et du vivre-ensemble, AISA, ONG internationale, la Fondation méditerranéenne du développement durable (Djanatu Al Arif) et le Programme MED 21 ont décidé de créer un *« Prix de la Paix »* qui porte le nom d'une grande personnalité de l'histoire algérienne, en

**Choaïb Abou Madyane El Andaloussi, Sidi Boumediene pour les Algériens**

**Porte de la mosquée Sidi Boumediene à Tlemcen**

Cheikh Bentounes et Arnaud des Jardins, auteur et écrivain français en 1990

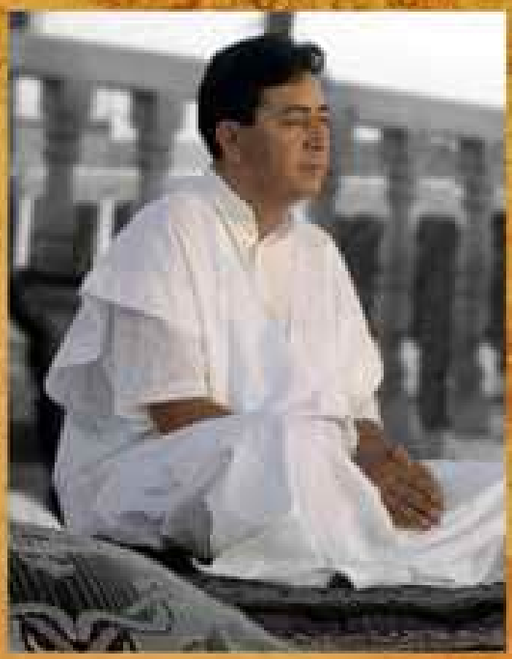
l'occurrence l'Emir Abdelkader. Ce prix récompensera désormais, le 21 septembre de chaque année, trois personnalités distinguées en trois catégories : la Rive Nord, la Rive Sud et le Reste du Monde. Cette année, le Prix de la Rive Nord a été décerné à l'ancien directeur général de l'Unesco, Federico Mayor (Espagne). Pour la Rive Sud, le Prix est revenu à Lakhdar Brahimi (Algérie), ancien ministre, représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, médiateur international de l'ONU. Quant au troisième lauréat pour la catégorie *« Reste du Monde »*, le bureau exécutif a opté pour Raymond Chrétien (Canada), ambassadeur honoraire du Canada, président de l'Observatoire international des maires sur le vivre-ensemble. La remise des prix se fera, ajoute Cheikh Bentounès, dans le domaine de la Fondation Djanatu Al Arif, situé à Mostaganem, en présence d'un parterre de personnalités politiques, diplomatiques et scientifiques venues du monde entier, et de plusieurs personnalités, dont le nom ou la profession a un rapport avec l'Emir Abdelkader. Citons, entre autres, Idriss El Djazairi, arrière petit-fils de l'Emir Abdelkader, Joshua Robert Pope, maire de la ville d'El Kader aux USA ainsi que plusieurs chercheurs dont les travaux ont été centrés sur la personnalité de l'Emir.

Avant de répondre à nos questions Cheikh Bentounès confiant que ce Prix Emir Abdelkader apportera un plus à la réalisation de son souhait du mieux *« vivre ensemble »*, nous informe de son rendez vous avec le Président de l'Assemblée générale de l'ONU Peter Thomson pour défendre la 18e recommandation du Congrès international féminin pour une culture de la paix, tenu à Oran en 2014. Dans cette recommandation, il est instamment demandé aux Nations unies de décréter une *« Journée mondiale du vivre ensemble »* afin d'unir et de concilier la famille humaine dans sa diversité et d'agrandir le cercle de la fraternité pour un monde de justice et de solidarité.

Riche d'un nouvel enseignement, convaincue d'avoir côtoyé un homme au destin singulier, nous ressortons de cet entretien avec l'envie d'en savoir un peu plus sur la tariqa soufie.

*Leila Boukli*

Rencontre de Cheikh Bentounes avec le Pape Jean Paul II



# INTERVIEW
## avec KHALED BENTOUNÈS

WORLD HUMANITARIAN
DÜNYA İNSANİ ZİRVESİ
23-24 May 2016 • ISTANBUL • 23-24 Mayıs 2016
#ShareHumanity • whsum
reHumanity • whsummit.org

*Par* ***Leîla Boukli***

***Mémoria :*** ***Cheikh Bentounès, être désigné guide spirituel d'une confrérie soufie à seulement 26 ans est un sacré défi que vous avez finalement relevé. Le choix a-t-il été difficile ?***

***Cheikh Bentounès :*** Avec le recul, soit plus de quarante ans après et si on croit que le destin a son mot à dire dans l'itinéraire et le rôle de chacun d'entre nous dans ce monde éphémère, alors oui, ce choix a été difficile. Il le reste d'ailleurs pour moi jusqu'à maintenant si on considère les défis, l'ampleur de la tâche pour transmettre et préserver un enseignement spirituel vivant, pour donner un message d'espoir aux générations à venir, face à la crise profonde que traverse l'Islam aujourd'hui, dans ce monde en pleine mutation.

***Mémoria :*** ***Quelle est l'audience actuelle de la Alawiya en Algérie ?***

***Cheikh Bentounès :*** Comme vous le savez, le rayonnement de la Tariqa Alawiya, dès les années 1920, a touché de nombreux pays du Maghreb, du Mashrek. Elle a été une des premières Tariqa présente en Europe. Le Cheikh al-Alawi était présent à l'inauguration de la grande mosquée de Paris en juillet 1926. Quant à son audience dans notre pays, je pense, et l'actualité le confirme, qu'elle demeure un lieu de préservation de notre culture, un lieu de rencontre et de ressourcement pour de nombreux algériens des milieux intellectuels, politiques, religieux ou artistiques, dépassant ainsi le cadre traditionnel restreint des disciples.

***Mémoria :*** ***Peut-on dire que les zaouïas, les marabouts, longtemps décriés puis réhabilités par le Président de la République Abdelaziz Bouteflika, se sont quelques peu éclipsés de la scène en Algérie ?***

***Cheikh Bentounès :*** Tout au long de l'histoire de notre pays, les zaouïas ont joué un rôle important dans l'identité, le lien social et la préservation de l'enseignement traditionnel Islamique. C'est dans ces lieux que la résistance est née et qu'un esprit chevaleresque a été cultivé, celui des hommes et des femmes qui ont lutté contre l'emprise coloniale à l'instar de l'Emir Abd el Kader, El Mokrani, Boubaghla, la révolte kabyle des Rahmania conduite par une femme, Lalla Fatma N'Soumer, la lutte des Ouled sidi Cheikh et jusqu'aux mouvements qui ont conduit à la libération de l'Algérie.
Je dois dire que cette force morale représentée par ces hommes et femmes pieux ainsi que l'enseignement qu'ils prodiguaient dans ces zaouïas furent peu à peu affaiblis. Nous devons reconnaître que l'idée même du maraboutisme a été dénaturée. Cela est dû à la dégradation de la société algérienne dans son ensemble, et les effets de cette déstructuration se font sentir encore aujourd'hui. Le déracinement, l'ignorance, la paupérisation et la perte des valeurs essentielles ont éloigné de plus en plus les Algériens de leurs racines. La culture ancestrale qui formait le soubassement sur lequel reposait l'édifice social, qui lui donnait son identité et sa pérennité, en réduisant les antagonismes et les affrontements, en réunissant le peuple et son élite dans un cadre cohérent et harmonieux, a été progressivement marginalisée.
Quant aux événements de la décennie noire qu'a connue notre pays, il faut reconnaître que le rôle des zaouïas dans la sauvegarde de l'unité nationale et de la préservation d'un Islam d'ouverture, de tolérance et de réconciliation est indéniable. Chaque zaouïa, à sa façon et selon ses moyens, préserve et perpétue cet état d'esprit. Quant aux autorités et notamment Monsieur le Président de la République, elles ont compris que les zaouïas avec leurs écoles coraniques accueillent différentes catégories de la population du pays et constituent d'importantes plateformes de dissémination des idées et conceptions positives et constructives de l'Islam modéré ainsi que des remparts contre l'extrémisme violent et la radicalisation.

***Mémoria :*** ***Dans quelle mesure l'éducation soufie peut contribuer à aider l'Humanité à traverser ses crises ?***

***Cheikh Bentounès :*** Nous sommes là au cœur du problème qui agite le monde et particulièrement la Oumma Islamique. Le soufisme, de tous temps, durant toute l'histoire du monde musulman et notamment dans les moments de

crise, l'invasion des mongols, les croisades, l'expansion de l'Islam en Asie et en Afrique, la brillante civilisation moghole, la colonisation, etc., a été un facteur de recours pour préserver le message spirituel et universel de l'Islam muhammadien. Entre les débats d'idées et d'écoles qui naquirent durant ces quinze siècles, il n'a cessé de rappeler à travers les écrits et l'enseignement de ses maîtres, le cœur du message prophétique, la fraternité humaine, le respect de l'autre et la sacralité de la vie. Ce qui veut dire que la religion est avant tout le moyen d'éduquer et d'éveiller la conscience humaine au rapport et au comportement qui caractérisent nos relations à l'autre, à soi et au tout autre, le divin, et que la quintessence du message religieux n'est pas de suivre aveuglément des préceptes ou des dogmes mais d'inviter l'homme au bel agir. Ce que l'Islam défini par l'état de Ihsan. En effet si l'Islam est la loi qui gère nos liens dans la cité, si la foi (Iman) est une conviction personnelle, profonde et intérieure qui ne peut être jugée par autrui, l'Ihsan en est l'aboutissement par nos comportements, nos actions et la transformation de notre vision du monde, nous conduisant ainsi à la paix intérieure pour soi et à la reconnaissance de l'autre comme une créature voulue et désirée par Lui (Dieu). Cette éducation aux nobles valeurs universelles nous invite à la réconciliation avec nous-même et toute la famille humaine, à la justice, à l'égalité et à la dignité de la personne humaine. Elle se résume par ce hadith : *« Nul n'est croyant s'il n'aime pour son frère ce qu'il aime pour lui-même ». Le frère ici se comprend comme tout descendant d'Adam car le Prophète (ssp) précise : « Vous êtes tous d'Adam et Adam est de terre ».*

***Mémoria : Le soufi n'a pas vocation de se montrer, mais les temps ont changé, il doit le faire pour relever, face au nihilisme jihadiste, qu'il y a un autre Islam qui respecte la vie et le bien ?***

***Cheikh Bentounès :*** Le soufisme nous met en garde contre notre égo narcissique qui court perpétuellement derrière les honneurs et la gloire éphémère de ce monde. Il nous enseigne avant tout de connaître nos limites et nos insuffisances pour ne pas tomber dans l'orgueil et l'arrogance et nous permettre de servir par amour de Dieu le prochain et non de se servir des êtres pour augmenter nos avoirs et nos pouvoirs. Aimer et servir Dieu passe par nos actions à servir l'humanité, faire le bien, le souhaiter pour tous et œuvrer sans aucune attente ou récompense dans ce monde ou dans le monde futur, ni non plus par devoir moral ou religieux. La seule préoccupation prévalant est celle d'obtenir l'agrément divin. *« Les créatures sont la famille de Dieu et le plus proche de Dieu est celui qui fait le plus de bien à Ses créatures »* nous enseigne le Prophète de l'Islam (ssp). Nous sommes loin de cette image nihiliste, mortifier accolée au dos de l'Islam et répandue à travers les médias du monde entier, due aux méfaits des idées et des actes néfastes produits par une infime minorité de ceux qui prétendent être les champions de l'Islam.
Aujourd'hui face aux idées néo-wahhabites, salafistes, djihadistes, c'est à toute la communauté musulmane dans son ensemble de prendre conscience du danger que représente ce fléau qui détruit des états entiers tel une tempête en furie, qui sème le chaos, divise les communautés, chasse des millions d'hommes, de vieillards, de femmes et d'enfants de leurs foyers, torture, assassine, réduit en poussière les lieux de culte et de culture de toutes les religions sans distinction, replongeant le monde dans les ténèbres de la barbarie par une conduite qui défigure et flétrit les 1400 ans d'histoire musulmane. Leurs exploits ne font que salir la réputation illustre de l'Islam. Il suffit pour cela de se reporter aux documents, aux accords et aux déclarations du Prophète (ssp) et de ses successeurs : le pacte de Médine en l'an 1 de l'Hégire, la lettre du Prophète (ssp) aux habitants chrétiens de Najran qui garantissaient sans équivoque les droits des musulmans comme des non-musulmans et préconisaient un vivre ensemble de la société humaine :

- Traitement égal devant la loi
- Protection de leur religion contre toute atteinte
- Protection de leur honneur, de leur personne et de leur propriété
- Possibilité pour chacun d'être nommé par l'Etat Islamique

aux postes administratifs les plus élevés, dans la mesure où il dispose des qualités requises
- Pouvoir de désigner leurs représentants religieux et politiques de manière pleinement autonome, sans ingérence extérieure
- Respect du caractère sacré de leurs lieux de culte et protection complète de ces lieux

Ses successeurs après lui, suivirent ses pas. Abu Bakr as-Siddiq renforça ces lois en interdisant tout recours à la violence en cas de guerre ou de conflit vis-à-vis non seulement des personnes, femmes, enfants vieillards, mais également interdit de brûler, de couper des arbres, de tuer des animaux ou de détruire tout lieu de culte. Omar le second Khalife, interdit tout prélèvement d'impôt forcé recourant au fouet ou à la contrainte et instaura la prise en charge par le Trésor public de tout vieillard impotent même s'il n'était pas musulman. Blessé à mort et sur le point de mourir en martyr, il dit : *« J'exhorte mon successeur de respecter le contrat des citoyens non-musulmans qui sont sous la protection de Dieu et de Son messager (ssp). Je l'enjoins de se battre pour eux si le besoin s'en fait ressentir et de ne pas faire peser sur eux un fardeau supérieur à ce qu'ils peuvent porter ».*

Quant à Othman, le troisième Khalife, il incarcéra Ubayd Allah b.Umar. Ce dernier avait en effet fait exécuter trois personnes impliquées dans le complot qui avait mené à l'assassinat de son père : deux chrétiens et un musulman. Selon la loi, il méritait la mort et Othman demanda l'avis des Compagnons du Prophète à son sujet. Tous confirmèrent qu'il devait être exécuté en rétribution de son crime. Il ne fut libéré que grâce au pardon des ayants droit des victimes et contre paiement du prix du sang.

Quant à Ali, il décréta *« Quiconque bénéficie de notre protection, celui-ci, son sang vaut notre sang, et le prix du sang qui lui revient est égal au prix du sang qui nous est dû ».*

Ces textes fondateurs furent plus ou moins respectés jusqu'à la fin du Khalifat ottoman et aucun pouvoir légitime n'a pu les remettre en question. Il est temps que les intellectuels, les historiens, les éducateurs, les religieux, puissent puiser dans ce patrimoine pour l'enseigner à nos enfants pour les imprégner du droit sacré de respecter toute vie, ce que nos aïeux nous ont légué. J'espère qu'un jour ces textes fondateurs feront partie de cette éducation à la paix dont l'Islam originel a été le porteur et que l'on comprendra qu'ils ne sont nullement en contradiction avec les préceptes des droits de l'homme rédigés beaucoup plus tard en Occident.

***Mémoria :* *Le choc des civilisations : un mensonge, puisque tout était dans le partage, il y a des siècles ? Imputez-vous ce mal en dehors des préjugés et de l'obscurantisme, chez les uns et les autres, à la mondialisation ?***

***Cheikh Bentounès :*** Le choc des civilisations a fait couler beaucoup d'encre. Il est l'alibi sur lequel s'appuie une école de pensée élaborée par les néoconservateurs américains dont le principal protagoniste est le professeur Samuel Huntington, un ancien membre du Conseil de sécurité national de l'administration Carter. L'attentat du 11 septembre 2001 provoqua un choc émotionnel sans équivalent et projeta cette thèse sur le devant de la scène pour devenir une nouvelle explication de l'histoire du monde. Cette vision qui divise le monde en un duel entre les cultures et les civilisations est proposée pour justifier une guerre globale et préventive d'une Amérique atteinte dans son orgueil de grande puissance et porteuse de son *« rêve américain ».* La suite on la connait. L'administration Bush pour punir les méchants terroristes réveilla la dynamique d'une violence qui par onde de choc jusqu'à aujourd'hui continue de semer la désolation, la peur et la crainte d'une nouvelle guerre à l'échelle planétaire.

Ce choc des extrêmes dont beaucoup d'innocents de tous les pays payent aujourd'hui le prix, où s'arrêtera-t-il ? Vouloir imposer au reste du monde les idéaux et les valeurs d'une seule culture nous mène à la ruine de toutes les cultures car les cultures, par définition, portent en elles le témoignage et l'héritage de tous les aspects de la diversité de la civilisation humaine depuis l'aube de l'humanité jusqu'à aujourd'hui. Vouloir les opposer ou les réduire nous amène à nier qu'elles se sont,

à travers l'histoire, fécondées l'une l'autre. Au contraire il faut tout entreprendre pour qu'elles nous survivent et démontrer que leurs diversités cultuelles, culturelles, philosophiques, gastronomiques, architecturales ne sont que les multiples facettes d'une humanité une et entière. Le renier c'est la mort certaine des valeurs ancestrales du génie humain. Le choc des civilisations est une fable, une tromperie qui nourrit la haine et le rejet, le pire qui peut arriver à une humanité en pleine mutation. Il n'est en fait que le choc des ignorances.

***Mémoria : Au moment où l'Islam est souvent associé à la violence par la faute de ceux qui s'en revendiquent, le vivre ensemble proposé à l'ONU, initiative née lors du Congrès féminin tenu à Oran en 2014 est plus que jamais de mise. Où en est-on du soutien pour appuyer cette problématique de la paix dans le monde ?***

***Cheikh Bentounès :*** Cette initiative née lors du Congrès international féminin – Parole aux femmes – du 27 au 30 octobre 2014 à Oran, est une première en son genre. Effectivement c'est la première fois que la société civile exprime sa volonté et ses vœux à vivre en paix, à proclamer une Journée Internationale pour la paix et le vivre ensemble et à mettre la culture de la paix comme un fondement qui lie l'avenir de la famille humaine. A cet effet, elle a présenté des engagements lors du premier Sommet mondial sur l'action humanitaire du 23 au 24 mai 2016 organisé à Istanbul par les Nations unies.

L'ONG AISA s'engage à mobiliser tous les acteurs concernés pour faire de la Journée de la paix (21 septembre décrétée par l'ONU), la Journée mondiale de la paix et du vivre ensemble afin qu'elle soit célébrée dans nos villes et nos pays pour offrir à travers l'engagement citoyen une vision partagée de notre communauté de destin et permettre à nos institutions d'adhérer à un mouvement reconnu au niveau international.

AISA ONG unternationale s'engage à créer l'Académie de Paix. Son rôle sera d'initier et d'enseigner une pédagogie et une méthode pour développer la culture de paix dans tous les segments de la société.

AISA ONG Internationale contribue à la promotion du nécessaire vivre ensemble par la culture de paix. Elle œuvre pour faciliter la compréhension des principes d'égalité des genres, de non-discrimination, de lutte contre la pauvreté, de progrès social et culturel. Elle s'oppose avec vigueur au fondamentalisme, aux conflits religieux afin de créer un monde plus juste, plus solidaire et plus fraternel, au service de l'humain. AISA ONG internationale a pris l'initiative avec la Fondation méditerranéenne pour le développement durable en Algérie et le programme MED 21 en France de créer le prix Emir Abd el-Kader pour la promotion du vivre ensemble et de la coexistence pacifique en Méditerranée et dans le monde.

Ces engagements ont été retenus par le Secrétariat général et vont être soumis à l'Assemblée générale des Nations unies afin d'obtenir l'adhésion du plus grand nombre de pays à cette initiative. A cela s'ajoute la proposition née lors du Sommet d'Istanbul de faire de l'enseignement de la culture de paix une réalité dans la pédagogie et les programmes de tous les pays d'ici 2030.

Ces engagements précisent et mettent en relief que la paix n'est pas l'absence de guerre ou de conflit mais un état d'être. Une conscience à semer et à cultiver dans les esprits des êtres humains car c'est là que naissent la violence, la haine, la xénophobie, les injustices et les incompréhensions qui font obstacle à l'unité de la famille humaine. Le 30 septembre dernier, nous avons été aimablement reçus par le Président de l'Assemblée générale de l'ONU, Peter Thomson qui soutient notre initiative et de nombreux chefs de mission de pays sont aussi disposés à la soutenir.

Un des premiers objectifs atteints grâce à cette initiative est la concrétisation du prix Emir Abd el-Kader pour la promotion du vivre ensemble et de la coexistence pacifique en Méditerranée et dans le monde (voir le compte rendu en ligne sur les sites aisa-ong.org ou djanatualarif.net).

Le deuxième est l'obtention et la création auprès de l'UNESCO de la Chaire Émir Abd El-Kader.

Le troisième est l'adhésion de la ville d'Alger à l'Observatoire

international des Maires pour le Vivre ensemble aux côtés de nombreuses grandes villes et capitales du monde.
Le quatrième est la célébration du Festival du vivre ensemble dans plusieurs villes du sud de la France : Cannes, Marseille, etc.
Le dernier est la construction de la première Maison de la Paix avec la collaboration de la Mairie de la ville nouvelle d'Almere pour les jeunes aux Pays-Bas.
Bien évidemment, une tâche immense nous attend pour répandre et semer la culture de paix et tous les avantages qu'elle peut susciter dans les relations humaines et le développement économique et social pour la prospérité et l'épanouissement des générations à venir. Pas de paix durable sans développement durable.

***Mémoria : Les voix de la guerre sont plus fortes que celles de la paix, comment comptez-vous inverser cette tendance et démontrer que la culture de la paix reste plus rentable et bénéfique pour tous ?***

***Cheikh Bentounès :*** Rappelons les faits. Les coûts astronomiques humains et économiques de la guerre, nous amènent à nous poser cette question fondamentale, légitime et raisonnable, n'est-il pas temps aujourd'hui de reconsidérer les résultats de cette course folle et meurtrière qui sème le chaos et la désolation. Le moment n'est-il pas arrivé à ce que collectivement et individuellement l'humanité toute entière se lève et proclame son rejet et son horreur face à tous ceux qui, par intérêt politique ou économique, soutiennent et alimentent les conflits destructeurs dans le monde. Le Secrétaire général de l'ONU, Monsieur Ban Ki Moon, dans son rapport adressé au Sommet Humanitaire Mondial à Istanbul nous révèle que ces conflits sont en perpétuelle augmentation, qu'ils semblent devenir la norme et qu'aucun intervenant ne peut seul les régler : *« Après avoir diminué vers la fin des années 90 et au début des années 2000, le nombre de guerres de grande envergure est passé de 4 en 2007 à 11 en 2014. Le coût économique et financier des conflits et des violences a atteint, selon certaines estimations, 14 300 milliards de dollars, soit 13,4 % de la valeur de l'économie mondiale.*
*Pour un tiers les guerres civiles actuelles font intervenir des acteurs extérieurs qui soutiennent au moins l'une des parties au conflit. Cette « internationalisation » des guerres civiles rend ces dernières encore plus meurtrières et les prolonge. Entre 2012 et 2014, les forces de maintien de la paix autres que celles des Nations unies ont augmenté de 60 %. Près des deux tiers des soldats de la paix et presque 90 % des missions politiques spéciales des Nations unies travaillent dans des pays en proie à des conflits très intenses, ou pour ces derniers. Plus de 80 % des financements humanitaires sollicités par les Nations unies sont utilisés pour répondre aux besoins dans des situations de conflit. »*
A chacun de nous, face à sa conscience, de mesurer l'ampleur de la catastrophe qui nous guette tous sans exception aujourd'hui ou demain. Et qu'il s'interroge à qui profite cette situation. Si la paix est un facteur de prospérité indéniable pour le plus grand nombre, les guerres partisanes ne font qu'enrichir une minorité qui les entretient et prospère sur les malheurs qu'elles engendrent. A chacun et à chacune d'entre nous de prendre son parti.

***Mémoria : La modernité des structures sociales a-t-elle ébranlée le courant mystique sur l'échiquier national ?***

***Cheikh Bentounès :*** Tout dépend de ce que nous appelons la modernité. Ce qui est moderne aujourd'hui sera ancien demain. Quant à la spiritualité, elle n'est ni ancienne ni moderne. Elle a toujours et de tous temps accompagné l'évolution de l'homme. Ce qui a été ébranlé en réalité c'est la structure traditionnelle de la société. Cela vaut pour notre pays comme pour le reste du monde et principalement la société musulmane qui n'arrive pas à trouver un équilibre entre tradition et modernité. Elle hésite, tâtonne, s'interroge entre les courants qui lui proposent soit d'Islamiser la modernité, soit de moderniser l'Islam. Les deux aspects entretiennent une confusion entre ce qui est de l'ordre du progrès naturel de toute société dans ses aspects sociaux, économiques, technologiques, etc., et le retour

aux sources, la société ancestrale, pour préserver l'identité culturelle et religieuse de notre société. Un choix impossible et un débat à mon sens voué à l'échec. L'Islam est avant tout un message spirituel, universel, héritier de toute la tradition prophétique depuis la nuit des temps et s'adaptant à toutes les époques. Il repose sur une doctrine claire et sans aucune ambiguïté, *« attawhid »*, l'unité divine. Ce qui nous amène à une vision unitive de la Création et de l'humanité en faisant de l'Homme le Khalifât de Dieu sur terre. Mais que signifie être Son Représentant? C'est déjà comprendre que nous ne sommes pas Lui, le Tout-Autre. Sa transcendance absolue voue les créatures que nous sommes à ne jamais pouvoir nous identifier entièrement à Lui sans pour autant, par Son immanence, nous Le rendre inaccessible et absent.
*« Il est avec vous où que vous soyez »* Coran sourate 57, verset 4. Son intimité parvient à se révéler à nous à mesure que nous incarnons et prolongeons sur terre son acte créateur unique et originel. Des multiples étapes de l'évolution humaine qui a conduit l'humanité présente de l'homo sapiens à l'homo faber des temps modernes, surgira peut-être dans l'avenir l'homo creator, un être réalisé, confiant et responsable enfin prêt à répondre présent à l'appel du dessein divin.
Prenons conscience que tout procède de Lui dans un jaillissement incessant : *« Il est le Créateur qui ne cesse de créer » (Coran, XV, 86)*, et cela sans jamais que Sa création ne puisse épuiser les possibilités infinies qu'Il recèle. Prenons garde aux solutions définitives, aux réponses toutes faites et faussement rassurantes d'un monde prométhéen qui a eu la prétention d'avoir trouvé, grâce aux progrès de la science et de ses applications techniques, la panacée universelle, et qui récolte au lieu d'une humanité apaisée et affranchie de ses désirs illusoires, une humanité désorientée et troublée par l'extrême vulnérabilité de sa condition terrestre et l'incertitude de son avenir.

***Mémoria :* Dans une de vos conférences, vous avez soutenu que la synthèse des religions est la meilleure base d'une fraternité durable ? Pouvez-vous nous en dire plus ?**

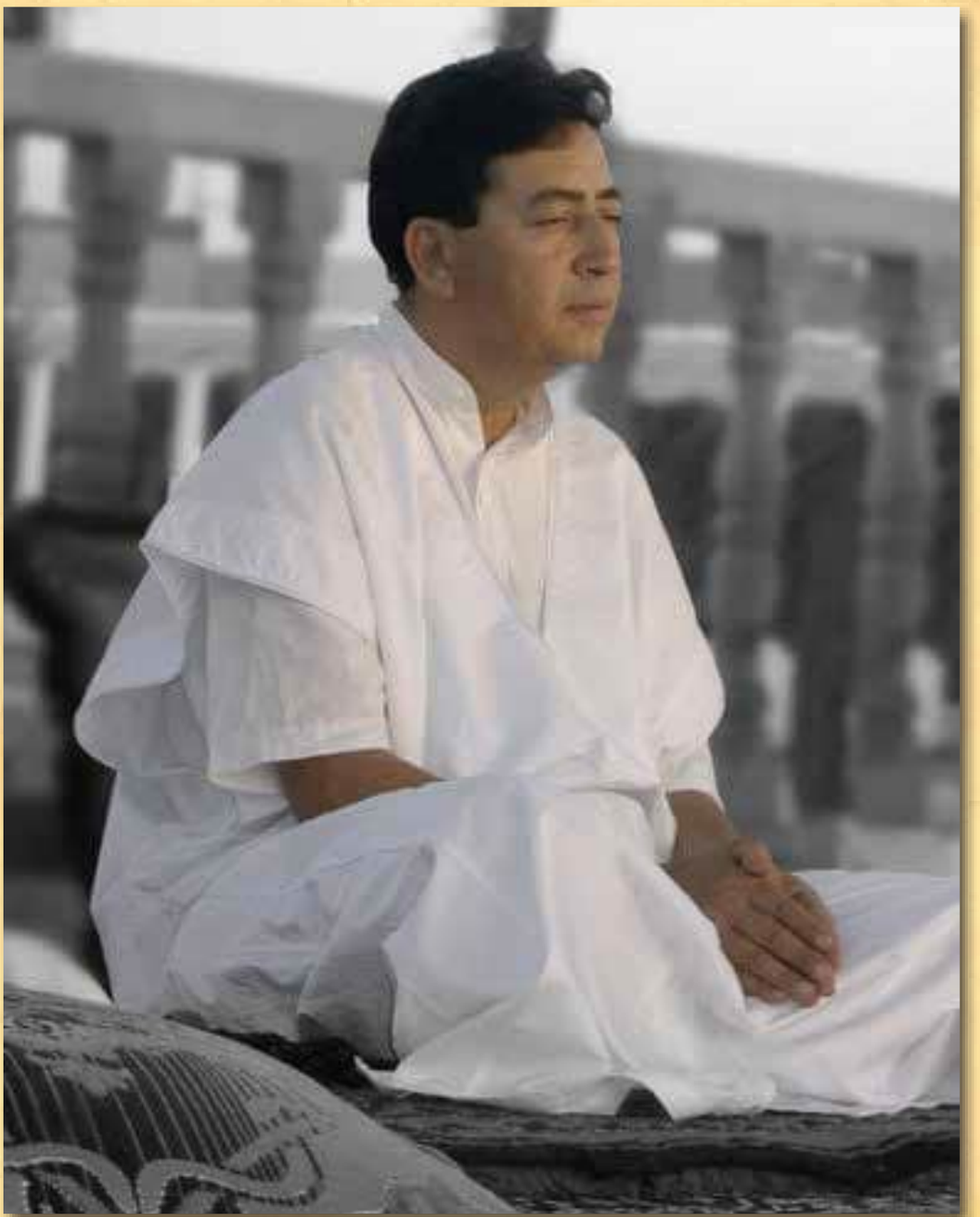
***Cheikh Bentounès :*** Loin de moi toute prétention de promouvoir l'avènement d'une nouvelle religion qui serait la synthèse de toutes les religions existantes. *« Si Dieu l'avait voulu, il aurait fait de vous une seule communauté. Mais il a voulu vous éprouver par le don qu'il vous a fait. Cherchez à vous surpasser les uns et les autres par les bonnes actions. Votre retour à tous se fera vers Dieu, il vous éclairera au sujet de vos différends » (Sourate 48-verset 5)* nous dit le Coran. Vouloir aller à l'encontre de cette volonté divine qui a voulu cette diversité c'est pour moi nier la richesse qu'elle implique. Réconcilions les uns et les autres pour nous retrouver autour de valeurs communes et partagées dans le respect et la dignité de chacun pour éviter le danger d'un prosélytisme qui s'attribue l'exclusivité de la vérité et veut l'imposer aux autres comme seul et unique chemin de salut. Et évitons que la religion ne devienne une idéologie au service d'agendas politiques qui alimentent et nourrissent les conflits sans fin.

***Mémoria :* Un dernier mot, Cheikh Bentounès ?**

***Cheikh Bentounès :*** Certains avaient prédit la mort de Dieu, c'est-à-dire la fin des religions. Or c'est à l'inverse que nous assistons en ce début de XXIe siècle. Le phénomène touche pratiquement l'ensemble des continents. Comment peut-on comprendre et analyser ce regain du religieux, notamment auprès de nombreux jeunes en quête d'une nouvelle identité qui parfois les amène à commettre des actes d'une violence terrifiante, préférant la mort à la vie. Ni les institutions religieuses officielles, ni les pouvoirs politiques, ni les intellectuels n'ont pour l'instant de réponse claire et objective face à cette nouvelle réalité.
Et si la réponse était d'ordre moral, éthique et spirituel ? Ne sommes nous pas invités à faire un pas en dehors de nous même afin de découvrir que la Présence divine a pris pour demeure le cœur de tous les êtres. *« Le mystère présent dans le cœur d'un homme est le mystère présent en tout cœur d'homme. »*, comme l'expriment les mots d'Henri Le Saux.

*« Nous sommes plus proche de lui que sa veine jugulaire »* Sourate Qâf, verset 16, confirme le Coran.
Parole tellement précieuse à notre époque où nous sommes plus aptes à dresser des murs qu'à construire des ponts, où l'égoïsme du chacun pour soi gouverne la cité, suscitant peur et rejet. Comment guérir nos peurs qui obscurcissent nos vies ? Comment semer l'espoir dans le cœur de nos enfants ? Comment retrouver en nous le chemin de la paix qui conduit à l'amour ? Comment sortir de la prison du moi par la liberté du don de soi ?

*Interview réalisé par Leïla Boukli*



# LA ZAOUÏA AL ALAWIYA DE MOSTAGANEM

Par **Leila Boukli**

***Les zaouïas font partie intégrante de notre patrimoine historique spirituel. Lieux de savoir et de science, elles ont de tout temps constitué une source de rayonnement spirituel et culturel pour la société algérienne qui vient y requérir le savoir et un enseignement religieux. Mais aussi consolation et réconfort en cas de détresse ou encore pour régler les litiges familiaux.***

*Portrait de Cheikh Ahmed Ben Mustapha El Alawi*

Les zaouïas font partie intégrante de notre patrimoine historique spirituel. Lieux de savoir et de science, elles ont de tout temps constitué une source de rayonnement spirituel et culturel pour la société algérienne qui vient y requérir le savoir et un enseignement religieux. Mais aussi consolation et réconfort en cas de détresse ou encore pour régler les litiges familiaux.

C'est à Mostaganem, ville de l'ouest algérien, que se trouve le siège de la Tariqa El Alawiya, héritière de la Shadilliya- Darkawiya dont le fondateur éponyme est le Cheikh Ahmed Ben Mustapha El Alawi (1869-1934). Hadj Adda Bentounès (1898-1952), son disciple, lui succédera.

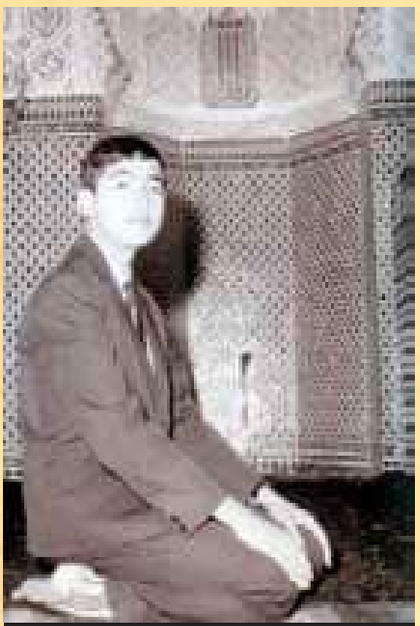
Cette confrérie soufie est une chaîne spirituelle ininterrompue remontant à travers le temps, de maître à maître, jusqu'au Prophète Mohamed (QSSL) et qui compte plusieurs milliers d'affiliés dans le monde.

Khaled Bentounès grandit donc parmi les sages dans ces lieux de savoir et de sciences où l'hospitalité et la tolérance ne sont pas un vain mot. Mais en 1969, il décide de partir étudier le droit et l'histoire à Paris, et y installe une entreprise d'import-export.

En 1975, son père le Cheikh Hadj Al Mahdi Bentounès qui était le guide spirituel de la zaouïa Al Alawiya décède le 24 avril 1975. Khaled retourne en Algérie pour l'inhumation. Le Conseil des sages le désigne, alors qu'il n'avait que 26 ans, pour prendre la succession du défunt. Après plusieurs refus, il accepte cette responsabilité et devient le 46e maître spirituel soufi de la Alawiya. Il y apporte son esprit ouvert et depuis sillonne le monde.

En 1986, le Cheikh Bentounès participe aux rencontres d'Assises (Italie) à l'appel du Pape Jean Paul II, qu'il rencontre.

En janvier 1991, il fonde les Scouts musulmans de France avec des ramifications dans toute l'Europe. En 1999, il crée l'Association Terres d'Europe, trait d'union entre l'Islam et le monde occidental afin de favoriser un dialogue de paix et de réconciliation. Puis la même année sur invitation du Dalai Lama, il rejoint la Rencontre Intertradition en Savoie. En janvier 2000, il est l'initiateur du Colloque international pour un « Islam


Khaled Bentounes, jeune à la Mosquée

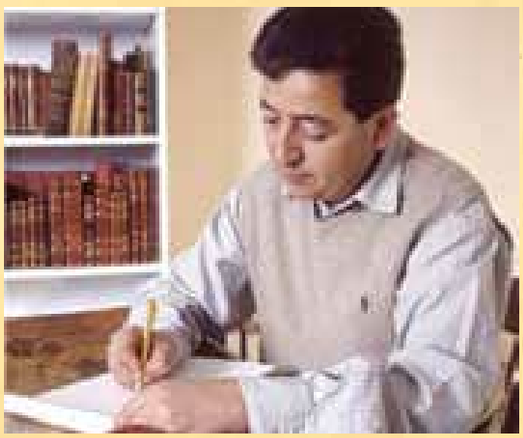
Khaled Bentounes

de paix » qui se déroule à l'Unesco. En 2001, il fonde l'Association Internationale soufie Alawiya (AISA) à Drancy. Il en est le Président d'honneur. En 2003, le Cheikh est l'un des fondateurs du Conseil français du culte musulman. En 2012, AISA est reconnue comme organisation non gouvernementale internationale (ONGI) par l'ONU et acquiert le statut consultatif spécial du Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC)

L'AISA ONG a pour vocation principale d'œuvrer à l'émergence d'une société du mieux vive ensemble en s'appuyant sur un héritage spirituel et humaniste. Elle œuvre dans le domaine de la paix, de la dignité humaine, du rapprochement entre les peuples et de la fraternité mondiale. En octobre 2014, elle organise à Oran le Congrès international féminin pour une culture de paix « Paroles aux femmes ». Ce congrès, une première mondiale, a eu pour objectif d'amorcer une réflexion sur l'importance des femmes et du féminin pour l'humanité.

Le Cheikh Bentounès est aussi président fondateur de plusieurs autres associations et fondations basées en Europe et au Maghreb. Citons, entre autres, l'Association Thérapie de l'âme, la Fondation méditerranéenne du développement durable ou encore l'Association Cheikh al Alawi pour la renaissance du patrimoine soufi, celle pour l'Education et la culture soufie.

A son actif, de nombreuses actions pour le développement durable, notamment en réintroduisant depuis 2000 la culture de l'arganier en Algérie, disparue depuis des dizaines d'années.



C'est à partir d'Oran, le 30 octobre 2014 qu'a été lancée par AISA la campagne de mobilisation mondiale pour que l'ONU décrète la « Journée mondiale du vivre ensemble ». Dans ce cadre, une pétition à l'intention de l'ONU a été ouverte *« pour démontrer aux autorités politiques notre désir de paix »*, dit-il. Il a appelé toutes les bonnes volontés sans distinction de races, de cultures ou de religions à signer cette pétition en soulignant que *« plus nous serons nombreux à choisir de mieux vivre ensemble, plus notre engagement changera le monde ».*

Ecrivain, pédagogue, conférencier et acteur du dialogue interreligieux, le Cheikh Bentounès parcourt le monde depuis de nombreuses années pour transmettre l'enseignement traditionnel du soufisme. Il se fait le témoin d'une culture de paix et de fraternité soucieuse d'unir les efforts des uns et des autres afin de dégager un dénominateur commun, nourri par des valeurs universelles partagées.

Homme de médiation et d'action, il s'est engagé très tôt dans des actions culturelles et sociales et compte un nombre important de publications portant sur l'Islam, le soufisme et la problématique de la paix.

*Leila Boukli*

Salle de prière de la zaouia el Alaouiya

Cheikh Bentounes en tenue scout à Bordeaux en 2007

# PRIX EMIR ABD EL-KADER

POUR LA PROMOTION DU VIVRE ENSEMBLE
ET DE LA COEXISTENCE PACIFIQUE EN MEDITERRANEE ET DANS LE MONDE
Siège de la Fondation Djanatu-al-Arif MOSTAGANEM
mercredi 21 septembre 2016

جائزة الأمير عبد القادر 1437
Prix Emir ABDELKADER 2016

# COMPTE RENDU

Djanatu al Arif

AISA
ONG Internationale

MED 21
Programme MED 21

Mostaganem

## 1- Un évènement de portée internationale

La cérémonie de remise du prix *Émir-Abdelkader* a réuni près de 3500 participants le 21 septembre 2016 à Mostaganem, au siège de la fondation Djanatu al-Arif. Un événement exceptionnel par sa nature, son ampleur et le message qu'il véhicule. Venu de toutes les régions d'Algérie et de l'étranger, ce public représentait toutes les couches de la société en présence du ministre de la Culture, de sept anciens membres de gouvernement, d'une secrétaire d'État et ministre belge, de plusieurs ambassadeurs et consuls, de généraux, de walis, de cheikhs de tariqa (voie soufie) ainsi que du maire de Mostaganem et de la ville d'El Kader aux USA.

## 2- Un lieu magique pour accueillir l'événement : le siège de la fondation Djanatu Al Arif

C'est dans un lieu magnifique que s'est déroulée la première édition de la remise du *« Prix Émir-Abdelkader pour la promotion du vivre-ensemble et de la coexistence pacifique en Méditerranée et dans le monde »*. Pendant près de deux semaines, les préparatifs battent leur plein et les nombreux bénévoles de la fondation Djanatu al-Arif et d'AISA ONG internationale s'activent pour permettre à la cérémonie de se dérouler dans les meilleures conditions et accueillir ce très

Vue aérienne de la Fondation Djanatu Al Arif, lieu de l'événement

nombreux public. Les jardins, les chemins, les bâtiments, les enclos des animaux (chevaux, vaches, chèvres,…), les bassins, les fontaines, tout doit être en parfait état.

Deux grands chapiteaux de plus 1000 places sont installés et équipés d'une scène avec un écran géant pour les projections. La plus grande partie est munie de chaises pour les convives tandis que la partie à droite de la scène est recouverte de tapis destinés aux tolbas qui réciteront le Coran pour un hommage spirituel à l'Emir. Une grande tente bédouine (khayma) est installée dans le jardin afin d'accueillir les personnalités durant le dîner.

## 3- Dans une ambiance de fête

Dés le début de l'après midi les jardins sont investis par les nombreux citoyens de tous horizons, de toutes générations venus en famille ou entre amis pour profi-

Musiciens accueillant les invités

Cavaliers accueillant les invités

Les tolbas

Public nombreux et attentif

ter de cette journée dans un climat de joie, de fraternité et d'amour en l'honneur de l'Emir Abd el-Kader dont la pensée et les valeurs qu'il incarnait ne cessent de se développer et de s'enrichir à travers le temps. Ils sont accueillis à leur arrivée par des cavaliers, un autre hommage à l'Emir, cavalier émérite et amoureux des chevaux. Des groupes de musiques traditionnelles égayent l'atmosphère au son de la ghaita et du bendir.

Cette atmosphère accompagnera les présents tout au long de l'après-midi jusqu'au repas du soir partagé entre amis ou en famille sur le gazon.

## 4- Arrivée des personnalités et visite des expositions

Les nombreuses personnalités qui vont participer à la cérémonie, arrivées de l'étranger, d'Alger ou des wilayas de Mostaganem et d'Oran ont rendez vous dans le haras Hocine El Mansour, proche du siège, pour le déjeuner offert par le wali de Mostaganem. C'est le moment des rencontres et des échanges, un moment convivial.

A partir de 15h, le ballet des véhicules officiels arrivant au siège de la fondation va se poursuivre pendant plus d'une heure. Avant de rejoindre leur place sous les chapiteaux qui sont déjà remplis d'un très nombreux public, les personnalités sont conviées à la visite du patio du bâtiment principal ou l'on découvre les oriflammes des voies soufies de la région de Mostaganem ainsi qu'une exposition des objets ayant appartenu

*Oriflammes des voies soufies de la région de Mostaganem dans le patio de la fondation*

*Vitrine d'objets ayant appartenu à l'Emir Abd el-Kader*

à l'Emir Abd el-Kader. La visite est commentée par le cheikh Khaled Bentounes, guide spirituel de la Tariqa Alâwiyya et président d'honneur de AISA ONG Internationale et de la fondation Djanatu al-Arif.

Les nombreuses personnalités présentes se dirigent ensuite vers le chapiteau pour prendre place. Citons quelques noms des personnalités diplomatiques, politiques et culturelles qui ont honoré l'association par leur présence : Azzedine Mihoubi, Ministre de la Culture du gouvernement algérien, Madame Fadila Laanan, ministre du gouvernement francophone bruxellois, Madame Safira Mashrusah, ambassadrice plénipotentiaire de l'Indonésie, Madame Isabelle Roy, ambassadrice du Canada, Sam Reda Amiry, ambassadeur d'Iran, Pierre Gillon, ambassadeur de Belgique, Andrijazevich Marin, ambassadeur de la Croatie, Alejandro Polanco, ambassadeur d'Espagne, Driss Djazairi, ancien ambassadeur. Etaient également présents messieurs les consuls généraux du Maroc, de la France et de l'Espagne, des représentants des Ambassades de la Palestine et de la Hollande, ainsi que, Madame Dominique Poirier, responsable des relations internationales à la ville de Montréal et représentante du Maire de Montréal et Joshua Robert Pope, maire de la ville d'El Kader dans le département de Clayton, Iowa, aux Etats-Unis.

Parmi les personnalités algériennes étaient présents aussi d'anciens ministres du gouvernement algérien, Ali Haroun, Mustapha Cherif, Ahmed Benbitour, Nacer Mehel, Bouabdellah Ghoulamallah, ainsi que plusieurs généraux, des élus du Conseil populaire national et du conseil de la Oumma et des présidents des Conseils locaux de plusieurs wilaya, des représentants de partis politiques et le président et le secrétaire de la fondation Emir Abd el- Kader.

## 5- La conférence de presse

Devant un parterre de journalistes nationaux et internationaux les organisateurs, Cheikh Khaled Bentounes, Mohamed Aziza président de Med21, Hamid Demmou, président de AISA ONG Internationale et Nassredine Mouhoub, porte-parole de la fondation Djanatu al-Arif ont présenté l'événement et répondu aux questions des nombreux journalistes. Le cheikh Bentounes a commencé par rappeler l'importance de cette journée en la qualifiant « d'Akbarienne ». Il a ensuite donné le sens du Prix en insistant sur l'actualité du message de l'Emir dont le monde a tant besoin aujourd'hui. Le Pr Mohamed Aziza a donné la genèse du prix et indiqué que le souhait des organisateurs est de décerner le prix chaque année.

## 6- La cérémonie de remise du prix

Initié par AISA ONG Internationale, la fondation Djanatu Al-Arif et le programme international Med 21, le prix a été accordé à trois personnalités

Lakhdar Brahimi, lauréat rive Sud, ancien ministre des Affaires étrangères algérien et ancien secrétaire général adjoint de la Ligue arabe et des Nations unies, Federico Mayor, lauréat rive Nord, ancien ministre espagnol et ancien directeur général de l'Unesco et Raymond Chrétien, lauréat reste du monde, ancien ambassadeur du Canada et président de l'Observatoire international des villes du vivre-ensemble. Le profil des lauréats illustre parfaitement la dimension que les orga-

*Mr le Ministre de la culture Azzedine Mihoubi donnant une conférence*

nisateurs ont souhaité donner à ce Prix, dimension à la hauteur de la figure exceptionnelle de l'Emir Abd el-Kader.

La cérémonie a débuté par l'hymne national algérien suivi des discours du wali de Mostaganem Abdelwahid Temmar, de Azzedine Mihoubi, ministre de la Culture, de cheikh Khaked Bentounes et du Pr Mohamed Aziza. Le ministre a salué l'assemblée en faisant remarquer qu'il n'est pas courant qu'un nombre aussi important de personnes assiste à ce type de cérémonie, il a ensuite insisté sur l'urgence d'engager tous les efforts pour la culture de paix et du vivre ensemble et mis en avant le fait que ce Prix est un pas important dans ce sens. La personnalité de l'Emir était au centre de tous les discours. Le cheikh Khaled Bentounes rappelait l'importance de l'éducation à la culture de paix et au vivre ensemble pour aujourd'hui et pour les générations à venir.

*Hamid Demmou, Pr M.Azziza, Cheikh Bentounes et N. Mouhoub répondent aux journalistes*

*Discours de Lakhdar Brahimi, lauréat rive Sud*

## PRIX RIVE SUD : Mr Lakhdar Brahimi

Le prix rive Sud est remis à Lakhdar Brahimi par le ministre de la Culture et le cheikh Bentounes. Dans son intervention, M. Brahimi a commencé par rendre hommage au Cheikh Al- Alawi, fondateur de l'ordre soufi Alawi et à l'origine du lieu où se déroulait l'événement ainsi qu'à tous ceux qui l'ont suivi et ont œuvré au service de l'ordre et de ce lieu. Il a ensuite appelé « à ne pas laisser le champ libre à l'intolérance, à l'amalgame

*Le cheikh Bentounes et le ministre de la culture remettent le prix rive Sud à Lakhdar Brahimi*

et au mélange des genres » avant d'ajouter *« qu'il n'est pas permis d'occulter l'origine des conflits qui ensanglantent certains de nos pays, le déferlement des millions de réfugiés (…) était prévisible, et fut prévu ».*

## PRIX RIVE NORD : Mr Frédéric Mayor

Federico Mayor, n'ayant pu se déplacer pour raison de santé, s'est fait représenter par son excellence Alejandro Polanco, ambassadeur d'Espagne à qui le Prix rive Nord a été remis par Driss Djazairi et Hamid Demmou, président de AISA ONG Internationale. M. Mayor a tenu à transmettre son message enregistré sur une vidéo qui a été diffusée sur l'écran géant. Il dit : *« l'Emir Abd el- Kader est un symbole de tolérance et de fraternité dont le monde d'aujourd'hui a besoin et nous devons nous en inspirer pour notre comportement quotidien » ;* puis de dénoncer : *« On a essayé de substituer aux Nations unies les G6, G7, G8, G20 ; comment quelques groupes de pays peuvent avoir dans leurs mains la gouvernance du monde ? Il faut refonder le système des Nations unies pour éviter aux générations futures l'horreur de la guerre »* ; il terminera en rejetant l'adage *« Si vis pacem para bellum », « si tu veux la paix prépare la guerre »* en affirmant le contraire : *« Si tu veux la paix prépare la paix et je m'engage à travailler en faveur de la paix. »*

*Discours en visioconférence de Federico Mayor lauréat rive Nord*

*Driss Djazair et Hamid Demmou remettent le prix rive Nord à son excellence Alejandrro Polanco représentant Frederico Mayor, lauréat rive Nord*

Au cours de la remise des prix, le wali d'Oran Abdelghani Zaalane, le wali de Mostaganem, Abdelwahid Temmar accompagné de Bouras Elketroussi, président de l'Assemblée populaire de wilaya et Abdelhamid Smain, maire de Mostaganem ont remis des cadeaux à tous les lauréats de la part de la wilaya et de la ville de Mostaganem.

## PRIX RESTE DU MONDE : Mr Raymond Chretien

Le prix Reste du monde est ensuite remis à M. Raymond Chrétien par Mme Fadila Laanan et Mohamed Aziza. M. Chrétien prend la parole et affirme que *« quel que soit le pays d'où nous venons,*

*Mme Fadila Laanan et le Pr Mohamed Aziza remettent le prix reste du Monde à Raymond Chrétien*

*Discours de Raymond Chrétien, lauréat Reste du Monde*

*quelle que soit notre race, quelle que soit notre religion, quelle que soit notre langue, nos valeurs, l'évolution inexorable de notre petite planète bleue nous forcera au cours des années à venir, à inventer mille et une façons d'apprendre à mieux vivre ensemble ».*

## PRIX MENTION SPECIALE Chaire « Emir Abdel Kader »

La cérémonie s'est poursuivie par la remise de la mention spéciale du prix qui a été décernée aux promoteurs de la Chaire « Emir Abd el-Kader » de l'Université d'Alger. Il s'agit du Pr. Tahar Hadjar, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique représenté par le secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur, Mohamed Saleh Seddiki, et de Dr Issam Toualbi, directeur de la Chaire.

*Le cheikh Bentounes et Nasseredine Mouhoub remettent le prix chaire Emir Abelkader à Mohamed Seddiki et Issam Toualbi*

## 7- DISCOURS DES PRESIDENTS DE SEANCE

Cette cérémonie de remise du Prix a été présidée par Madame Fadila Laanan, Secrétaire d'Etat et Ministre du Gouvernement francophone bruxellois (Belgique) et son Excellence Monsieur Driss Djazairi, ambassadeur et directeur exécutif du Centre de Genève pour la promotion des Droits de l'Homme et le Dialogue global.

Mme Laanan a insisté dans son discours sur l'importance de tisser les liens à tous les niveaux et elle s'est dite disposée à renforcer les

relations entre Bruxelles et Mostaganem et entre la Belgique et l'Algérie.

M. Driss Djazairi terminera son discours par *« Prêtons donc tous, au nord et au sud de la Méditerranée attention à cet appel de l'Emir à la tolérance, je dirai plus, à la connivence, car il ne s'agit pas seulement de se tolérer mutuellement mais de s'apprécier. De prendre aussi goût à la beauté de la diversité qui enrichit nos sociétés ».*

Discours de M. Driss Djazairy, Directeur exécutif du Centre de Genève pour la promotion des Droits de l'Homme et le Dialogue global

Discours de Mme Fadila Laanan, Secrétaire d'Etat et Ministre du Gouvernement francophone bruxellois (Belgique)

## 8- Remise de la clé de la ville de Mostaganem au maire d'El Kader (USA)

Discours de J.R Pope maire de la ville d'El-Kader (USA)

Le dernier intervenant de la journée était un invité particulier. Il s'agit de Joshua Robert Pope, maire de la seule ville au monder qui porte le nom d'El – Kader, siège du comté de Clayton dans l'Iowa aux Etats-Unis. Venu spécialement pour l'occasion, il découvrait pour la première fois le pays dont le fondateur avait donné le nom à sa ville. Dans son discours plein d'émotion, il s'est dit fier de représenter la ville qui porte le nom de ce personnage illustre et il est revenu sur l'histoire de la création de la ville. C'est en 1846 que, trois Américains, John Thompson, Timothy Davis et Chester Sage, décident ainsi de nommer leur petit campement qui deviendra la ville d'El Kader. L'émotion était à son comble lorsque le maire de Mostaganem a remis symboliquement la clé de la ville de Mostaganem à M. Pope qui nous a dit qu'elle sera exposée dans son bureau de la mairie de la ville.

J.R Pope maire de la ville d'El-Kader (USA) reçoit la clé de la ville de Mostaganem des mains du maire de Mostaganem

## 9- Partage du dîner en fin de soirée

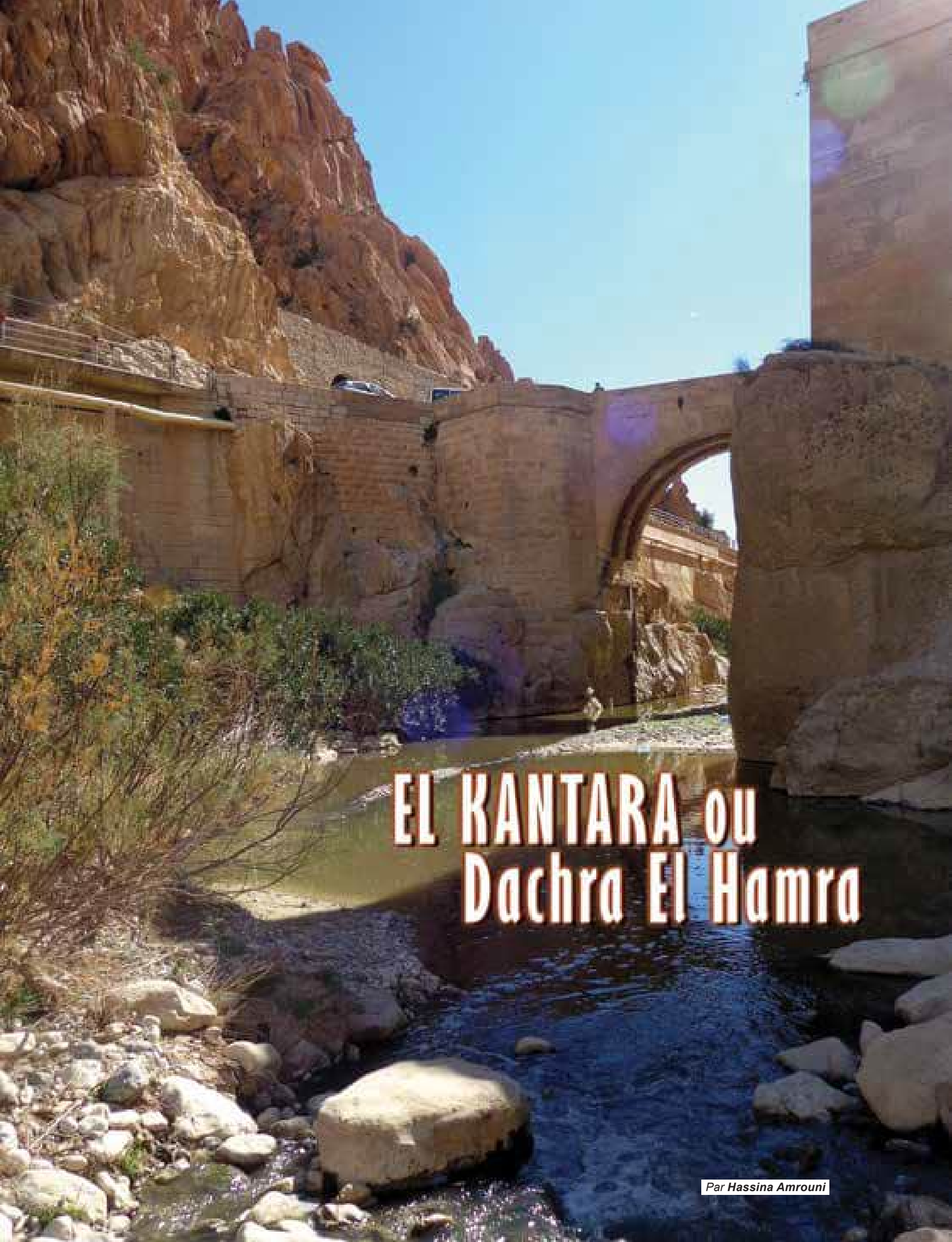
L'ensemble des présents est ensuite invité à partager un repas dans une atmosphère de joie fraternelle à même le gazon. Les personnalités invitées se retrouvent sous la grande tente bédouine (khayma) pour un dîner traditionnel.

Dîner partagé sur le gazon du jardin de la fondation Djanatu al-Arif

Dîner de clôture sous la tente bédouine (Khayma)

## .10- Conclusion

Que retenir de cet événement et de ce prix dédié à un homme qui a marqué son siècle et légué à la postérité ce message : « Si les musulmans et les chrétiens avaient voulu me prêter leur attention, j'aurais fait cesser leurs querelles ; ils seraient devenus extérieurement et intérieurement des frères. » Nous souhaitons que ce prix soit la première pierre de la fondation de la culture de paix et du vivre ensemble posée dans son pays en cette mémorable journée et que les générations à venir au-delà de leur appartenance raciale, culturelle ou religieuse construiront leur avenir l'un avec l'autre et non l'un contre l'autre. Tous ensemble, chacun selon ses moyens et ses aptitudes, peut à son tour apporter humblement à cette initiative sa part pour construire la demeure de la paix pour réconcilier la famille humaine.

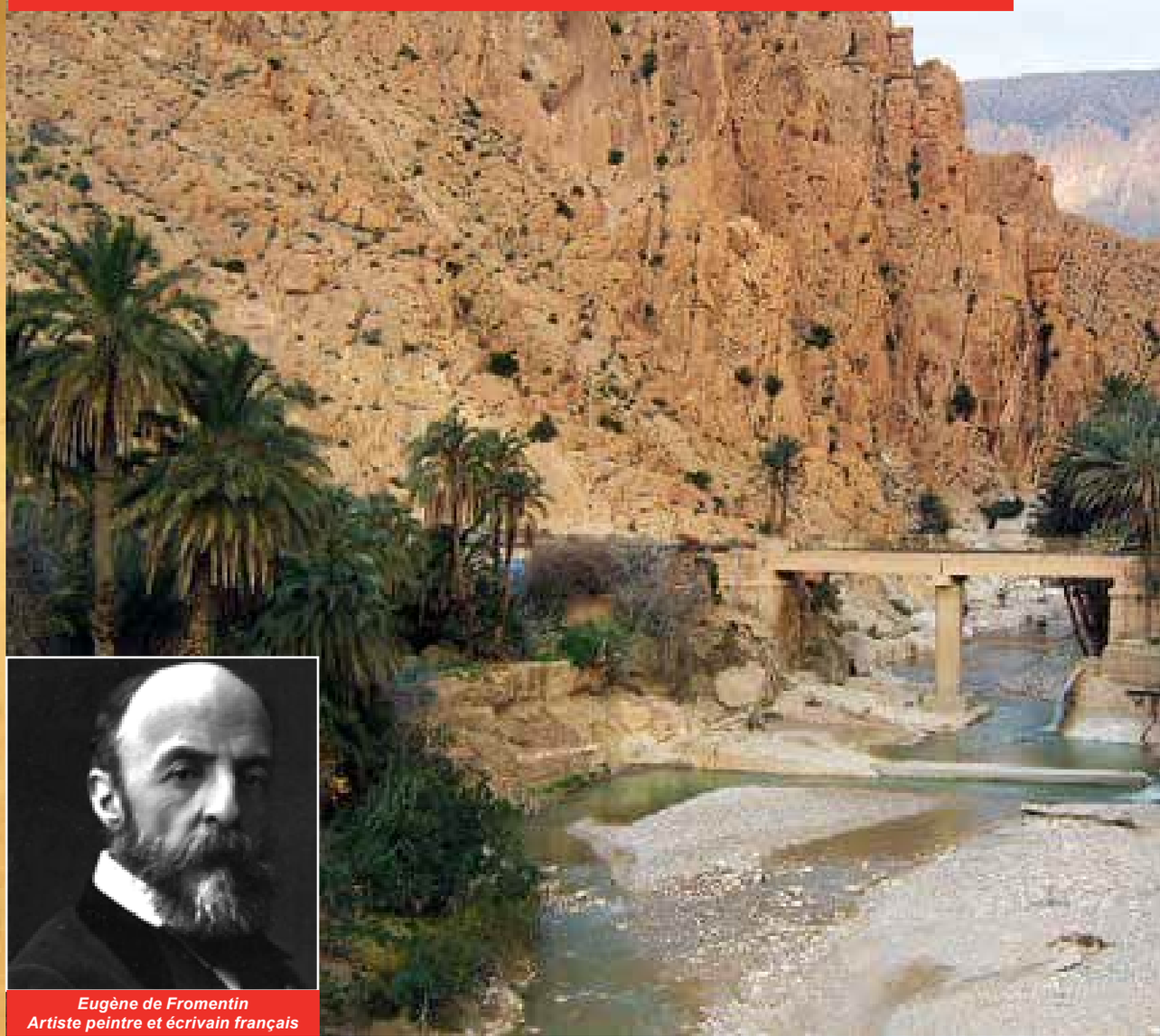


# EL KANTARA ou Dachra El Hamra

Par **Hassina Amrouni**

# El Kantara

**Immortalisée par les écrivains, louée par les poètes, El Kantara demeure cette cité millénaire qu'Eugène de Fromentin surnommait « La Porte d'or ».**





Eugène de Fromentin
Artiste peintre et écrivain français

Située à une soixantaine de kilomètres au sud-ouest de Batna et à 52 km au nord de Biskra, cette magnifique oasis est célèbre pour ses oueds, ses barrages et son patrimoine classé.

D'abord habitée par les Berbères, la région connaîtra l'invasion romaine dès le 1er siècle après J.-C. dont la présence est justifiée par l'ouverture d'une voie sécurisée entre les deux villes romaines Tobna ou Thubunae et Timgad. L'oasis prend le nom de Calceus Herculis et devient très vite un centre urbain et militaire avec l'installation de trois garnisons : le Duo Flumina, l'Ad Calceum et l'Ad Aqua Herculus.

De nombreux camps de surveillance sont installés dans toute la région, de même qu'un pont à une seule arche de 10 mètres de diamètres est érigé afin de faciliter les déplacements des personnes et des marchandises entre les deux rives de l'oued El Haï.

# El Kantara

Après le départ des Romains, les Byzantins font une brève halte dans la région, malheureusement, seules quelques traces de ces passages subsisteront encore aujourd'hui pour témoigner de cette présence.

## Expansion de l'islam

Dès 620, les troupes de Okba Ibnou Nafi' Al Fihri sont lancées à la conquête de l'Afrique du nord, la région d'El Kantara. Vers 1048, Hilaliens et Banu Sulaym décident de s'y installer durablement. On assiste peu après à la naissance de la Dachra Dhahraouia, premier noyau urbain qui deviendra El Kantara. De par leur position élevée, les habitants de la Dachra Dhahraouia parvenaient à repousser les éventuels assaillants et envahisseurs qu'ils attaquaient tantôt à l'aide de lance-pierres ou à l'aide de gourdins lorsque ces derniers osaient s'aventurer sur le pont séparant les deux rives, droite et gauche de l'oued El Haï. Cependant, malgré toute leur vigilance et leur courage, ils ne pourront guère empêcher l'arrivée des Ottomans qui y établiront un centre de collecte des impôts importants ni même celle des Français.

## Colonisation française

Alors qu'elles envahirent progressivement différentes régions du pays, les troupes françaises occupent la région dès 1844. Très peu de colons s'y sont établis, cependant pour l'armée française la région est stratégique et constitue la porte du désert. Le pont romain qui accuse le poids des siècles est plusieurs fois restauré pour continuer à faire la jonction entre les deux rives.

En 1862, sous le règne de Napoléon III, un tunnel de plus de 40 mètres est ouvert par la ligne de chemin de fer qui va vers le Sahara, la route impériale voit également le jour.

A partir de 1892, l'école française ouvre ses portes pour accueillir les enfants indigènes, Ces derniers qui

apprenaient l'arabe et le Coran au niveau des onze zaouïas existant dans la région, se verront dès lors dispenser un enseignement en langue française. Toutefois, voulant préserver l'identité algérienne et l'héritage arabo-musulman pour contrer les campagnes d'acculturation menée par les colons, l'association des oulémas musulmans algériens, sous la présidence d'Abdelhamid Ibn Badis procède à l'inauguration, en 1930, de la médersa El Houda, en présence de plusieurs maîtres penseurs et érudits dont Larbi Tébessi, Mohamed Bachir El Ibrahimi, Ahmed Reda Houhou et d'autres encore.

La région rallie ensuite le mouvement nationaliste grâce à quelques-unes de ses figures de proue, à l'image de Ramdane Mohamed Salah, Ahmed Bendiab, Mokdad Messaoud, Benghezal Maâmar et Mohamed, Bellal Mohamed Chérif, Benhafid Moussa ou des frères Soltani. La prise de conscience

touche aussi les jeunes lesquels, menés par Boubekeur Seddik Cherhabil et Bendiab Mohamed, militent sous la bannière des Scouts musulmans algériens.

## Début de la guerre d'Algérie

Alors que la guerre de libération nationale est enclenchée, El Kantara rejoint elle aussi le mouvement de lutte.

Au mois de mars 1955, Lamine Soltani met sur pied le premier co-

# El Kantara

mité de la révolution dans le but de sensibiliser les habitants de la région et les amener à jouer un rôle effectif dans la guerre et dans le mouvement national. Le 1er mai de la même année, le comité de la révolution est officiellement installé, composé de six membres, à leur tête Hocine Ben Abdelbaki. Dès lors, toute la région se voit impliquée dans la lutte, convaincue que l'union des forces était la seule voie possible vers la liberté. Aux hommes qui montent aux maquis, se joignent les femmes qui cousent et cuisinent pour les moudjahidine. Très vite, El Kantara devient un point de ravitaillement pour les hommes se trouvant au combat. Produits alimentaires et vêtements transitaient à dos de mulets par la région.

Des opérations militaires ponctueront, par ailleurs, l'engagement armé des habitants de la région, comme des coupures de poteaux téléphoniques, le minage de la voie ferrée pour faire sauter les trains, etc.

L'armée française décide, dès 1956, de lancer de nombreux raids

# El Kantara

Gorges de Djebel Metlili à El Kantara

sur les montagnes environnantes. El Kantara devient une zone opérationnelle et, deux ans plus tard, ce sont pas moins de 2500 militaires, en plus des harkis qui sont stationnés sur place. Le village est ceint de fils barbelés et de mines antipersonnel et la population est soumise à des contrôles continus et réduite dans ses mouvements en raison d'un couvre-feu instauré entre 17h et 6h du mars et ce depuis le 4 mars 1956 jusqu'à l'indépendance.

***Hassina Amrouni***

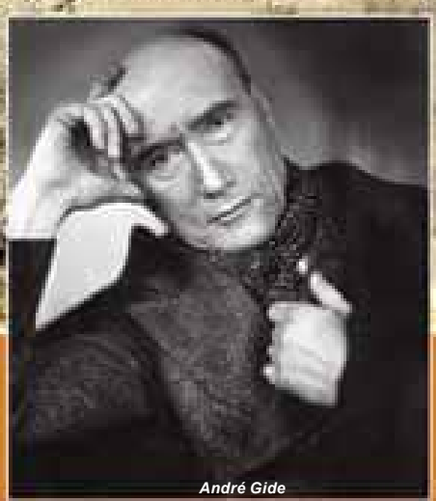
***Sources :***

****Divers articles de la presse nationale***

***1830-1962 ENCYCLOPEDIE de L'AFN***

Théophile Gautier

Louis Bertrand

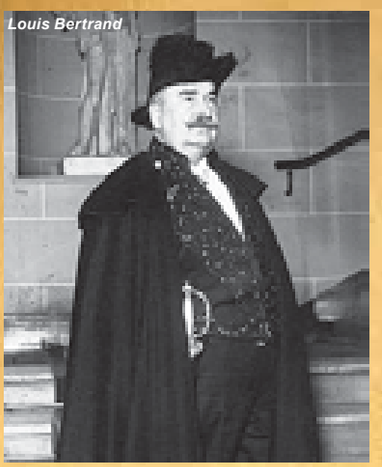


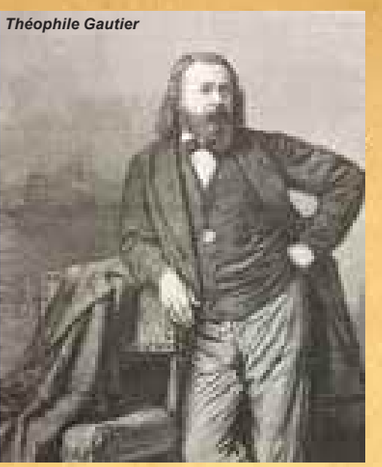
André Gide

# Quand El Kantara inspire peintres et écrivains

Hassina Amrouni

# El Kantara


Louis Bertrand

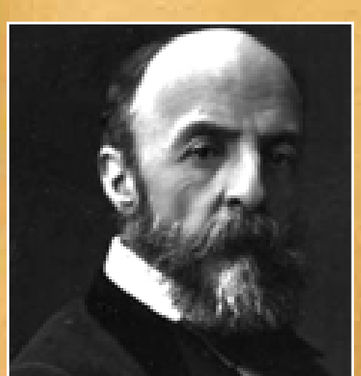

Théophile Gautier

André Gide

**Muse parmi les muses, El Kantara a fait délirer les écrivains, chanter les poètes et enchanter les artistes peintres. Au fil des siècles et depuis la mythologie romaine, ils n'ont eu de cesse de louer sa beauté enchanteresse.**

Dans les Belles-lettres, de nombreux écrivains dont André Gide, Théophile Gautier, Louis Bertrand et bien d'autres encore se sont distingués par des textes littéraires d'une grande finesse, au travers desquels ils évoquent El Kantara et sa magie ensorceleuse.

De passage dans la région en 1853, Eugène Fromentin la décrit ainsi : *« El-Kantara, le pont garde le défilé et pour ainsi dire l'unique porte par où l'on puisse passer, du Tell, pour pénétrer dans le Sahara. Ce passage est une déchirure étroite, qu'on dirait faite de main d'homme, dans une énorme muraille de rochers de trois ou quatre cents pieds d'élévation. Le pont, de construction romaine, est jeté en travers de la coupure. Le pont franchi, et après avoir fait cent pas dans le défilé, vous tombez, par une pente rapide, sur un charmant village, arrosé par un profond cours d'eau et perdu dans une forêt de plusieurs milliers de palmiers. Vous êtes dans le Sahara. Au-delà s'élève une double rangée de collines dorées, derniers mouvements du sol, qui, douze lieues plus loin, vont expirer dans la plaine immense et plate du petit désert d'Angad, premier essai du grand désert. Grâce à cette situation particulière, El-Kantara, qui est, sur cette ligne, le premier des villages sahariens, se trouve avoir ce rare privilège d'être un peu protégé par sa forêt contre les vents du désert, et de l'être tout à fait contre ceux du nord par le haut rempart de rochers auquel il est adossé. »*


Eugène de Fromentin
Artiste peintre et écrivain français

Plus poétique, André Gide écrit en 1897 : *« À El-Kantara, où je m'attarderais deux jours, le printemps naissait sous les palmes, les abri-*

*cotiers étaient en fleurs, bourdonnant d'abeilles ; les eaux abreuvaient les champs d'orge ; et rien ne se pouvait imaginer de plus clair que ces floraisons blanches abritées par les hauts palmiers, dans leur ombre abritant, ombrageant à leur tour les céréales. Nous passâmes dans cet éden deux jours paradisiaques, dont le souvenir n'a rien que de souriant et de pur ».*

Aux textes des auteurs étrangers viennent s'ajouter ceux d'enfants du pays, des natifs de la région qui consacrent des textes littéraires et poétiques à la vaillante El Kantara.

Né en 1927, Boubaker Seddik Cherhabil fait partie, sans doute, des poètes les plus prolixes de Dechra El Hamra. Bien qu'autodidacte, ses poèmes ont dépassé les frontières de son village natal et certains ont même été primés.

En 1953, il écrit ce très beau poème :

***« Gorges d'El-Kantara, ô vision magnifique !***
***Des arbres poussent sur les roches antiques***
***Des fleurs croissent dans les ravins***
***Embaumant l'air de beaux parfums.***
***Il a fallu que notre force recule,***
***Et s'écroule sous l'épée d'Hercule,***
***Et que la brèche soit ouverte***
***Livrant passage à la conquête.***
***Carthage est-elle passée par là ?***
***L'ombre de sa trace ne demeure pas ;***
***Sans doute est-elle passée telle la brise,***
***Qui, sur tes dures parois, la nuit se brise.***
***Les Grecs, les Egyptiens et les***

*Anciennes photos d'El Kantara*

# El Kantara

***Phéniciens***
***Avaient-ils touché, jadis tes murs anciens ?***
***Ont-ils mené la folie de leurs conquêtes***
***Jusqu'au dessous de tes immortelles crêtes ?***
***Quant à Rome et ses rudes légionnaires***
***Il vinrent et même taillèrent tes pierres,***
***Ont laissé le pont historique***
***Construit par un génie antique.***
***Berbères et Mahométants,***
***Les Turcs et les Français vinrent avec le temps.***
***Ainsi toute la ruée des conquérants***
***Défila en chantant sous tes murs tremblants.***
***Aujourd'hui, voici le drapeau vert et blanc***
***Ornementé de l'étoile et du croissant,***
***Fier, orgueilleux et sublime***
***Au dessus de tes hautes cimes.***

***Venant des lointains, le voyageur s'arrête ;***
***Son âme étonnée,***
***enthousiasmée, muette,***
***S'éveille devant ces sites mystérieux :***
***Joie pour le cœur et pour les yeux ».***

Les textes de Cheikh Mohamed Salah Ramdane ou encore Ahmed Bendiab, enseignant puis directeur d'école, ne sont pas en reste et font aujourd'hui partie du patrimoine local.

## El Kantara muse des peintres

El Kantara sera aussi la muse des artistes-peintres algériens qui, chacun avec sa touche et sa sensibilité, lui rendra hommage dans des toiles magnifiques, à l'instar de Hocine Houara ou encore Bachir Yelles qui, en 1975, et à l'occasion de la Journée mondiale du timbre, immortalisera à travers un timbre la plus petite poste d'Algérie, en l'occurrence celle d'El Kantara.

Durant les premières années de la colonisation, des peintres étrangers ont également fait le voyage depuis le Vieux Continent pour en peindre les atours. C'est le cas du peintre suédois Fritz von Dardel dont l'aquarelle du village de l'époque peinte en 1886 est aujourd'hui exposée au Musée nordique de Stockholm. D'autres artistes peintres se distingueront pour leur intérêt manifeste pour El Kantara à l'instar du Français René Charles Edmond His dont une huile sur toile a été peinte en 1901, Adrien Lucy en 1875 et qui, lui aussi, a laissé à la postérité une œuvre intitulée « *Le défilé d'El Kantara* », mais encore Maurice Bompard qui, en 1892, peint « *La Rivière d'El Kantara* », Eugène Girardet, auteur de « *Le tailleur à El Kantara* » en 1897 ou Jule Blancpain, peintre helvétique dont l'œuvre réalisée en 1903 immortalise une « Baignade à El Kantara ».

***Hassina Amrouni***

# EL KANTARA et son riche Patrimoine

## UNE RÉGION À DÉCOUVRIR

*Hassina Amrouni*

# El Kantara

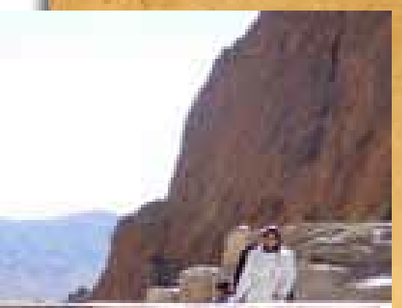
***El Kantara ne laisse pas indifférent. Aux dons inaliénables de la nature sont venus se conjuguer les efforts des hommes, faisant de cette région l'une des plus belles d'Algérie. Réputée pour ses gorges qu'entourent plusieurs légendes (l'une d'elles rapporte que c'est Hercule qui, d'un coup de pied ferme, fit creuser un passage dans une roche, dans une autre, il est raconté que c'est le sabre à double lame de Sid Ali qui trancha d'un seul coup la montagne en deux parties distinctes, ndlr), El Kantara est surnommée la porte du désert ou la porte d'or.***

## Vestiges de l'époque romaine

El Kantara qui, en arabe, signifie le pont, tire son nom d'un ouvrage romain, construit en 335 apr. J.-C. L'édifice a été érigé pour permettre aux soldats romains d'aller d'une rive à l'autre d'Oued El Hay mais il facilitait aussi aux nomades du Sahara le passage avec leurs caravanes pour aller des dunes du sud vers les pâturages du nord.

Ayant vu l'arrivée de plusieurs civilisations dans la région, le pont qui a accusé le poids des siècles a été plusieurs fois restauré. En

# El Kantara



1862, Napoléon III entreprend de le conforter et ouvre un tunnel de plus de 40 m pour l'installation d'une ligne ferroviaire, traversant l'oasis d'El Kantara jusque vers le Sahara.

Le pont n'est cependant pas le seul héritage de l'époque romaine, les archéologues ont également découvertn en 2008, les restes d'un fort. Ce dernier est situé à quelque six kilomètres au sud d'El Kantara, dans le vieux village de Siwana.

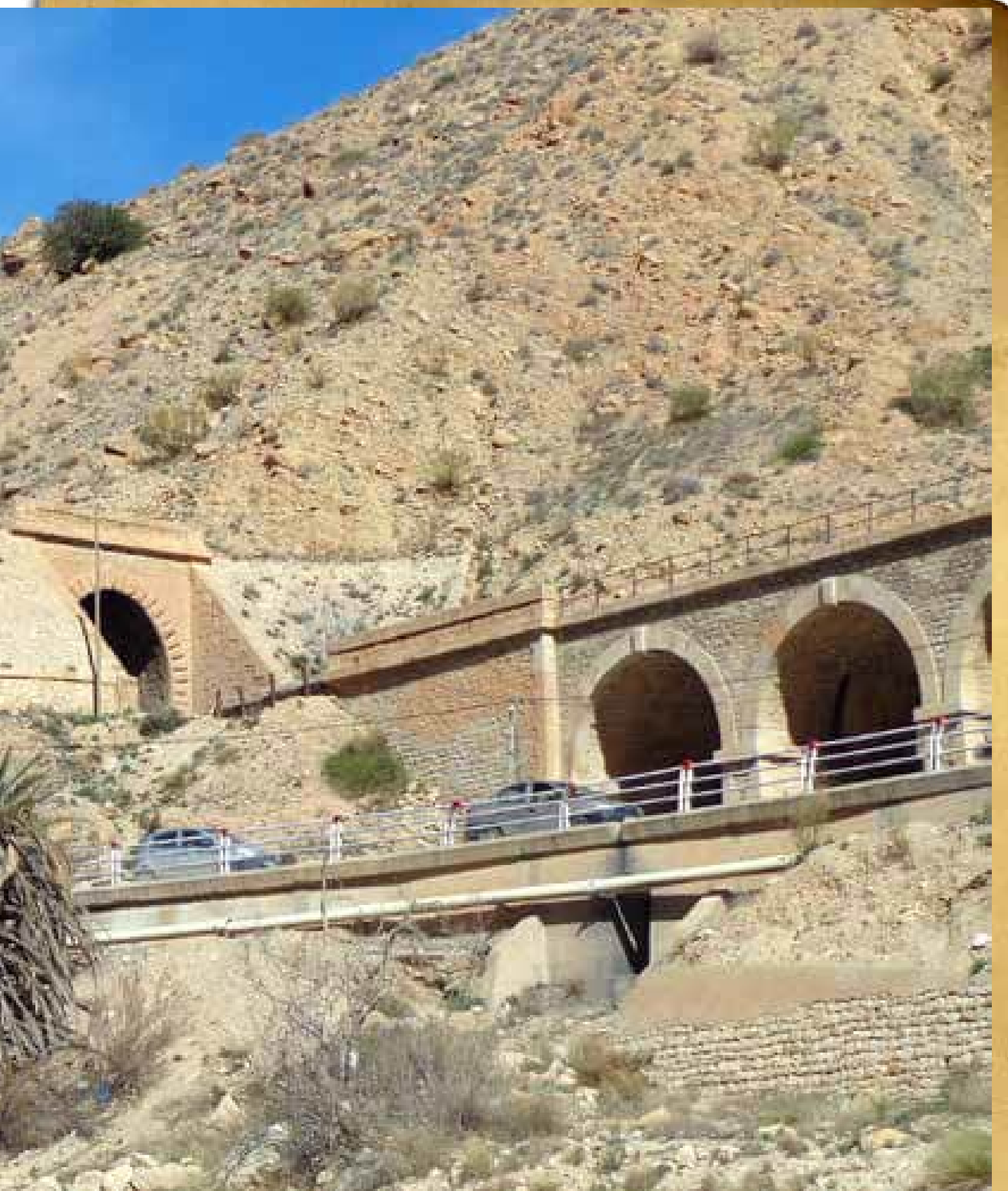
Nombre de vestiges appartenant à cette période sont exposés au musée lapidaire d'El Kantara. C'est grâce à l'archéologue français Gaston De Vulpillières qui vivait depuis de nombreuses années dans la dechra El Hamra que cela a pu être possible. Ce dernier a, en effet, entrepris dès 1921, la collecte du plus grand nombre possible d'éléments témoignant de cette période de l'histoire. Il parvint ainsi à réunir un tas de débris d'architecture, des inscriptions, des reliefs, exposés sur un petit terrain autour de la modeste maison en terre qu'il habitait. Mais au fur et à mesure que la collection grandissait, il fut obligé d'agrandir l'espace où étaient entreposés tous ces objets. *« L'ensemble de la collection de Vulpillières est très homogène : presque tous ses éléments proviennent de l'oasis même d'El Kantara ou des sites voisins qui s'égrènent le long de la vallée de l'oued El-Hai, depuis Kherbet-Hanout (quinze kilomètres au nord), jusqu'à El Outaya (vingt-cinq kilomètres au sud). D'autre part, elle rassemble presque tous les monuments dignes*

*d'intérêt que cette région a fournis : c'est donc grâce à elle que nous pouvons nous faire quelque idée du passé romain de ce pays (…). Les antiquités recueillies proviennent de découvertes fortuites. »* [1]

## La Dachra Dhahraouia et la ville européenne

Aujourd'hui rebaptisée Cité du 8 mai 1945, la Dachra Dhahraouia est aussi connue sous le nom de Dechra El Hamra ou village Rouge. Véritable musée à ciel ouvert, ce village situé dans la partie nord-ouest de la commune – et classé patrimoine national – a été restauré et préservé grâce à différentes opérations menées de concert par les services de la culture, du tourisme et de l'artisa-

# El Kantara



nat. Composé d'un ensemble de maisons traditionnelles construites en pisé (toub), ces dernières répondent presque toutes à une même architecture voire configuration puisque l'on retrouve dans chacune d'elle un hall d'entrée (squifa), puis une courette à partir de laquelle sont distribuées les pièces de la maison. Les murs très épais permettent de maintenir l'intérieur de la maison à la bonne température, à savoir ni froide en hiver ni chaude en été.

Concernant la ville européenne, située dans les gorges à l'entrée d'El Kantara, elle a été érigée pour accueillir les colons, établis dans la région. Elle comprenait un hôtel *« Hôtel Bertrand »*, construit en 1880, une petite église, une école, la maison cantonnière etc. Quant au bureau de poste, le plus petit de toute l'Algérie, il a été construit par Chauve

# El Kantara

en 1937. Fermé en 2007 pour être restauré, il a retrouvé quelques mois plus tard un nouveau souffle. L'édifice à l'architecture mauresque a été immortalisé par l'artiste peintre Bachir Yellès dans un timbre-poste émis en 1975.

## La grande palmeraie d'El Kantara

Véritable îlot de verdure dans l'immensité rouge de la terre et l'ocre des gorges, la palmeraie d'El Kantara comptait par le passé plus de 50 000 palmiers dattiers. Gorgés d'eau grâce à l'eau fraîche et limpide coulant des seguias séculaires, ces arbres permettaient aux habitants de la région d'assurer leur subsistance en raison de récoltes généreuses. Malheureusement, depuis plusieurs années, l'oasis se meurt, en raison d'un système de transmission des biens suranné qui a fait que beaucoup d'héritiers refusent d'exploiter leur parcelle revendiquée par plusieurs descendants à la fois.

*Hassina Amrouni*

# OMAR DRISS ET ABDERRAHMANE ABDAOUI

# LES MARTYRS D'EL KANTARA

*Par Hassina Amrouni*

CHAHID ABDAOUI ABDERRAHMANE
COMMANDANT DA LA ZONE 3 WILAYA 6 EN 1958

***Au lendemain du déclenchement de la guerre de libération nationale, les Kantris sont très nombreux à rallier le front, conscients que seul un engagement total de ses fils peut libérer l'Algérie du joug colonial.***

S'ils sont nombreux à avoir été sacrifiés sur l'autel de cette chère liberté, les Kantris se souviennent aujourd'hui, avec une fierté non feinte, du rôle prépondérant joué par deux des leurs dans ce long cheminement vers l'indépendance.

Natif d'El Kantara où il voit le jour le 26 août 1934 au sein d'une famille d'éleveurs, Abderrahmane Abdaoui fréquente, à l'instar des autres enfants du village, les bancs de l'école coranique, où il assimile l'ensemble des versets à l'âge de 11 ans, avant de rejoindre dès 1947, l'école primaire indigène et la médersa « El Houda » de l'Association des oulémas musulmans où il parfait son savoir. Doué d'une grande intelligence et affichant un goût immodéré pour les études, il décide de quitter son village natal en 1952 pour se rendre à Constantine où, après quatre années d'études, il sort diplômé de la grande Medersa du Cheikh Abdelhamid Ibn Badis. Le 19 mai 1956 et à la suite du mot d'ordre de grève lancé par le FLN, il n'hésite pas à suivre le mouvement lui, dont le sentiment nationaliste fut nourri

dès le jeune âge et exacerbé au contact des autres jeunes de sa génération. Cet esprit patriotique le pousse à monter au front juste après la grève, ralliant ses frères de combat de la Wilaya I, zone 3, dans les Aurès. Décelant chez ce jeune un engagement total pour la cause mais surtout une intelligence vive, les responsables de l'ALN décident de lui confier plusieurs postes de responsabilité et, à suite de la réorganisation de la zone 3 de la Wilaya I en Wilaya VI, au mois d'août 1958, Abderrahmane Abdaoui est désigné commandant de Zone, laquelle s'étend de Bou Saâda à Ghardaïa sous les ordres du colonel Ahmed Ben Abderrazak dit « Si El Haoues ». Ce poste de commandement au sein de l'Armée de libération nationale l'amène à travailler en étroite collaboration avec plusieurs figures de la révolution, à l'image du colonel Mohamed Chaâbani, Saïd Abadou, Tahar Laadjel, El Hadj Tamer

*En médaillon, Abderrahmane Abdaoui, commandant de la Zone 3, Wilaya 6 en 1958*

Bachiri, Zeroual Laabed, Mohamed Rouinan, etc.

Ses missions l'amènent à intervenir notamment dans les régions de M'Doukal, Bou Saâda et Djebel Boukhil. Il affronte sur le terrain les troupes de Bellounis contre lesquelles il mène une lutte implacable.

Le 8 septembre 1958, il tombe dans une embuscade tendue par les hommes du traître Bellounis et l'armée française au lieu-dit Djebel Ellaba, dans la région de Bou Saâda. Abderrahmane Abdaoui est capturé puis sauvagement torturé avant d'être tué à l'âge de 24 ans.

Omar Driss, de son vrai nom Mohamed Idriss fait lui aussi partie de ces révolutionnaires de la première heure. Originaire d'El Kantara, il y voit le jour le 15 juillet 1931. Après des études primaires à la medersa de l'association des oulémas algériens, où il apprend le Coran ainsi que l'arabe et le français, il est néanmoins contraint de quitter les bancs de l'école et de s'orienter vers la vie active afin d'aider à subvenir aux besoins familiaux. Il apprend sur le tas le métier de cordonnier qu'il exerce dans sa ville natale avant de la quitter pour Batna puis la Casbah d'Alger en 1951. À partir de novembre 1954, il retourne à El Kantara où il prend attache avec des membres de l'ALN qui le chargent des liaisons dans sa ville.

*En médaillon, Omar Driss dit Si Fayçal, l'infatigable marcheur de la Wilaya 6*

*Commandant Omar Driss blessè lors de l'embuscade de Djebel Thameur le 29 mars 1959*

En 1955, il fera ses premières armes sous le commandement de Si El Hocine Ben Abdelbaki d'abord à Batna avant d'être affecté dans le sud du pays pour mener les moudjahidine de la région, particulièrement à djebel Bouk'hil où il installe son quartier général. Omar Driss, dit « Si Fayçal » affronte lui aussi les troupes de Bellounis, chef des harkis.

Promu au grade de commandant en 1957, il parcourt avec ses compagnons d'armes les vastes étendues désertiques s'étendant de Djelfa à Biskra, en passant par Touggourt, Ghardaïa et Ouargla, avant d'être nommé en 1958, commandant-adjoint de la Wilaya VI sous les ordres du colonel Si El Haoues.

Accompagnant les colonels Si El Haoues et Amirouche vers la Tunisie, ils tombent dans une embuscade tendue par les troupes françaises le 29 mars 1959 à Djebel Thameur. Après un échange de feux nourris, les deux colonels tombent au champ d'honneur tandis qu'Omar Driss, blessé, est arrêté et torturé.

Tentant vainement de lui soutirer des informations, il reste *« de marbre »*, tel qu'en témoignera plus tard un soldat présent à l'interrogatoire. Et d'ajouter : *« Bien que mourant, il continuera à être interrogé mais il ne desserrera jamais les dents. » Plus tard, un autre militaire français, le colonel Girard, alors commandant du secteur de Djelfa, lui rendra hommage en déclarant : « Si tous les commandants de notre armée étaient aussi doués que lui, nous aurions gagné la guerre depuis longtemps. »*

Le commandant Si Fayçal fut achevé à l'hôpital de Djelfa le 30 mars 1959. Il meurt en martyr à l'âge de 28 ans. Une commune, de la wilaya d'illizi, porte son nom : Bordj Omar Driss.

***Hassina Amrouni***

***Sources :***
***http://chahidelbssiri.jimdo.com/***
***www.memoria.dz (30 sept 2013)***

***Le 28 mars 1959, Djebel Thameur - Boussaâda, les corps des martyrs tombés au champ d'honneur dont le colonel Amirouche et Si El-Haoues***

*Boubakeur Cherbabil*

# L'aède d'El Kantara

*Hassina Amrouni*

*Et les soldats sortis de leurs casernes*
*Et De Gaulle et son trône : Je vous ai compris !*
*Et les maillards versés pour apaiser l'esprit,*
*Et la fausse bonté et les vaines promesses,*
*Et les grands encadrements de notre jeunesse,*
*Et les camps et les centres de regroupement*
*Et les acclamations et les attroupements,*
*Un peuple à la merci d'une armée déchaînée*
*Dans un grand abîme a failli être entraîné.*
*Jamais je n'oublierai Bigeard ni Massu*
*Et Challe ,et Salan et leur complot déçu,*
*Et la main rouge et les tueurs de l'OAS.*
*Et les terribles massacres d'Alger, hélas !*

# El Kantara

**Authentique parmi les authentiques, Boubakeur Seddik Cherhabil fait partie de ces enfants du pays qui ont porté, portent et porteront jusqu'à la mort leur ville dans leur âme.**

Doué d'une verve peu commune, Si Boubakeur n'a pas été suivre des cours dans une quelconque université. Grandir dans une Algérie coloniale l'a privé de ce privilège, mais cela ne l'a guère empêché de raconter sa cité avec toute la force des mots et des vers. Né à El Kantara en 1927, Boubakeur Cherhabil, aujourd'hui âgé de près de 90 ans, jouit du respect et de la considération de tous les Kantris qui le considèrent comme l'un des poètes les « fertiles ». Dans son escarcelle, des poèmes sur la vie sociale, les us et coutumes, la Révolution nationale. Témoin des joies et des souffrances de son peuple, acteur dans les événements vécus par ce même peuple durant la guerre d'indépendance, il en traduit les plus infimes émotions dans des vers taillés à fleur de mots.

***Extraits de poèmes :***

***Je n'oublierai jamais…***

*«( …)*
*Je n'oublierai pas Guy Mollet ni Lacoste,*
*Dodo, Gaillard, toutes les casernes et les postes,*
*Les mortiers, les bombes, les chars, les mitrailles*
*Chaque jour, c'était une nouvelle bataille.*
*Comment oublier ces mensonges du Treize mai,*
*Et « des braves » cette trompeuse et fausse « paix » ,*
*Pas plus que les bêtises et les fanfaronnades*
*De cette fameuse lutte des barricades.*
*Et De Gaulle et son triste »Je vous ai compris »*
*Et les milliards versés pour apaiser l'esprit,*
*Et la fausse bonté et les vaines promesses,*
*Et les grands encadrements de notre jeunesse.*
*Et les camps et les centres de regroupement*
*Et les acclamations et les attroupements,*
*Un peuple à la merci d'une armée déchaînée*
*Dans un grand abîme a failli être entraîné.*
*Jamais je n'oublierai Bigeard ni Massu*
*Et Challe ,et Salan et leur complot déçu,*
*Et la main rouge et les tueurs de l'OAS.*
*Et les terribles massacres d'Alger, hélas !*
*Ni les milliers de morts d'Oran et Constantine,*
*Ni cet innocent peuple que l'on extermine ;*
*Les tortures et les prisons et la famine,*
*Ni tous ces malheureux rongés par la vermine.*
*Et Melun et Evian et les fausses attentes,*
*Et les informations plus ou moins éclatantes,*
*Et l'angoisse et l'impatience de tous ces jours,*
*Et l'absent dont on attend en vain le retour.*
*ON N'OUBLIERA PAS, on parlera toujours*
*Du colonialisme et de son morne séjour,*
*De tout ce qu'il a laissé chez nous de souffrance*
*Depuis son premier jour, jusqu'à l'indépendance ».*
*(El Kantara, septembre 1963)*

***Gorges d'El Kantara***

*« Gorges d'El-Kantara, ô vision magnifique !*
*Des arbres poussent sur les roches antiques*
*Des fleurs croissent dans les ravins*
*Embaumant l'air de beaux parfums.*
*Il a fallu que notre force recule,*
*Et s'écroule sous l'épée d'Hercule,*
*Et que la brèche soit ouverte*
*Livrant passage à la conquête.*
*Carthage est-elle passée par là ?*
*L'ombre de sa trace ne demeure pas ;*
*Sans doute est-elle passée telle la brise,*
*Qui, sur tes dures parois, la nuit se brise.*
*Les Grecs, les Egyptiens et les Phéniciens*
*Avaient-ils touché, jadis tes murs anciens ?*
*Ont-ils mené la folie de leurs conquêtes*
*Jusqu'au dessous de tes immortelles crêtes ?*
*(…)*
*Aujourd'hui, voici le drapeau vert et blanc*
*Ornementé de l'étoile et du croissant,*
*Fier, orgueilleux et sublime*
*Au dessus de tes hautes cimes.*
*Venant des lointains, le voyageur s'arrête ;*
*Son âme étonnée, enthousiasmée, muette,*
*S'éveille devant ces sites mystérieux :*
*Joie pour le cœur et pour les yeux ».*
*(El Kantara, 1953)*

*Hassina Amrouni*
*Source : OLT El Kantara*